



Cahiers de formation marxiste n°2

Textes de formation et de débats sur :

Che Guevara



Édité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale



Cahiers de formation marxiste n°2

Les Cahiers de formation marxiste sont des anthologies de textes d'analyse produits avant tout - mais pas seulement - par notre courant. Leur but est avant tout de récupérer la riche élaboration théorique de notre courant tout au long de son histoire en offrant un panel le plus complet de ces analyses afin de les transmettre aux nouvelles générations militantes. Ils constituent ainsi des outils pour la formation marxiste, collective ou individuelle.

Textes de formation et de débats sur :

Che Guevara

Sommaire :

- > L'exemple de « Che » Guevara inspirera des millions de militants de par le monde. Par Ernest Mandel
- > Qui était Che Guevara? Che Guevara pour aujourd'hui. Par Ataulfo Riera
- > Le grand débat économique. Par Ernest Mandel
- > Ni décalque, ni copie: Che Guevara, ou la recherche d'un nouveau socialisme. Par Michaël Löwy
- > Le combat internationaliste et antibureaucratique du Che. Par Antonio Moscato
- > L'étincelle qui ne s'éteint pas. Par Michaël Löwy
- > Che Guevara : De l'éthique dans le combat politique. Par Janette Habel



Édité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale

L'exemple de « Che » Guevara inspirera des millions de militants de par le monde

L'humanité progressiste vient de subir une terrible perte: Ernesto « Che » Guevara n'est plus. Il est mort au combat, comme Jaurès, comme Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, comme Durrutti et Trotsky. Tel qu'il était, il n'espérait pas d'autre mort que celle-là.

La révolution cubaine et latino-américaine perd un de ses principaux dirigeants; nous perdons un camarade très cher. Tous ceux qui l'ont approché, de près ou de loin, ont été frappés par son idéalisme, son courage, sa sincérité et sa simplicité. Avec Fidel Castro, et mieux que quiconque dans le monde d'aujourd'hui, il a su réincarner les vertus fondamentales du révolutionnaire que le stalinisme avait remplacées par une caricature repoussante: la loyauté prioritaire à l'égard des déshérités du monde entier; la lucidité sans faille qui ne respecte aucun dogme; la résolution farouche de mettre ses actes en conformité avec ses convictions. Directeur de la Banque d'Etat cubaine, il signe les billets de banque de son simple pseudonyme de « Che », pour bien manifester le mépris fondamental que tout socialiste doit avoir à l'égard de l'argent. Convaincu que la voie des guérillas est la seule voie adéquate vers la victoire de la révolution en Amérique latine, il part lui-même au combat, aux côtés de ses camarades boliviens. Marx, qui lutta toute sa vie pour l'unité de la théorie et de la pratique, aurait été fier de lui.

Des gens cyniques ou désabusés s'étonneront qu'un dirigeant comme le « Che » combatte au premier rang et soupçonneront quelque « machination politique »; ils démontrent simplement qu'ils ne connaissent pas et qu'ils ne peuvent pas comprendre des hommes comme Guevara. D'autres voient dans sa mort la confirmation de ce qu'il n'aurait été qu'un « aventurier irresponsable »; les « responsables » dignes de louanges ne sont sans doute que ceux qui, dans leurs fauteuils, ne prennent jamais des risques.

D'autres encore diront que, « prêchant la violence, il est mort par la violence ». Ils ne comprendront jamais qu'il est mort parce qu'il aimait passionnément les hommes et la vie, qu'il est

mort pour sauver les Vietnamiens d'une pluie ininterrompue de bombes meurtrières, qu'il est mort pour sauver des millions d'enfants de son continent de la mort précoce, des centaines de millions d'opprimés de souffrances inhumaines et inutiles, auxquelles les condamne un régime déjà condamné par l'histoire.

La réaction triomphe. Les généraux boliviens, aux mains rouges du sang des mineurs de leur pays, célèbrent la mort de « l'intrus étranger ». Les travailleurs boliviens chériront le souvenir de cet « étranger », car il a donné sa vie pour leur libération.

Les cris de victoire des agents impérialistes traduisent bien leur panique et leur couardise. « La guérilla était un grave danger; la guérilla est vaincue ». Imbéciles ! Vous pouvez tuer un homme. Vous ne pouvez pas tuer une idée qui plonge ses racines dans la réalité sociale la plus profonde.

Des milliers de Boliviens, de Péruviens, de Colombiens, d'Argentins, des ouvriers, des étudiants, des paysans, des intellectuels d'Amérique latine, saisiront le fusil que le « Che » a laissé tomber de ses mains mourantes. Son nom est déjà devenu un drapeau et un programme, un appel à la révolte qui résonne à travers cinq continents. Vos misérables mascarades ne re-tarderont pas d'un jour le moment de votre écroulement. L'exemple du « Che » incitera des millions de révolutionnaires, de par le monde, à redoubler d'ardeur dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme.

Nous pleurons un grand ami, un camarade exemplaire, un militant héroïque. Mais nous savons que sa cause est invincible. Il est entré vivant dans l'histoire qui couvrira de mépris le nom de ses assassins. Car il incarne cette Révolution, cette émancipation définitive du Travail et de l'Homme, de laquelle toute la réalité de notre époque proclame ce que se donna comme épitaphe une autre grande victime de bourreaux abrutis, Rosa Luxembourg: J'ETAIS. JE SUIS, ET JE SERAI!

Ernest Mandel, éditorial de La Gauche n°39, 21 octobre 1967

Qui était Che Guevara?

Che Guevara pour aujourd'hui

Trente ans après sa mort, après une longue période d'oubli, son visage semble omniprésent: sur des affiches, des badges, des livres, des t-shirts, des CD... La réapparition du portrait d'Ernesto Guevara, dit « El Che », révolutionnaire d'origine argentine, démontre que le mythe né il y a 30 ans est loin d'avoir disparu. Mais, au-delà du mythe du rebelle éternellement jeune (dont beaucoup en ont fait une image «sainte» et inoffensive), au-delà de toute la récupération basement commerciale dont le Che est actuellement l'objet, c'est l'homme, le révolutionnaire et le théoricien marxiste qu'il nous faut (re)découvrir. Personnage historique et non image légendaire, l'histoire et l'oeuvre de Che Guevara est importante à connaître. Sa vie, son oeuvre est une source d'exemples, d'enrichissements théoriques et pratiques non seulement de par les succès qu'il a connu, mais également de par ses échecs et ses erreurs. Loin de tout culte de la personnalité, nous voulons restituer ici la vie et l'oeuvre d'un révolutionnaire hors du commun.

Iere PARTIE: VIE ET MORT DE CHE GUEVARA

1. La jeunesse d'un révolutionnaire

Juillet 1997, au sud de la ville de Santa Cruz, en Bolivie, une équipe de chercheurs cubano-bolivienne vient de mettre à jour les ossements d'un groupe de guérilleros morts il y a 30 ans. Les restes de Che Guevara sont identifiés et transférés en grande pompe à Cuba. Soixante neuf ans plus tôt, le 14 juin 1928 à Rosario de la Fe, petite ville argentine, naissait Ernesto Guevara Lynch de la Serna. La famille Guevara était relativement aisée, mais le futur révolutionnaire baignait malgré tout dans une atmosphère nettement progressiste. Comme le relate Ricardo Rojo, un ami de la famille: « passion de la justice, haine du fascisme, indifférence religieuse, intérêt pour la littérature et amour de la poésie, méfiance envers l'argent », telles étaient les idées des parents du Che. Souffrant de graves crises d'asthme, le jeune Guevara s'astreint à pratiquer intensivement des sports physiquement durs comme le rugby et l'escalade. Lecteur assidu (de Gandhi, Jack London, Freud et Rousseau notamment), Ernesto s'engage dans des études de médecine. Le goût du voyage et de la découverte, le désir de soulager les maladies également, le pousse, à 23 ans, avec un ami médecin (Alberto Granado) à parcourir pendant 8 mois le continent latino-américain. En 1953, son diplôme de médecin en poche, il repart sur les routes.

Ces deux voyages lui font se confronter de manière brutale à l'immense misère qui frappe les peuples latino-américains, misère décrite de manière sans égale par E.Galéano dans les «Veines ouvertes de l'Amérique Latine». Dans un discours prononcé en 1960, Guevara reviendra sur cette étape importante de sa vie: « Les conditions dans lesquelles j'avais voyagé m'avaient fait entrer en contact étroit avec la misère, la

faim et la maladie. Je me rendis compte que j'étais incapable, faute de moyens, de soigner les enfants malades et j'eus sous les yeux la dégradation provoquée par la sous-alimentation et la répression constante. Je pus ainsi réaliser qu'il y avait des choses tout aussi importantes dans la vie que de devenir un chercheur illustre ou de contribuer magnifiquement à la science médicale: et c'était d'aider ces gens. »

Cette prise de conscience de la souffrance et de l'exploitation subies par les masses populaires, écrasées par de sanglantes dictatures, amène le Che à s'intéresser activement aux événements politiques. Arrivé au Guatemala en décembre 1953 (après avoir transité par la Bolivie où une révolution ouvrière avait battu l'armée de ce pays), il est pour la première fois directement confronté à l'impérialisme US. Le gouvernement du progressiste modéré Jacobo Arbenz initiait une série de réformes sociales dans ce pays. Des terres ont été redistribuées aux paysans, terres appartenant à l'United Fruit, firme américaine toute puissante. Cette dernière obtient l'appui du gouvernement américain qui autorisa la CIA à organiser un putsch pour renverser le gouvernement. Le 18 juin, des mercenaires armés et entraînés par la CIA envahissent le pays. Le fait que l'armée d'Arbenz se refusera à armer le peuple précipitera la chute de son gouvernement. Le Che, qui participera activement à la résistance contre le putsch, est contraint de se réfugier au Mexique. Dans sa brève présence au Guatemala, à travers sa compagne Hilda Gadea, militante communiste, il prend connaissance et adhère sans réserves aux idées de Marx, Engels et Lénine. De cette expérience guatémaltèque, il retient également que les voies légales et réformistes ne mènent nulle part: seule une révolution sociale radicale peut permettre de mettre fin définitivement à l'exploitation et à la misère, ainsi qu'à la domination impérialiste des USA. Ernesto Guevara était devenu un révolutionnaire. Sa réflexion le pousse également à comprendre qu'il fallait lutter collectivement et savoir

mobiliser les masses pour réussir la révolution. Dans un discours prononcé en 1960, il se souviendra de ses réflexions tirées de son expérience guatémaltèque: « Je me suis rendu compte de quelque chose d'essentiel: c'est que pour être révolutionnaire, ce qu'il faut avant tout, c'est faire la révolution. L'effort isolé, l'effort individuel, la pureté des idéaux (...) tout cela ne sert à rien si on agit seul, solitaire (...). Pour faire la révolution, il faut (...) tout un peuple qui se mobilise (...) ». Ce peuple, Guevara allait le trouver à Cuba...

2. Du « Granma » à la révolution cubaine

« La révolution n'est pas une pomme qui tombe quand elle est mûre! Vous devez la faire tomber, et ce fut précisément notre rôle historique » Che Guevara, interview à Libération (Algérie), mars 1965.

Au cours de l'été 1955, à 27 ans, E. Guevara prend contact au Mexique avec un groupe de jeunes exilés cubains. Parmi ces derniers, il se lie d'amitié avec Fidel Castro, dirigeant du Mouvement du 26 Juillet (M-26-7) et révolutionnaire alors aux idées démocratiques petites-bourgeoises radicales. Ce dernier, peu de temps auparavant, avait tenté sans succès de renverser la dictature cubaine de Fulgencio Batista. Ayant attaqué une caserne de l'armée cubaine, les camarades de Castro sont décimés, emprisonnés et torturés. Castro sera également emprisonné, mais Batista, voulant donner une image plus « propre » de son régime, amnistie et libère Fidel. Il s'en mordra les doigts... A peine installé au Mexique, Castro décide de rassembler un groupe de cubains, de les armer, de les entraîner et de débarquer à Cuba. A cette époque, cette île était une semi-colonie économique et politique américaine (surnommée le « bordel et le casino » des riches américains). Batista y régnait sans partage, faisant régner une terreur dictatoriale qui coûtera 20.000 morts en 10 ans. A l'image du reste du continent, l'île compte près de 80% d'analphabètes, pratiquement pas d'écoles et d'hôpitaux, les paysans vivent pour la plupart dans des huttes et souffrent chroniquement de la famine.

La compréhension de la profonde unité d'intérêts qui lie les révolutionnaires du continent et sa sympathie envers la cause des exilés cubains pousse Guevara à rejoindre sans hésiter l'expédition de Castro, d'abord en qualité de médecin, puis, en qualité de combattant. Comme il le rappela lui-même: «J'ai parlé pendant toute une nuit avec Fidel et, le lendemain matin, j'étais déjà le médecin de la future expédition.» Désormais, pour ce groupe de cubains, et, plus tard, pour le monde entier, Ernesto deviendra « El Che » Guevara. «Che!» est un mot, une interjection dans le langage parlé typiquement argentin (comme «hé!») et dont Guevara usait également lorsqu'il parlait. D'où ce surnom désormais célèbre et inséparable de son nom.

Le 25 novembre 1956, 82 révolutionnaires s'embarquent avec armes et bagages dans un vieux yacht appelé «Granma».

Objectif: libérer Cuba! Mais, débarqués le 2 décembre après une traversée chaotique, les guérilleros sont attaqués par l'armée le 5 décembre à Alegria del Pio et sont littéralement massacrés: plus de 60 guérilleros sont tués ou faits prisonniers.

Le 21 décembre, les rares survivants implantent, avec de grandes difficultés et après plusieurs échecs, un premier foyer de guérilla dans la zone montagneuse du sud-est de l'île, la Sierra Maestra. Dans ces montagnes, ils se lieront profondément avec les paysans pauvres, étonnés de voir des gens en armes leur payer la nourriture et les traiter avec respect. Mieux, les guérilleros ouvrent des écoles et soignent les paysans malades et blessés. Le Che se dépensera sans compter. L'absence de rasoirs fait que les guérilleros se laissent pousser la barbe et les cheveux et très vite on les surnomme partout «los barbudos» (les barbus).

La paysannerie cubaine est en grande partie composée d'ouvriers agricoles, obligés de vendre leur force de travail contre un faible salaire dans les vastes plantations de canne à sucre des entreprises US et des grands propriétaires terriens. En dehors des périodes de récolte, ils étaient voués au chômage et à la misère. Ce fait donnera donc très tôt un caractère nettement prolétarien à la révolution et amènera, déclare Guevara, «une prolétarisation de notre pensée». En effet, pour les jeunes intellectuels de la ville (composante essentielle parmi les premiers guérilleros de Castro), le contact direct avec la vie du peuple le plus exploité sera bénéfique: beaucoup de guérilleros comprennent que la révolution ne pourra pas être seulement politique, mais également sociale. Dans ses «Souvenirs de la guerre révolutionnaire», le Che relate ainsi ce fait: «Cette conscience que nous avons de la nécessité d'un changement définitif dans la vie du peuple commençait à prendre corps. L'idée de la réforme agraire se fit plus impérieuse et la communion avec le peuple cessa d'être une théorie pour devenir à tout jamais une partie de notre être. La guérilla et les masses paysannes, petit à petit, se fondaient en un tout homogène, sans qu'il soit possible de dire à quel instant précis de la longue route se produisit la fusion».

L'attitude de «l'Armée rebelle» de Castro suscite la sympathie, puis l'adhésion totale; beaucoup de paysans s'engagent dans la guérilla dont les rangs sont également grossis par l'arrivée de révolutionnaires des villes. Car, et c'est important, la guérilla est également en contact étroit avec les organisations révolutionnaires citadines. Le 17 janvier 1957, «l'Armée rebelle» remporte sa première victoire. En juillet 1957, du fait de ses capacités militaires autant que politiques, le Che est nommé «commandant» et dirige une colonne de guérilla. «L'Armée rebelle» étend largement son territoire au sein duquel elle installe des services d'approvisionnement, des cliniques, des fabriques d'armes, de petites industries, une boulangerie, une imprimerie, des stations radio, instaure des lois et mène une réforme agraire (expropriant les grands propriétaires terriens), bref, c'est un mini-Etat qui se met en

place, ouvrant une situation de double pouvoir territorial. La constitution d'un territoire « sanctuaire » permet à la guérilla de se doter d'une base d'opérations d'où elle pratique des sorties et des raids en territoire ennemi.

C'est de son expérience concrète de la lutte que le Che élaborera en 1960 son ouvrage « La guerre de guérilla, une méthode » où il fixera les tâches stratégiques et tactiques de ce type de lutte. (voir IIème partie, page...)

En avril 58, une grève générale échoue dans les villes, apportant un recul à la lutte. Analysant les causes de l'échec, le Che souligne « On a ignoré l'importance de l'unité ouvrière et on n'a pas essayé à ce que les travailleurs, dans l'exercice même de leurs activités révolutionnaires, choisissent le moment précis ». Profitant que les voies d'approvisionnements et de communications de la guérilla avec les villes sont momentanément coupées, l'armée lance le 24 mai une vaste offensive qui se solde, elle aussi, par un échec. Les guérilleros en profitent alors pour lancer à leur tour une contre-offensive généralisée vers le 19 juin. Malgré ses 70.000 soldats (les guérilleros et les milices citadines ne compteront jamais plus de 5.000 hommes et femmes en armes), malgré l'aide américaine en armes, munitions et instructeurs, l'armée de Batista, à partir de l'automne 1958, ira de défaites en défaites. Le 29 décembre 1958, la colonne du Che, après 50 jours de marche à travers 677Km, libère au cours d'une bataille décisive la ville de Santa Clara. Les trois quarts du territoire cubain sont aux mains des révolutionnaires. Dans les villes, l'agitation des étudiants et des ouvriers contre le régime ne faiblit plus. Enfin, les 1 et 2 janvier 1959, dans une action conjuguant grève générale des travailleurs dans les villes et offensive générale des colonnes de « l'Armée rebelle », le régime de Batista (en fuite) est renversé. Les 3 et 4 janvier, les guérilleros entrent triomphalement à La Havane où la grève des travailleurs et l'action de leurs milices avait empêché un coup d'état mené par des restes de l'armée du dictateur. Sur la route de La Havane, le Che est interpellé par un guérillero qui demande à pouvoir rentrer chez lui sous prétexte que « nous avons gagné la révolution ». Le Che refuse sèchement : « Nous avons gagné la guerre, mais la révolution ne fait que commencer »...

3. La Révolution en marche

« Il ne s'agit pas de réformer la société actuelle, mais bien d'en fonder une nouvelle » Karl Marx

Un régime nouveau s'installe, composé d'une coalition des différentes organisations qui ont participé à la lutte. Le Che est naturalisé cubain le 9 février et voyage à l'étranger à la tête d'une délégation économique cubaine entre juin et septembre de la même année. Dès son retour, lui qui avait l'argent en horreur est désigné le 26 novembre 1959 à la tête de la Banque Nationale de Cuba. Sa première mesure sera d'aligner le salaire de son poste sur celui des simples ouvriers qualifiés. Furieux

d'avoir perdu leur domination totale sur l'île, les Etats-Unis mettent des bâtons dans les roues. Après que Castro décide de nationaliser les principales firmes du pays (dont plusieurs sont américaines et exploitaient sans vergogne le pays et ses travailleurs), les USA rompent toutes relations et se font de plus en plus menaçants. Les changements sociaux ne s'arrêtent pas pour autant : en mai 1959, une réforme agraire largement favorable aux paysans est appliquée, les constructions d'hôpitaux et d'écoles se multiplient, la santé et l'éducation sont rendues gratuites, les loyers sont baissés de 50%, des acquis et des droits sociaux importants sont instaurés. Mais de toutes les mesures révolutionnaires, ce seront les nationalisations des industries et la réforme agraire radicale qui heurtent de plein fouet l'impérialisme US. Tout au long de l'année 1960, les conflits avec les USA se multiplient. Ces derniers stoppent leur vente de pétrole à l'île. Cuba se voit donc contrainte d'acheter du pétrole russe. Mais, les compagnies américaines présentes sur l'île se refusant de raffiner ce pétrole, Castro décide de nationaliser ces entreprises ! L'attitude de l'impérialisme allait favoriser la radicalisation de la révolution, comme le relate le Che : « L'impérialisme a été un élément très important pour le développement et l'approfondissement de notre idéologie ; chaque coup qu'il nous donnait appelait la riposte ; chaque fois que les yankees, avec leur hauteur habituelle, réagissaient en prenant une mesure contre Cuba, nous devions immédiatement prendre une contre-mesure nécessaire, et la révolution se radicalisait ainsi progressivement. »

En 1961, une vaste campagne d'alphabétisation est décidée. Après une période de maturation, après l'expropriation du pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, le 15 avril 1961, Castro décrète le caractère socialiste de la Révolution cubaine. La direction de la révolution cubaine, Castro en tête, se convertit au cours des années 59-61 au marxisme, non seulement sous l'influence de leur expérience sociale dans la guérilla, du fait de leur expérience à la tête du processus révolutionnaire, mais également sous l'influence de Guevara, qui avait adhéré au marxisme bien avant eux. Mais de tous les facteurs, c'est la formidable pression des masses ouvrières et paysannes qui poussera les nouveaux dirigeants à « sauter la pas » vers le socialisme (voir encadré : « Révolution permanente à Cuba » p...). « La construction du socialisme, » ce drame étrange et passionnant « comme l'appelait le Che, était à l'ordre du jour pour la première fois dans un pays d'Amérique.

L'impérialisme en Amérique Latine

Au début du XIXe siècle, à peine libérés de la domination coloniale espagnole, les nouveaux états d'Amérique Latine ont été l'objet des ambitions politiques et surtout économiques de l'Angleterre et des Etats-Unis, les principaux pays capitalistes. Le capitalisme de ces deux pays allait bientôt s'investir et contrôler les richesses de ces pays. Ils y organisent la production selon leurs intérêts économiques et non pas selon les capacités réelles des états latino-américains. Ainsi, des pays sont obligés de se spécialiser dans un seul type de production (ex. à Cuba, ce sera le sucre de canne). En 1823, le président Monroe décrète que les Etats-Unis

ont le droit d'intervenir dans la politique intérieure des états du Sud du continent pour préserver ses intérêts économiques. Sur base de cette «doctrine Monroe», les Etats-Unis vont intervenir militairement à chaque fois que des révoltes, des révolutions ou de simples réformes mettent en danger leurs intérêts: au Nicaragua en 1909, en Haïti de 1915 à 1935. Porto Rico se proclame indépendant en 1869, mais quelques années plus tard, Washington y envoie des troupes et, depuis, les USA «administrent» encore ce pays. Ils interviendront également trois fois en République Dominicaine: 1916, 1925 et 1965. En 1954, il organisent le renversement du gouvernement Arbenz au Guatemala. En 1972, il feront de même avec le gouvernement progressiste d'Allende au Chili. A Cuba, où ils avaient installé leur fantoche Batista, ils envoient des mercenaires en 1961 pour renverser Castro. Depuis, l'île connaît un blocus économique féroce. En 1981, ils interviennent dans l'île de Grenade pour, de nouveau, renverser un gouvernement de gauche. La liste est longue...

Ces interventions n'ont qu'un seul but; préserver les intérêts économiques des firmes US et maintenir au pouvoir les dictatures complices de cette exploitation économique. La plupart des entreprises US en Amérique Latine récoltent des bénéfices nettement supérieurs à ceux qu'elles réalisent aux Etats Unis (grâce aux bas salaires et à l'exploitation éhontée des travailleurs et des ressources des pays du Sud). La majorité des bénéfices sont rapatriés aux Etats-Unis au lieu d'être réinvestis. Par exemple, à l'époque du Che, de 1950 à 1965, les investissements opérés par les Etats-Unis en Amérique Latine furent de 3,8 milliards de dollars. Pendant la même période, ils rapatrièrent 11,3 milliards. Les pays exploités ont donc eu à supporter un déficit de 7,5 milliards de dollars. De ce fait, l'appauvrissement des peuples d'Amérique Latine est directement proportionnel à l'enrichissement de la bourgeoisie américaine et des bourgeoisies nationales latino-américaines. L'impérialisme est donc un véritable système de domination économique, politique et culturel des Etats-Unis sur le reste des pays américains. C'est pourquoi il est, avec ses alliés autochtones, l'ennemi principal de tous les révolutionnaires de ce continent.

En 1962, le Che devient membre de la Direction des Organisations Révolutionnaires Intégrées, noyau du futur Parti Communiste Cubain (un P.C existait déjà auparavant, mais totalement stalinien et souvent en conflit avec la direction castriste).

Le lendemain du discours de Castro du 15 avril 1961, une troupe de mercenaires soutenus par les Etats-Unis débarque à Cuba. En quelques heures ils seront battus par le peuple en arme. Les USA instaurent alors un blocus économique total sur l'île.

Le danger politico-militaire et les difficultés économiques obligent Cuba à se rapprocher fortement de l'URSS. Le Che, de son côté, tente d'organiser au mieux la transition de l'économie cubaine du capitalisme au socialisme. Le 23 février 1961, il sera nommé ministre de l'Industrie. Dans son ministère, la

ponctualité est de rigueur, le Che est très exigeant, non seulement pour les autres, mais également pour lui-même. Sa rigueur et son exigence n'étaient pas marquées par l'arrogance, mais bien par la compréhension de l'énormité et de la grande difficulté des tâches à accomplir. Ses deux objectifs principaux: transformer le travail de corvée en besoin enrichissant pour l'Homme et développer une économie cubaine socialiste débarrassée de la dépendance économique envers les pays capitalistes ou autres.

Mais le problème crucial, pour atteindre une économie socialiste, est le «sous-développement» économique de l'île, sous-développement que le Che définira de manière imagée et forte: «Qu'est ce que le sous-développement? Un nain avec une énorme tête et une poitrine puissante est «sous-développé», dans ce sens que ses jambes faibles et ses bras courts ne correspondent pas au reste de son anatomie... Nos pays ont des économies faussées par la politique impérialiste qui a développé anormalement les branches industrielles ou agricoles de façon à ce qu'elles deviennent complémentaires des économies complexes des impérialistes. Le « sous-développement» ou développement faussé, amène dans les matières premières une dangereuse spécialisation qui maintient les peuples sous la menace de la famine. Nous, les «sous-développés», sommes aussi les pays de monoculture. Un produit unique, dont la vente incertaine dépend d'un marché unique qui impose et fixe les conditions, voilà la grande formule de la domination économique impérialiste» («Cuba, cas exceptionnel ou avant-garde?, 1963»).

En effet, la principale production de Cuba est le sucre de canne, qu'elle exporte et échange contre les produits agricoles, industriels et énergétique (le pétrole) qui lui font défaut. Le sous-développement doit donc être surmonté: l'indépendance économique permettra ainsi une réelle indépendance politique. Pour obtenir cela, le Che préconise une industrialisation importante qui implique que la Révolution doit désormais s'appuyer essentiellement sur les ouvriers. Les paysans ne sont pas oubliés dans ses plans, loin de là: ils obtiennent une réforme agraire et une amélioration considérable de leur niveau de vie et sont appelés à développer la polyculture (diversification de la production agricole, notamment en légumes, etc.). Mais dorénavant, pour le Che, une seule classe sociale pouvait libérer le pays de sa dépendance, du sous-développement et permettre une accumulation économique suffisante, base minimale pour atteindre le socialisme: la classe ouvrière. Le Che lance ainsi un vaste plan d'industrialisation, de création d'industries nouvelles et d'introduction de nouveaux procédés modernes de production.

L'Homme nouveau et la démocratie socialiste

Dans la construction d'une société réellement socialiste, Che Guevara insistera non seulement sur les changements structurels

et économiques à apporter, mais aussi humains: «Le socialisme n'a pas été conçu (...) pour avoir de formidables usines seulement, il se fait pour l'Homme intégral». Pour lui, le socialisme doit instaurer un type d'Homme nouveau, débarrassé de l'égoïsme et de l'individualisme bourgeois: «Pour construire le communisme, il faut changer l'homme en même temps que la base économique». Et, «Si le communisme n'aboutissait pas à la création d'un Homme nouveau, il n'aurait aucun sens» déclarait-il dans un texte célèbre: «Le socialisme et l'Homme à Cuba» (1965). L'abolition de la propriété privée des moyens de production, les mesures sociales radicales, etc. sont des bases essentielles mais non suffisantes pour le socialisme. Il faut également modifier les rapports des hommes entre eux, envers le travail et, en général, c'est la qualité elle-même de la vie qui doit être modifiée. Les progrès matériels doivent être nécessairement accompagnés d'un nouveau sens de la vie, sens guidé par la camaraderie, la fraternité et la solidarité humaine. L'aliénation et les oppressions que subissent l'humanité sous le capitalisme doivent être éradiquées en même temps que l'exploitation économique, sociale et politique. Les mécanismes psychologiques d'oppression et d'aliénation sur lesquelles reposent également le capitalisme sont à combattre. Sur ces points, comme sur beaucoup d'autres, le Che s'affrontait à la conception stalinienne du socialisme pour qui seule l'économie et le développement aveugle du productivisme économique sont importants, le reste ne pouvant venir que par la suite. «Le Che assume une position philosophique qui privilégie l'action consciente et organisée comme créatrice de réalités sociales, une philosophie marxiste-léniniste de la praxis, à l'encontre du déterminisme social qui considère que les changements sont le résultat de la rupture de la correspondance entre les forces productives et les relations de production» (F.M.Heredia, «El Che y el socialismo»). Mais si le Che comprenait l'importance des facteurs subjectifs et la transformation de la vie quotidienne des Hommes comme devant accompagner nécessairement la construction du socialisme, il n'intégrait pas dans sa conception de l'Homme nouveau, du travailleur socialiste, une notion importante: celle d'une réelle autogestion des travailleurs. Or, le développement d'une conscience révolutionnaire parmi les masses passe bien plus facilement lorsque ces dernières disposent d'un pouvoir démocratique réel sur leur vie (dans tous les sens du terme), lorsque, par exemple, les travailleurs associés décident démocratiquement et d'eux-mêmes les plans productifs, leur finalité, etc. La conception de Guevara de la classe ouvrière en tant qu'avant-garde révolutionnaire nécessite que cette dernière soit réellement maître de son destin, c'est-à-dire qu'elle doit posséder ses propres organes de pouvoirs. Le Che, en 1965, allait tout de même entrevoir ce problème en déclarant qu'«Il est évident que le mécanisme ne suffit pas pour assurer une suite de mesures sensées et qu'il manque un rapport plus structuré avec la masse. Nous devons l'améliorer dans le courant des prochaines années.» ou encore: «il est nécessaire d'augmenter davantage sa participation consciente, individuelle et collective, à tous les niveaux des mécanismes de direction et de production». Mais il n'aura malheureusement pas le temps de s'atteler à ce travail.

En 1963, Guevara initie jusqu'en 1964 un grand débat national et international sur les voies économiques à emprunter pour atteindre le socialisme. Le Che est contre la loi du marché, telle qu'elle est pratiquée non seulement dans les pays capitalistes, mais également dans les pays «socialistes» car ces derniers poursuivent «la chimère de réaliser le socialisme à l'aide d'armes ébréchées que le capitalisme nous a légué (la marchandise, comme cellule économique, la rentabilité, l'intérêt matériel individuel)». Dans sa juste conception de la nécessité de créer un Homme nouveau; il est également contre

l'utilisation unique de stimulants matériels (primes et récompenses individuelles) pour inciter les travailleurs à mieux produire. A ces derniers, il préfère utiliser des stimulants «moraux» socialistes couplés à des stimulants matériels collectifs: «Le stimulant matériel est l'héritage du passé avec lequel il faut compter mais auquel il faut enlever peu à peu sa prépondérance dans la conscience des gens au fur et à mesure que la société progresse.» («Sur la construction du parti», 1963) Au cours de ce débat, il invite à Cuba l'économiste marxiste Ernest Mandel. Le fait que ce dernier était également un des dirigeants de la IV^e Internationale (trotskyste) démontre l'antidogmatisme du Che (alors que les communistes staliniens taxent depuis toujours les trotskystes de contre-révolutionnaires)! Le Che était très clair sur l'aspect non-dogmatique du marxisme: «Pour créer une société socialiste à Cuba, il faut fuir comme la peste la pensée mécanique. Celle-ci ne conduit qu'à des méthodes stéréotypées. Le marxisme est une dialectique, un processus d'évolution. Le sectarisme à l'intérieur du marxisme crée un malaise, un refus de l'expérience». A la même époque, il approfondit ses connaissances marxistes et relit «Le Capital» de Karl Marx, qu'il qualifie de «monument de l'intelligence humaine».

4. Du Congo à la Bolivie

« Beaucoup te demandaient: Où est ta vraie patrie? Et tu répondais: Là où je peux lutter pour la révolution! » Cu Hoy Can, poète vietnamien

Fin 1964, Che Guevara préside la délégation cubaine à l'Assemblée générale des Nations Unies où il prononce, en uniforme de guérillero, un discours qui reste l'une des plus grandes dénonciations des méfaits de l'impérialisme. «Un animal carnassier qui se nourrit des peuples sans défense, voilà ce que l'impérialisme fait de l'homme» déclare-t-il.

Entre 1963 et 1965, le Che multiplie ses voyages officiels dans le tiers-monde, en Chine et en URSS surtout. A l'inverse des conclusions qu'il tira de ses premiers voyages effectués en 60-61 dans ces derniers pays, le Che critique fortement à partir de 1964 les méthodes qui y sont employées pour construire le socialisme. Il voit d'un très mauvais oeil la dépendance économique et idéologique accrue de l'URSS sur Cuba. La bureaucratie, dominant ces pays, risque également de se répandre à Cuba même. En effet, le Che, Castro et la plupart des dirigeants issus de la guérilla s'opposaient (avec succès d'ailleurs, au début) à l'ancien Parti communiste stalinien qui menaçait de bureaucratiser la révolution cubaine par ses méthodes copiées sur celles employées en URSS.

Le 20 février 1965, dans un discours tenu à Alger, Guevara dénonce le manque d'esprit socialiste dans les échanges économiques entre les pays du tiers-monde et l'URSS, cette dernière pratiquant des prix quasi identiques à ceux du marché capitaliste («Les pays socialistes, déclare le Che, ont le devoir

moral de liquider leur complicité tacite avec les exploités de l'Ouest »), échanges, qui plus est, conditionnés avec une soumission politique envers Moscou.

Castro se fait fortement réprimander par les Russes pour ce discours. De retour à La Havane, le 14 mars, le Che s'enferme durant deux jours avec Castro qui le convainc d'abandonner toute charge publique pour calmer les Russes. Contrairement à une légende tenace, il n'y avait pas de grosses divergences entre Guevara et Castro. Ce dernier, du moins jusqu'en 1968 (où Castro s'alignera totalement sur l'URSS et contribuera à la bureaucratisation de la Révolution), était également très critique envers les partis communistes latino-américains et s'opposait aux méthodes et aux orientations de la bureaucratie d'URSS.

Au mois d'avril, le départ du Che de Cuba est rendu public. La véritable raison de ce départ est qu'il se rendait compte de l'impossibilité d'un développement économique socialiste définitif à Cuba sans une extension de la Révolution à l'échelle internationale. En effet, en octobre 1964, le Che avait dû analyser ses propres erreurs concernant le développement économique de l'île. Au niveau de l'agriculture, il avait attaqué, avec justesse, la monoculture de canne à sucre. Mais la politique de polyculture qui a été instaurée pour pallier à cela fut désastreuse car trop diversifiée à la fois, ce qui entraîna une chute de la production agricole. Le Che comprit également que la production de sucre de cannes est nocive non pas en tant que telle, mais du fait que le marché mondial défavorise cette production. Il faut pouvoir vendre ce sucre de manière équitable, à son juste prix, ce qui était impossible, tant sur le marché capitaliste que sur le marché des pays dit socialistes. Au niveau industriel également, le Che critiqua ses propres erreurs. Si l'industrialisation est théoriquement juste pour sortir du sous-développement et bâtir le socialisme, il ne peut échapper aux contraintes internationales et nationales. En effet, on avait construits trop de nouvelles usines et trop vite ce qui entraîna une production de médiocre qualité et à un prix élevé. De plus, il existait un manque cruel de pièces de rechanges et l'exode important d'ingénieurs et de techniciens bourgeois avait encore plus compliqué l'affaire car il fallait attendre un certain temps avant de pouvoir former une masse de techniciens issus du prolétariat ainsi, de même, que pour former une classe ouvrière qualifiée et massive capable d'utiliser les instruments de production modernes que l'on tentait d'introduire. Mais le pire obstacle pour l'industrialisation préconisée par le Che fut le manque cruel de matières premières pouvant alimenter cette industrialisation car les coûts d'importation de ces matières étaient monstrueusement élevés. Une fois de plus, Cuba s'affronte aux dures lois du marché mondial. Et le Che en tire, avec justesse, comme conclusion qu'il est impossible de construire définitivement le socialisme dans un seul pays, qui plus est dans une petite île dépourvue de matières premières et d'énergie et obligée de se soumettre aux lois des marchés capitalistes et soi-disant «socialistes». La seule solution résidait donc en une

extension de la révolution car si d'autres pays prenaient la voie de Cuba, des échanges économiques justes et équitables, cette fois-ci, permettraient à tout un chacun de combler les lacunes respectives au niveau économique. De plus, la victoire d'autres révolutions permettrait à Cuba de se renforcer politiquement non seulement face à l'impérialisme US, mais également d'empêcher toute mainmise du pays et de sa politique nationale et internationale par les bureaucraties russes et chinoises.

La compréhension de l'unité dialectique de la révolution mondiale (1: Toute révolution commence au niveau national, mais ne peut survivre et construire le socialisme définitivement que si elle s'internationalise. 2: Chaque victoire révolutionnaire entraîne le renforcement de tout le mouvement révolutionnaire mondial) était notamment exprimée dans son Discours d'Alger: « Il n'est pas de frontières dans cette lutte à mort. Nous ne pouvons rester indifférents devant ce qui se passe ailleurs dans le monde, car toute victoire d'un pays sur l'impérialisme est une victoire pour nous; de même que toute défaite d'une nation est une défaite pour nous. La pratique de l'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir pour les peuples qui luttent pour un avenir meilleur; c'est aussi une nécessité inéluctable ». (voir IIe partie).

Constatant l'échec pratique (mais non théorique) de ses options économiques, le Che ne peut poursuivre son travail au Ministère de l'Industrie. Mais, surtout, voulant contribuer, en payant de sa personne, à la victoire d'une autre révolution dans le monde, le Che décide de quitter Cuba en 1965. On est donc loin de l'image traditionnel du Che, guérillero éternel et romantique, se lançant dans la lutte par goût de l'aventure. Si le Che a quitté Cuba en 65 pour combattre ailleurs, ce n'est pas du fait de son soi-disant « romantisme révolutionnaire », mais bien par une compréhension claire et réfléchie des nécessités concrètes de la révolution. Et comme, chez le Che, théorie et pratique ne font qu'un, comme il existe, tout au long de sa vie, une symbiose et une cohérence parfaite entre sa pensée et ses actes, le Che décida donc d'aider à la révolution internationale.

Ainsi, durant l'année 65, le Che a complètement «disparu» de la vie publique. Le monde s'interroge: où est Guevara?. Et Castro, de répondre logiquement: «Le commandant Che Guevara est là où il sera le plus utile pour la Révolution». En fait, le Che a quitté Cuba et tente de libérer le Congo de la domination impérialiste (belge notamment). Déjà, dans son discours aux Nations Unies prononcé un an plus tôt, le Che attaqua violemment l'intervention impérialiste dans ce pays où Patrice Lumumba, dirigeant socialiste, fut assassiné et remplacé par la clique dictatoriale de Mobutu. Le Che déclara alors: «Tous les hommes libres du monde doivent s'appêter à venger le crime du Congo». Mais, après six mois passés dans ce pays, sa guérilla, composée de Cubains et de Congolais (où il rencontre Laurent Désiré Kabila, qui ne lui fera pas très bonne impression!) s'enlise dans les difficultés. Le manque de moyens matériels et les dissensions entre les différents groupes rebelles congolais

auront raison d'une expérience qui semble aujourd'hui par trop volontariste et insuffisamment préparée. De plus, des conditions indépendantes de sa volonté vont se liguer contre sa tentative: au moment où le Che est au Congo, Cuba est en mauvaise relation avec la Chine de Mao. Cette dernière demande à Soumaliot et Mulele (dirigeants de la lutte révolutionnaire congolaise) d'inviter les cubains à rentrer chez eux. Quant aux soviétiques, alors en phase de bonne entente avec les Etats-Unis, qui soutiennent la clique de Mobutu et Tschombé, ils font pression sur les cubains pour qu'ils abandonnent la lutte au Congo. Pour toutes ces raisons, Guevara est donc pratiquement obligé de quitter le Congo.

Ne pouvant réapparaître publiquement à Cuba à cause des Russes et, surtout, voulant cette fois-ci essayer d'aider concrètement l'extension de la révolution socialiste en Amérique Latine, le Che lance en 1966 une guérilla en Bolivie. Son dernier combat...

5. La fin

« Prends, c'est seulement un coeur, Tiens-le dans ta main Et quand le jour viendra, Ouvre ta main pour que le soleil le chauffe » Che Guevara, « El Patojo », 1963.

Déguisé, le Che arrive fin octobre en Bolivie où, avec un groupe de 17 cubains, plusieurs boliviens et autres latino-américains, il tentera d'implanter d'octobre 66 à octobre 67 un foyer de guérilla conséquent. Le choix de la Bolivie (dirigée alors par le dictateur Barrientos) avait une valeur symbolique et stratégique. Symbolique parce que le nom du pays vient de celui de Simon Bolivar, dirigeant des guerres d'indépendance latino-américaines du XIX siècle contre la domination espagnole. Le rêve de ce dernier, jamais réalisé, était d'unir toute l'Amérique Latine en une seule entité politique. Stratégique car le pays se trouve au coeur du continent, ayant des frontières avec 5 autres Etats (Brésil, Paraguay, Argentine, Chili et Pérou). L'idée de faire de la guérilla bolivienne un foyer d'où rayonneraient d'autres guérillas dans les pays précités, avec comme objectif stratégique à long terme la victoire de plusieurs révolutions sur le continent, était évidemment dans l'esprit du Che. Pour ce dernier, le rêve de Bolivar pourrait se réaliser à travers la création des Etats-Unis socialistes d'Amérique Latine. Dans l'immédiat, l'utilité de la guérilla bolivienne était également de contribuer à l'affaiblissement de l'impérialisme qui, à ce moment-là, concentrait une grande partie de ses forces dans la lutte contre le peuple vietnamien. Par rapport à cette question, l'évolution du Che dans sa critique des bureaucraties «socialistes» était fortement avancée. Dans un message adressé à une Conférence internationale qui se tenait en avril 1967 à La Havane, le Che lance son fameux mot-d'ordre: « Il faut créer un, deux, trois, plusieurs Vietnam ». Dans ce même message, il n'hésite pas à critiquer fortement l'URSS et la Chine de Mao Tsé-Tung, non seulement parce ces pays n'osent pas aider conséquemment les révolutionnaires

vietnamiens (en menaçant de guerre l'impérialisme par exemple), mais également parce les querelles qui divisent ces deux pays affaiblissent à l'échelle mondiale les forces anti-impérialistes: «Le Vietnam est (...) tragiquement seul. (...) La solidarité du monde progressiste avec le peuple du Vietnam ressemble à l'amère ironie que, pour les gladiateurs du cirque romain, signifiait l'encouragement de la plèbe. Il ne s'agit pas de souhaiter le succès de la victime de l'agresseur, mais de partager son sort (...). L'impérialisme américain est coupable d'agression, cela, nous le savons (...). Mais sont aussi coupables ceux qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Vietnam une patrie inviolable du socialisme. (...) sont coupables ceux qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambe».

Après plusieurs mois d'activité, la guérilla bolivienne du Che s'enfonçait de plus en plus dans l'échec. Les raisons de la défaite sont très diverses, elles tiennent non seulement à des failles dans les conceptions théoriques du Che au niveau de sa stratégie révolutionnaire (voir IIème partie, page...), mais également à des erreurs tactiques et des événements conjoncturels. On peut citer au moins 7 éléments importants qui ont contribué à l'échec:

1) Manque total d'un soutien de masse: Durant les 11 premiers mois de la guérilla, pas un seul paysan indien ne fut recruté à la cause. Les indiens vivant dans la région où opérait la guérilla étaient très peu nombreux et très isolés. De plus, ils parlaient une langue indienne inconnue des guérilleros. Enfin, une réforme agraire partielle, effectuée quelques années plus tôt, avait donné satisfaction à une couche de ces paysans. Pour toutes ces raisons, ils se méfiaient des guérilleros et beaucoup renseignaient l'armée sur les déplacements des hommes du Che. Ce manque de soutien de masse est sans aucun doute l'élément essentiel de la défaite des révolutionnaires, car, comme le notait Guevara lui-même: «Tenter de mener à bien une guerre de guérilla sans le soutien des masses conduit inévitablement au désastre»

2) Erreur tactique: la zone choisie par le Che avait l'avantage d'être proche des frontières de plusieurs pays mais elle ne répondait pas à la possibilité de créer un véritable foyer de guérilla, capable de créer une situation de double pouvoir territorial. D'abord pour des raisons purement géographiques: la zone était peu cartographiée, la guérilla dû ainsi passer de longs mois en reconnaissances et en relevés topographiques. Ensuite parce que la composition sociale de la région ne s'y prêtait pas. Par contre, si le Che aurait implanté son action plus au nord, les chances auraient été plus grandes car les paysans de ces régions auraient été plus réceptifs à la lutte et, tout près, se trouve une zone de mines comptant des ouvriers mineurs extrêmement combattifs. Une jonction avec ces éléments aurait permis au Che de rompre son isolement et de développer une assise de masse à la guérilla.

3) Hasards de la lutte: Le déclenchement du conflit armé, le 23 mars 1967, fut à l'initiative de l'armée, à un moment où la guérilla, en pleine phase d'entraînement et de reconnaissance du terrain, n'était pas encore prête au combat (Guevara estimait que le mois d'août serait le plus favorable). La troupe du Che connu ainsi plusieurs mésaventures graves: le 4 avril, le campement principal de la guérilla tomba aux mains de l'armée, occasionnant la perte de matériel important (et notamment des médicaments contre l'asthme dont souffrait le Che, ce qui allait fortement contribuer à l'affaiblissement physique de Guevara). Ensuite, le 17 avril 1967, la troupe du Che s'est a été scindée en deux et ne s'est plus retrouvée, les deux colonnes étant par la suite poursuivies et anéanties séparément. Le premier groupe sera anéanti le 31 août. Le groupe du Che, le 8 octobre 1967.

4) Adversaire féroce et préparé: l'armée bolivienne était fortement soutenue par les Etats-Unis. Des unités spéciales de lutte anti-guérilla avaient été formées par des instructeurs américains qui eux-mêmes se basaient sur les leçons de Cuba. Les impérialistes américains étaient fermement résolus à écraser au plus vite et par tous les moyens le premier noyau de guérilla. Les «Rangers» boliviens, épaulés par des officiers de l'armée US et des agents de la CIA, furent des ennemis redoutables et impitoyables pour la guérilla.

5) Isolement total par rapport à la ville et manque de soutien de la part du Parti communiste bolivien (stalinien). La guérilla du Che fut purement et simplement abandonnée et laissée à son sort par les dirigeants du PC bolivien. Pour ces derniers, la théorie de la lutte armée était à rejeter, seule comptait l'alliance entre les ouvriers et la bourgeoisie nationale pour lutter contre l'impérialisme et la dictature, les paysans n'intéressaient pas les staliniens (sur les divergences de stratégie révolutionnaire entre les staliniens et Guevara, voir IIème partie, page....). Le Che avait également eu des contacts, inutiles eux aussi, avec le Parti communiste maoïste bolivien. Le fait que Guevara allait lancer la guérilla avant même que ne soit constitué un réseau urbain bien organisé et implanté allait contribuer à l'échec.

Bref, n'ayant aucun soutien des masses paysannes, sans aucun lien ou soutien concret avec le prolétariat des villes, (autre élément essentiel pour la victoire, comme le Che le reconnaissait aussi), mis à part quelques messages ou gestes de solidarité, trahis par ceux qui se réclament du communisme, la défaite du Che était inéluctable, et ce malgré quelques succès ponctuels.

On peut également rajouter, comme l'une des causes de l'échec de la guérilla bolivienne, le manque de compréhension du problème indien. En effet, majoritaires dans la population paysanne bolivienne, le Che ignorait les spécificités de l'oppression des indiens, oppression notamment culturelle. L'absence de connaissance de la langue indienne allait donc fortement handicaper le processus de conscientisation des

paysans indiens pour qui les guérilleros n'étaient que des « blancs » de la ville.

A partir du 26 septembre 1967, plusieurs fois encerclé, tombant dans plusieurs embuscades, le groupe du Che est finalement décimé dans le ravin dit du «Quebrada del Yuro», près du village de La Higuera. Guevara voulait remonter plus au nord et gagner ainsi une région socialement plus «fertile» pour les idées révolutionnaires. Plusieurs hommes sont tués ou blessés dont le Che, qui sera finalement capturé par les «Rangers» boliviens. Transféré au village de La Higuera,, il sera interrogé et identifié par des officiers boliviens qui le laisseront sans soins durant toute une nuit. Le lendemain, vers 10h00, l'ordre d'abattre le prisonnier est donné par les autorités boliviennes, conseillées par la CIA américaine. En septembre 1958, de manière quasi prophétique, Guevara avait déclaré: «Je mourrai le sourire aux lèvres, au sommet d'une colline, derrière un rocher en combattant contre les américains ». Che Guevara, l'ennemi indomptable de l'impérialisme, devait mourir aux yeux des puissants de ce monde... Ernesto Che Guevara, un des plus grands révolutionnaires de ce siècle, que l'on peut sans hésiter placer, de par ses actes et sa pensée, aux côtés de Lénine, Trotsky, Luxemburg et Gramsci, fut donc froidement abattu d'une rafale le 9 octobre 1967 à 13h10.

Le 15 octobre, en direct à la télévision cubaine, Fidel Castro, contenant son émotion, confirme l'information. Le 18 octobre, il déclare: »Devant l'Histoire, les hommes qui agissent comme lui, les hommes qui font tout et donnent tout pour la cause des humbles grandissent chaque jour, ils entrent plus profondément dans le coeur des peuples. Et ceci, les ennemis impérialistes commencent à le percevoir et ils ne tarderont pas à se rendre compte qu'à la longue, sa mort sera comme une graine qui donnera naissance à beaucoup d'hommes décidés à suivre son exemple. »

6. Le mythe ou l'homme?

Che Guevara pour aujourd'hui

« Le présent est la lutte, le futur est nôtre » Che Guevara

Le Che mort, son combat ne l'est pas, loin de là. Partout à travers l'Amérique Latine, la nouvelle de sa mort se répandit comme une traînée de poudre. Symbole de la première révolution libératrice du continent, les peuples exploités et opprimés se sont appropriés son image comme porte-drapeau de leurs luttes. Très vite, c'est dans le monde entier que son image allait se répandre, à la faveur d'une vague d'agitations et de bouleversements importants, vague de radicalisation débouchant même sur des possibilités révolutionnaires (Mai 68). Ainsi, les étudiants des principaux pays capitalistes, sur les barricades parisiennes comme sur les campus universitaires US en lutte contre l'intervention impérialiste de leur pays au Vietnam, manifestaient en portant l'effigie du Che en tête de

leurs cortèges. Des groupes révolutionnaires «guévaristes» font même leur apparition... Après le reflux de cette vague de radicalisation, l'image du Che s'est peu à peu estompée (sauf dans le Tiers-Monde)... pour réapparaître avec force depuis quelques années.

L'actuelle floraison d'articles, badges, CD, livres, t-shirts, etc. n'est pas entièrement due à une récupération commerciale de Guevara, même si cet aspect est évidemment présent. En cette fin de millénaire, alors que l'on avait proclamé la faillite des «idéologies», du «communisme» (injustement identifié à la caricature de communisme que furent l'URSS et les pays de l'Est), du «marxisme», alors que le système capitalisme mondialisé domine la quasi totalité de la surface du globe, les masses prennent de plus en plus conscience de la nature inhumaine, injuste et dangereuse (pour l'Homme, pour la nature) dudit système. Souvent inconsciemment, et sans connaissances historiques profondes, des milliers de gens, des jeunes surtout, identifient le Che comme un symbole du refus et de la révolte contre les injustices de ce monde. Guevara n'avait-il pas écrit à ses propres enfants: « Surtout, soyez capables de ressentir au plus profond de vous même chaque injustice qui se commet de par le monde». En ce sens, le «retour du Che» actuel est positif. Mais il doit absolument dépasser ce stade s'il veut devenir mobilisateur de révoltes concrètes et conscientes. Pour ce faire, seule une connaissance approfondie de la vie et de l'oeuvre de Che Guevara, non plus en tant que mythe ou qu'icône à vénérer béatement, mais en tant que personnage révolutionnaire historique, pourra contrebalancer les aspects « marchands » de ce retour.

Mais revenir à Che Guevara signifie également revenir sur les idéaux et les théories qui ont animé et donné tout leur sens à son combat, c'est à dire revenir aux théories du marxisme révolutionnaire, du communisme. Et cette connaissance, pour être utile et complète, doit s'accompagner d'un engagement révolutionnaire concret et collectif pour changer ce monde de misère, d'oppression, d'exploitation et d'injustice.

Retour du Che. Retour au Che historique. Retour au marxisme révolutionnaire critique, anti-dogmatique et démocratique ainsi qu'à l'engagement militant, tels doivent être nos objectifs.

IIeme PARTIE: LE MARXISME DE CHE GUEVARA

«Vous pouvez tuer un homme. Vous ne pouvez pas tuer une idée qui plonge ses racines dans la réalité sociale la plus profonde.» Ernest Mandel, La Gauche du 21 octobre 1967.

Après avoir parcouru la vie du Che, nous allons aborder dans cette deuxième partie les aspects spécifiques de sa pensée marxiste. Aspects importants, car sa vie et son oeuvre (à l'image même du marxisme qui s'affirme comme unité entre la théorie et la pratique) sont inséparables. La fait que l'on a trop souvent présenté le Che, et qu'on le présente encore aujourd'hui, comme un simple « guerrier révolutionnaire » qui plus est « romantique » (ce qui est évidemment très commode pour l'ordre établi), démontre qu'il est également important d'aborder le Che théoricien pour montrer que ses actes se conformaient de manière conséquente à une pensée marxiste riche et fertile. Il nous faut donc aborder cette pensée, mais sans oublier non plus ses actes et, comme le Che le faisait lui-même à son sujet, ne pas hésiter à critiquer ses aspects erronés ou insuffisants lorsqu'il le faut.

7. L'internationalisme

L'internationalisme de Guevara était presque une seconde nature chez lui. Argentin, il participa aux événements du Guatemala, à la révolution cubaine, à la lutte congolaise, appela à partager le sort du Vietnam et finira sa vie en Bolivie. L'internationalisme était pour lui une nécessité intérieure d'éducation révolutionnaire; « Il ne peut exister de socialisme s'il ne s'opère pas dans les consciences un changement qui provoque une nouvelle attitude fraternelle envers l'humanité ». Pour lui, pour préserver la révolution victorieuse, il faut maintenir l'internationalisme prolétarien car il est un rempart contre la dégénérescence de cette révolution: «(le révolutionnaire), si son ardeur révolutionnaire s'émousse une fois les tâches les plus urgentes réalisées, à l'échelle locale, et s'il oublie l'internationalisme prolétarien, la révolution qu'il dirige cesse d'être un moteur et s'enfonce dans une confortable torpeur qui est mise à profit par (...) les impérialistes ».

Mais l'internationalisme est également une nécessité «extérieure». Dès 1959, l'extension de la révolution cubaine à toute l'Amérique Latine était sa préoccupation constante: «nous devons travailler chaque jour en pensant à l'Amérique Latine» déclare-t-il. Préoccupation fondée sur la certitude, surtout à partir de 1964, que le destin de l'Etat révolutionnaire cubain et son autonomie face à la bureaucratie soviétique était lié au destin de la révolution latino-américaine. D'autre part, son internationalisme conséquent se fondait sur la compréhension du lien étroit entre les processus révolutionnaires dans les différents pays à l'échelle mondiale: «Il faut tenir compte du fait que l'impérialisme est un système mondial, étape suprême du

capitalisme, et qu'il faut le battre dans un grand affrontement mondial» («Le socialisme et l'homme à Cuba», 1965) Son internationalisme ne se limitait donc nullement à l'Amérique Latine: il a été un des rares dirigeants révolutionnaires de notre époque à comprendre l'unité organique du système capitaliste mondial, le rapport dialectique entre les différents secteurs de la lutte de classe à l'intérieur de ce système, et la nécessité d'une stratégie révolutionnaire unifiée à l'échelle internationale. Cette unité mondiale de la lutte de classe peut se définir comme suit: les combats que se livrent les prolétariats de chaque pays, ou telle ou telle de leurs fractions, constituent tous une partie d'un tout; l'affrontement général entre le prolétariat et la bourgeoisie. La lutte de classe est devenue internationale, comme la circulation du capital et la fluctuation des prix. Les rythmes, les formes, l'évolution de ces combats très divers épousent les particularités nationales et subissent le poids des héritages, mais leurs interactions, même inconsciente, est permanente.

En avançant, en 1967, le mot d'ordre «Un deux, trois, plusieurs Vietnam», Guevara esquissait (pour la première fois dans l'Histoire du mouvement ouvrier, exception mise à part de la petite minorité marxiste-révolutionnaire) une orientation révolutionnaire mondiale qui n'obéissait pas aux intérêts nationaux de tel ou tel Etat, de telle ou telle puissance « socialiste », mais du prolétariat international dans son ensemble. Et il ne se bornait pas à lancer des slogans, il mettait en pratique ce qu'il proposait, en essayant, en Amérique Latine, d'ouvrir un deuxième front qui pourrait venir en aide au Vietnam et briser l'isolement de Cuba.

L'internationalisme était pour le Che à la fois un impératif moral, une exigence éthique de l'humanisme révolutionnaire, qui dépasse les étroites limites nationales dans un puissant mouvement de solidarité fraternelle, contre l'ennemi commun: «Il n'est pas de frontière dans cette lutte à mort... la pratique de l'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir pour les peuples qui luttent pour un avenir meilleur; c'est aussi une nécessité inéluctable» («Discours d'Alger»). Bien entendu, on peut lui reprocher de privilégier trop le tiers monde dans sa vision de la lutte de classe planétaire, et de ne pas concevoir la nécessité d'une révolution anti-bureaucratique en URSS et dans les pays de l'Est, même s'il critiquait sévèrement le « modèle économique » soviétique. Il reste que depuis la mort de Trotsky, on avait jamais vu un dirigeant révolutionnaire d'envergure historico-mondiale mettre, comme lui, l'internationalisme au coeur de sa perspective politique et de son activité militante. Un dirigeant qui ne se conduit pas comme «homme d'Etat», mais comme un combattant de la révolution mondiale, et paye de sa propre personne la mise en oeuvre de sa stratégie internationaliste.

8 La théorie de la guérilla

La lutte de guérilla, développée par les révolutionnaires cubains et théorisée par le Che, allait à l'encontre des méthodes de lutte des partis communistes staliniens. Pour ces derniers, la révolution en Amérique Latine ne pouvait être que «démocratique-bourgeoise» (cf. Ch.10). Dans ce cadre, elle ne devait se limiter qu'aux villes et impliquait la possibilité d'alliances avec l'armée ou une partie de cette dernière. Or, au-delà de la fausseté de cette conception, les armées latino-américaines sont essentiellement constituées d'éléments réactionnaires très liés à l'aristocratie des grands propriétaires terriens, à la grande bourgeoisie et à l'impérialisme américain. A chaque tentative de réformes sociales, l'armée, par des coups d'états sanglants, renversait les régimes progressistes. Pour Guevara, au contraire, le caractère socialiste de la révolution implique la destruction de l'appareil militaro-bureaucratique de l'Etat bourgeois. La défaite et la destruction de l'armée est donc une condition essentielle de ce point de vue. Et pour détruire cet instrument sanglant de l'asservissement des masses qu'est l'armée, il faut pouvoir lui opposer une armée révolutionnaire. Pour le Che, la guérilla est donc la continuation par les armes de la politique révolutionnaire car, dans le contexte de certains pays latino-américains, où les formes de lutte légales ou électorales sont quasiment impossibles, (à cause de la tyrannie des régimes en place), seule la lutte armée « illégale » de masse peut être efficace.

Partant de son expérience cubaine et de l'étude d'autres mouvements révolutionnaires armés (les partisans yougoslaves, algériens, vietnamiens et les enseignements militaires de Mao), le Che va définir les axes tactiques et stratégiques de la guerre de guérilla en Amérique Latine. Premier postulat fondamental: «dans l'Amérique sous-développée, le terrain fondamental de la lutte armée doit être la campagne» car: 1) La population rurale est majoritaire dans le continent; 2) Les paysans pauvres et le prolétariat agricole sont surexploités et voués à la misère, ce qui leur donne un potentiel révolutionnaire puissant; 3) Les insurrections urbaines limitées strictement à la ville sont vouées à l'échec; 4) La campagne offre plus de sécurité à l'action clandestine en offrant un vaste terrain de manoeuvre, de cachettes, etc.

S'il est vrai que la campagne offre des avantages certains comme terrain de lutte, le Che n'en sous-estimait pas moins les possibilités de lutte dans la ville. Même s'il reconnaissait l'importance «primordiale» de la lutte urbaine dans la phase finale, il la considérait, au début, comme une force d'appoint secondaire par rapport à la guérilla rurale. La guérilla urbaine des Tupamaros en Uruguay dans les années 70 allait démontrer qu'une telle forme de lutte était possible, surtout, évidemment, dans les pays où la population urbaine est importante. De plus, la campagne n'est pas un « sanctuaire » pour les

révolutionnaires et leurs dirigeants: la propre capture du Che le prouve. Enfin, la conscience révolutionnaire des masses, même potentielle, n'est pas mécaniquement liée à leur état de misère

Second postulat de Guevara: «On ne doit pas attendre que soient réunies toutes les conditions pour faire la révolution: le foyer insurrectionnel peut les faire surgir « («La guerre de guérilla»). Pour le Che, le foyer (le «foco» en espagnol) de guérilla doit jouer le rôle de catalyseur en exacerbant les contradictions de classes lorsqu'il s'affronte au pouvoir et en démontrant aux masses qu'il est possible de lutter et de vaincre. Ce postulat allait à l'encontre des conceptions traditionnelles «attentistes» pour qui il fallait attendre absolument que toutes les conditions favorables soient réunies pour passer à l'action révolutionnaire. Mais contre l'attentisme absolu des partis communistes traditionnels, le Che ne développait pas non plus un volontarisme aveugle: «l'établissement du premier foyer de guérilla nécessite un minimum de conditions favorables ». Ces conditions sont de nature économiques, sociales, politiques et idéologiques, et il faut les déterminer par une analyse concrète de la situation concrète.

Contrairement à beaucoup d'adeptes du Che, qui, par la suite, allaient tenter de mettre en pratique ses enseignements de manière dogmatique et mécanique (ce qui allait entraîner l'échec de plusieurs guérillas latino-américaines), la conception de Guevara du foyer de guérilla n'est pas volontariste ni mécaniste. Bien que sa dramatique expérience bolivienne démontre qu'il avait lui-même sous-estimé l'importance des «conditions nécessaires», sa position théorique est juste. Elle est celle de la dialectique matérialiste qui dépasse à la fois le matérialisme vulgaire et mécaniste («les conditions déterminent seules le processus historique») et l'idéalisme (qui affirme la toute puissance de la volonté). Pour le Che: la pratique de l'avant-garde révolutionnaire est le produit de conditions données, mais elle peut être à son tour créatrice de conditions nouvelles. Par son rôle au niveau de la conscience des masses, le foyer de guérilla peut donc agir comme un catalyseur et gagner, via son activité politico-militaire, l'adhésion des masses paysannes, puis ouvrières, qui rejoindront la lutte. Si, pour le Che, le noyau initial de la guérilla peut ne compter que quelques dizaines d'hommes, il doit, par la suite, acquérir le soutien actif des masses et grossir au fur et à mesure que des centaines de volontaires le rejoignent. Pour lui, la guerre de guérilla n'est donc pas l'affaire d'une minorité, au contraire: «Ceux qui veulent faire une guérilla, oubliant la lutte de masses, comme s'il s'agissait de deux luttes contraires, sont à critiquer. Nous sommes contre cette position. La guerre de guérilla est une guerre du peuple, c'est-à-dire une lutte de masses. Prétendre faire la guerre de guérilla sans l'appui de la population, c'est aller vers un désastre inévitable. La guerre de guérilla est l'avant-garde combattante du peuple (...) appuyée sur la lutte de masse des paysans et des ouvriers de la zone et de tout le territoire où elle se trouve. Sans

ces conditions, on ne peut admettre la guerre de guérilla.» («La guerre de guérilla, une méthode», 1963)

L'influence des conceptions politico-militaires de Mao Tsé-Tung sur Che Guevara est ici évidente, notamment dans l'insistance qu'il porte au fait que la guérilla ne développe pas seulement une activité militaire, mais aussi et surtout politique. Par la propagande, mais aussi par les actes (réforme agraire dans son territoire), la guérilla joue un rôle d'éducatrice révolutionnaire des masses. Ses actes et prises de positions doivent amener à ce que la guérilla apparaisse peu à peu comme un «pouvoir alternatif» opposé au pouvoir établi, rendant concrètement possible la nécessité d'un changement radical et révolutionnaire. La victoire est impossible si l'on ne prend en compte que les aspects « techniques»: le caractère politico-militaire de la guérilla doit être omniprésent car elle est une des formes que prend la lutte de classe.

En partie justes, les conceptions du Che comportent toutefois une «tendance à réduire la révolution à la lutte armée, la lutte armée à la guérilla rurale et celle-ci au petit noyau du foco». (M.Löwy). La lutte armée ne se limite pas à la guérilla: l'insurrection armée, les affrontements armés comme aboutissement d'une période de luttes de plus en plus radicale ou à l'issue d'une grève générale insurrectionnelle: tels sont également les aspects que peut prendre la lutte. De plus, le Che avait également tendance à étendre à toute l'Amérique Latine ses concepts de la guérilla, or, plusieurs pays (Argentine, Uruguay, etc.) à forte population urbaine et ouvrière ne correspondent pas au schéma cubain.

Le Che reprend également à son compte les «trois moments» de la guérilla théorisés par Mao: «Le premier, de défense stratégique, moment où la petite force mord l'ennemi» mais est encore très fragile: «Sa défense consiste dans les attaques limitées qu'elle peut réaliser». Deuxièmement: «Le point d'équilibre où s'établissent les possibilités d'action de l'ennemi et de la guérilla». Troisièmement: «Le moment final où l'ennemi est débordé et où l'armée de libération peut prendre les grandes villes et liquider totalement l'adversaire». Mais le Che se détachait tout de même des conceptions maoïstes sur deux questions essentielles: 1) pour lui, il n'est pas nécessaire que le noyau initial de guérilla comprenne des éléments d'origine prolétarienne citadine; 2) et il soutient, à l'encontre des conceptions étapistes stalinienne ou maoïste, que la révolution prend immédiatement un caractère socialiste, sans étapes intermédiaires. De plus, l'attitude de la guérilla envers ses ennemis est tout à fait différente chez Guevara des méthodes appliquées, par exemple, par le Sentier Lumineux: organisation armée maoïste qui sévit actuellement au Pérou. Le Che Guevara, à Cuba ou en Bolivie, contrairement à cette organisation, n'exécutait jamais les soldats ou les officiers de l'armée fait prisonniers. Il n'exécutait jamais non plus, ce que fait actuellement le Sentier Lumineux, les dirigeants des organisations politiques rivales! L'association entre l'image du

Che et la guérilla du Sentier Lumineux faite actuellement par le PTB est donc une insulte à la mémoire et à l'humanisme révolutionnaire de Guevara.

Encore aujourd'hui, l'influence des idées du Che concernant la guérilla est forte. Des organisations telles que l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN, Mexique), l'Armée de libération nationale (ELN, Colombie) et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA, Pérou) s'inspirent en partie ou se revendiquent largement du «guévarisme».

9 Marxisme antidogmatique et humanisme révolutionnaire

La même cohérence que l'on rencontre entre les idées et la vie du Che se retrouve dans les différents aspects de sa pensée marxiste. Sa compréhension du marxisme en tant qu'humanisme révolutionnaire se reflétait ainsi dans ses choix économiques: « Le socialisme économique sans la morale communiste ne m'intéresse pas. Nous luttons contre la misère, mais à la fois également contre l'aliénation. Un des objectifs fondamentaux du marxisme est de faire disparaître l'intérêt, le facteur «d'intérêt individuel» et de profit, des motivations psychologiques. Marx se préoccupait tout autant des faits économiques comme de leur traduction dans les esprits. ». De telles paroles ne s'étaient pas entendues dans la bouche d'un dirigeant d'un Etat révolutionnaire depuis Lénine! Si le Che insistait tant sur la nouvelle relation au travail qui devait s'instaurer dans la construction du socialisme (insistance logique du fait de l'arriération économique du pays qu'il fallait combler pour le sortir de la dépendance et du «sous-développement»), le rôle de la morale révolutionnaire devait également affecter toute la vie sociale. L'être humain, l'humanité - l'Homme dans le langage du Che - est la base de sa pensée, comme il l'estimait, avec raison, qu'elle était la base du marxisme.

Dans la lutte pour la libération de l'humanité du capitalisme doivent apparaître des sentiments. Le Che se réfère à ces derniers avec pudeur: « Laissez-moi vous dire, au risque de paraître ridicule, que le révolutionnaire véritable est guidé par des sentiments d'amour. Il est impossible de penser à un révolutionnaire authentique sans ces qualités ». L'humanisme révolutionnaire de Guevara s'exprime également dans son souci constant d'éduquer les gens à ressentir chaque injustice qui se commet de par le monde comme une injustice personnelle: «Un homme doit développer sa sensibilité, en sorte qu'il soit angoissé lorsqu'un homme est assassiné quelque part dans le monde ou exalté lorsque se lève un nouveau drapeau de liberté quelque part dans le monde. »

Ainsi, pour le Che, le marxisme authentique n'exclut pas l'humanisme: il l'incorpore comme un des moments nécessaires de sa propre vision du monde. C'est en tant

qu'humaniste que le Che souligne l'originalité et l'importance de la révolution cubaine qui a essayé de construire «un système marxiste, socialiste, cohérent, ou approximativement cohérent, dans lequel on a mis l'Homme au centre, dans lequel on parle de l'individu, de la personne et de l'importance qu'elle a comme facteur essentiel de la révolution». «Humanisme dans le meilleur sens du terme»: par cette expression, il suggère qu'il est indispensable de distinguer l'humanisme de Marx et les humanismes «dans le mauvais sens du terme»: humanisme bourgeois, chrétien, rationnel, philanthropique, etc. Contre tout humanisme abstrait qui se prétend «au-dessus des classes» (et qui est, en dernière analyse, bourgeois) celui du Che, comme celui de Marx, est explicitement engagé dans une perspective de classe et de révolution prolétarienne. L'humanisme marxiste du Che est donc avant tout un humanisme révolutionnaire qui s'exprime dans sa conception du rôle des hommes dans la révolution, dans son éthique communiste et dans sa vision de l'homme nouveau.

Pour éviter tout fanatisme, l'humanisme marxiste doit être pour le Che un trait essentiel de tout militant révolutionnaire: «Il ne faut jamais oublier que le marxiste n'est pas une machine automatique et fanatique dirigée comme un torpille par un servo-mécanisme vers un objet déterminé. Fidel aborde expressément ce problème dans une de ses interventions: «Qui a dit que le marxisme est le renoncement aux sentiments humains, à la camaraderie, à l'amour pour le prochain, (...) c'est précisément l'amour de l'homme qui a engendré le marxisme (...)». Cette appréciation de Fidel est essentielle pour le militant du nouveau parti, souvenez-vous en toujours, camarades, gravez-là dans votre mémoire comme l'arme la plus efficace contre toutes les déviations. Le marxiste doit être le meilleur, le plus accompli des êtres humains, mais toujours et avant toute chose, un être humain.» («Le parti marxiste-léniniste»).

Guevara établit un lien direct entre cet humanisme et l'antidogmatisme dans le marxisme: «il faut posséder une grande dose d'humanité, une grande dose de sens de la justice et de la vérité pour éviter de tomber dans des extrêmes dogmatiques, dans une froide scolastique, dans un isolement des masses. Il faut lutter tous les jours pour que cet amour envers l'humanité vivante se transforme en faits concrets, en actes qui servent d'exemple, de mobilisation ». («Le socialisme et l'homme».)

Une des qualités essentielle du marxisme du Che est donc son caractère passionnément antidogmatique, créateur et vivant: « Pour construire le socialisme à Cuba, il faut fuir comme la peste la pensée mécanique. Le marxisme est une dialectique, un processus en évolution. Le sectarisme à l'intérieur du marxisme crée un malaise, un refus de l'expérience.» Pour Guevara, Marx était le fondateur d'une méthode d'analyse révolutionnaire scientifique qui peut et doit se développer en fonction de la transformation de la réalité elle-même, bref, il doit être en «création continue», les marxistes doivent «être à chaque

instant des créateurs ». Cette méthode ne doit donc pas être figée en des vérités intouchables, éternelles, immobiles et incriticables, bref dogmatiques. Contre cela, Guevara insistait, tout comme Lénine, sur le fait que le marxisme est avant tout un guide pour l'action concrète dans une situation concrète et à une époque déterminée: «Le marxisme n'est donc qu'un guide pour l'action. Les grandes vérités fondamentales ont été découvertes, et à partir d'elles, avec l'arme du matérialisme dialectique, on interprète la réalité en chaque endroit du monde. C'est pourquoi aucune construction (révolutionnaire) ne sera semblable à une autre; elles auront toutes des caractéristiques particulières à leur formation. Les caractéristiques de notre révolution sont particulières elles aussi. Elles ne peuvent pas être détachées des grandes vérités, elles ne peuvent pas ignorer les vérités absolues découvertes par le marxisme, non pas inventées, non pas dogmatiquement établies, mais bien découvertes dans l'analyse du développement de la société.» («Sur la construction du parti», 1963)

10. Contre la bureaucratie et le stalinisme

Le Che n'avait pas une vision claire et globale du phénomène bureaucratique, à savoir celui d'une couche sociale issue du prolétariat qui s'accapare au détriment des travailleurs le pouvoir de l'Etat révolutionnaire pour y défendre ses privilèges, distincts de ceux de la révolution. Le bureaucratie soviétique, victorieuse en Russie depuis 1923-1924, avec son expression politique la plus achevée: le stalinisme, en est l'exemple classique car elle étouffa par la répression policière toute forme de démocratie socialiste, écrasa dans le sang toute critique et empêcha, pour maintenir sa domination, toute extension internationale de la révolution.

Mais, s'il n'intégrait pas une telle vision globale de la question, le Che possédait une sensibilité anti-bureaucratique très forte. Confronté aux sociétés dites socialistes de l'URSS et de la Chine, il refusait d'accepter les méthodes antidémocratiques appliquées par la bureaucratie de ces pays: « Il n'est pas possible de détruire les opinions par la force parce que cela bloque le développement de l'intelligence » (Oeuvres VI, p.86). Mais ces critiques, bien que de plus en plus précises, n'aboutiront jamais à la définition de la bureaucratie russe comme étant une force sociale contre-révolutionnaire. Malgré tout, une des obsessions du Che était d'éviter que Cuba adopte le « modèle » stalinien en vigueur dans d'autres pays « socialistes ». En octobre 1962, dans son discours « Qu'est-ce qu'un jeune communiste ? », il appelle les jeunes à «déclarer la guerre à tous les types de formalismes. (...) Le jeune communiste doit se rebeller devant tout ce qui est injuste, quel qu'en soit l'auteur ». Critiquant les méthodes de l'ancien parti communiste (le PSP, qui s'était intégré, comme d'autres, au nouveau parti unique mais qui y détenait des positions clés), il déclare: «(L'appareil politique) s'est transformé partiellement en tremplin pour des promotions et des charges

bureaucratiques, totalement coupées des masses » (« Le cadre dans la révolution », Ecrits II, Maspéro).

En mai 1963, il dénonce les conséquences de ces premières tendances à la bureaucratization du régime révolutionnaire: «Nous avons pris un chemin qui a été défini comme sectaire, mais qui est plus stupide que sectaire: c'est le chemin de notre isolement des masses, (...) le chemin de la suppression non seulement de la critique de la part de qui a le droit de le faire, c'est-à-dire le peuple, mais aussi de la vigilance critique de la part de l'appareil du Parti, qui s'est transformé en un exécutant en perdant ses fonctions de vigilance, d'inspection.»

Bref, dans sa conception, la lutte contre la bureaucratie passait par le dépassement de l'arriération matérielle et culturelle («l'Homme nouveau»), par l'extension internationale de la révolution, mais aussi par la libre discussion et surtout par l'exemple (et le Che en était un fameux: jamais, sauf dans les premières années de la révolution russe de 1917, des débats aussi démocratiques que ceux menés par Guevara sur la construction du socialisme à Cuba en 1963-1964 n'avaient eu lieu auparavant dans les autres pays dits «socialistes»). Mais la faiblesse de cette conception est qu'il ne liait pas (bien qu'il entrevoyait ce problème, cf. encadré p...) la liberté de discussion démocratiques à des formes d'organisation capables d'exprimer les opinions plurielles des travailleurs et des forces en faveur de la révolution (qui étaient loin d'être homogènes). Ainsi, sans doute du fait de sa trop courte expérience, le Che ne remettait pas en cause le choix d'un parti unique (même si le parti unique dirigeant à Cuba à l'époque du Che n'avait rien à voir avec celui des années 70 par exemple).

Mais sur la nature de ce que devait être ce parti, le Che donne une définition qui est loin d'être celle des partis « marxistes-léninistes » traditionnels, qu'ils soient maoïstes ou staliniens. Pour lui, la conduite de ce parti « ne sera pas l'ordre mécanique et bureaucratique, le contrôle étroit et sectaire, l'ordre indifférent (...) ce sera un parti qui appliquera rigoureusement sa discipline selon le centralisme démocratique et dans lequel en même temps seront toujours présente la discussion, la critique et l'autocritique ouvertes. » («Le parti marxiste-léniniste», 1963).

Guevara, qui avait nourri des illusions sur le stalinisme dans ses premières années de militant révolutionnaire, allait, dans son évolution politique, remettre en cause bien des dogmes staliniens. Le premier de ces dogmes est évidemment celui de la transition au socialisme et de l'importance de la conscience et de l'éducation communiste authentique dans cette période (cf. encadré l'Homme nouveau p....). Ainsi, pour Guevara, « Le terrible crime historique de Staline » aura été « d'avoir méprisé l'éducation communiste et instauré le culte illimité de l'autorité » («Commentaire au Manuel d'économie politique de l'URSS », oeuvre inédite de 1966 citée in « Tercer Milenio J.A. Blanco p.83, Cuba).

Il rejetait également la stratégie révolutionnaire élaborée par le stalinisme en Amérique Latine. Cette stratégie dite «étapiste» préconisait que les communistes et les révolutionnaires devaient s'allier à leur bourgeoisie nationale contre l'impérialisme. Depuis que Staline, dans les années 30, avait arbitrairement fixé cette stratégie étapiste, pour les communistes staliniens la révolution en Amérique Latine ne pouvait être que de type nationale et démocratique-bourgeoise dans sa première étape. Cette stratégie, dont l'origine est à chercher dans les intérêts purement diplomatiques de la bureaucratie russe (ainsi, à Cuba, les staliniens se sont alliés à Batista pendant la Seconde guerre mondiale au nom de «l'unité antifasciste») reléguait la révolution socialiste à plus tard et accordait un rôle révolutionnaire aux bourgeoisies nationales. La Révolution cubaine allait être l'exemple vivant de la fausseté de cette stratégie. En 1963, Guevara déclare clairement que «face au dilemme peuple ou impérialisme, les faibles bourgeoisies nationales choisissent l'impérialisme et trahissent définitivement leur pays.» («Le parti marxiste-léniniste»). Dans son «Message à la tricontinentale» de 1967, le Che va encore plus loin dans le rejet de la stratégie étapiste stalinienne: «les bourgeoisies autochtones ont perdu toute leur capacité d'opposition à l'impérialisme - si jamais elles l'eurent un jour - et elles forment maintenant son arrière-cour. Il n'y a plus d'autres changements à faire: ou révolution socialiste ou caricature de révolution.» Bref, pour le Che, seule une révolution socialiste fondée sur l'alliance ouvrière-paysanne peut accomplir les tâches démocratiques de la révolution. Mais elle réalisera ses buts non par la voie bourgeoise, mais par des méthodes socialistes, conjointement aux tâches socialistes proprement dites.

Guevara allait également remettre en question les dogmes staliniens en matière d'art et de culture. Ces dogmes avaient été instaurés dans les années 30 en URSS et s'exprimaient dans un «art» appelé «réalisme socialiste» qui copiait purement et simplement l'art bourgeois dominant du XIXe siècle et rejetait comme «contre-révolutionnaire» les oeuvres abstraites ou non-réalistes d'avant-garde. Le Che voulait lutter contre l'application de ces dogmes à Cuba et critiquait de manière virulente cet «art» stalinien qui a «proclamé comme summum de l'aspiration culturelle une représentation formelle exacte de la nature, qui a fini par se transformer en une représentation mécanique de la réalité sociale qu'on voulait montrer; la société idéale, presque sans conflits ni contradictions, qu'on cherchait à créer (...). On recherche alors la simplification, ce que tout le monde comprend, c'est-à-dire précisément ce que les fonctionnaires comprennent. On liquide l'investigation artistique authentique (...) C'est ainsi que naît le réalisme socialiste sur les bases de l'art du siècle passé.» Le Che est très clair sur la nécessaire liberté artistique: «pourquoi donc chercher dans les formes congelées du réalisme socialiste l'unique recette valable?» Mais, tout en rejetant des formes d'art abstrait qui développent une «angoisse absurde et un passe-

temps vulgaire constituant des soupapes commodes à l'inquiétude humaine», il conclut en parlant des artistes: «Nous ne devons en aucune façon créer des salariés dociles à la pensée officielle, ni des «boursiers» qui vivent aux crochets du budget, exerçant une liberté entre guillemets».

Enfin, sa conception de l'internationalisme prolétarien (cf. chapitre 7), était à l'opposée des méthodes et des conceptions staliniennes ou maoïstes. De plus, rejetant une des thèses essentielles du stalinisme (et de la vieille social-démocratie), à savoir qu'il est possible de construire définitivement le socialisme dans un seul pays, Che Guevara y oppose l'impossibilité pratique et historique de la chose. Tout comme Trotsky, le Che était convaincu qu'il était possible et nécessaire de commencer à construire le socialisme dans un seul pays, mais qu'il est impossible de l'atteindre définitivement tant que le système capitaliste reste dominant à l'échelle de la planète: «Il est difficile de croire - difficile, mais évidemment pas impossible - au triomphe isolé de la révolution dans un seul pays.» (interview avec Josie Fannon, 26 décembre 1964). Dans sa conception de l'internationalisme, on retrouve une des thèses essentielles de Trotsky pour qui: «La ferme conviction que le but fondamental de classe ne peut être atteint (...) par des moyens nationaux ou dans le cadre national, est au coeur de l'internationalisme révolutionnaire». Dans «Tactique et stratégie de la Révolution latino-américaine, texte qui ne fut publié qu'après sa mort, en 1968, il déclare franchement son adhésion à la révolution mondiale en affirmant que: «la prise du pouvoir est un objectif mondial des forces révolutionnaires (...) il est difficile en Amérique de remporter la victoire dans un pays isolé» (Ecrits politiques II, coll. PCM). Ces vues s'accordaient non seulement avec celles de Trotsky; mais également avec celles de Lénine pour qui: «Il est impossible à un seul pays d'accomplir entièrement par ses propres forces la révolution socialiste, même si ce pays est moins arriéré que la Russie» (mai 1918). Et en novembre de la même année: «La victoire totale de la révolution socialiste est impensable dans un seul pays (...)».

11. Conclusion

Nous avons tenté, dans cette brochure, de présenter à la fois la vie et l'oeuvre d'un des plus grands révolutionnaires de ce siècle. Malgré ses quelques lacunes et erreurs (inévitables!), la pensée du Che reste encore essentielle aujourd'hui pour comprendre le sens et la valeur du marxisme, pour saisir l'importance de l'internationalisme prolétarien et pour intégrer la nécessité inéluctable de la révolution si l'on veut transformer le monde injuste qui nous entoure. En ce sens, tout comme pour d'autres révolutionnaires, la vie et l'oeuvre du Che représente toujours un exemple qu'il nous faut assimiler.

Aujourd'hui, comme hier d'ailleurs, outre la récupération commerciale dont il est l'objet, plusieurs courants politiques tentent de récupérer le Che pour leur «chapelle». Certains

anarchistes ou gauchistes (ou, pour d'autres raisons, communistes en pantoufles), bien mal informés, ne veulent voir en lui qu'un éternel rebelle gauchisant et sans discipline. Ceux-là le réduisent à un simple aventurier de la révolution pour qui seule l'action directe et armée compte pour être un «vrai révolutionnaire» pur et dur. Certains voudraient même appliquer la théorie de la guérilla du Che à nos pays, à notre époque, oubliant volontairement que Guevara, s'inscrivant en droite ligne des expériences de Lénine, affirmait qu'il ne fallait employer cette forme de lutte que lorsque toutes les autres avaient été épuisées ou étaient impossibles à mener. La plus grande capacité des révolutionnaires était pour lui de juger quelles étaient les formes de lutte les plus adéquates au moment et au lieu qu'il fallait: «Les révolutionnaires ne peuvent prévoir toutes les variantes tactiques susceptibles d'advenir au cours de la lutte pour leur programme de libération. Les véritables capacités d'un révolutionnaire se mesurent à son habileté à trouver des tactiques révolutionnaires adéquates pour chaque changement de situation. Ce serait une erreur impardonnable que de sous-estimer ce que peut gagner un programme révolutionnaire par un processus électoral donné. Mais il serait également impardonnable de ne penser qu'aux élections et de négliger les autres formes de lutte ». («Cuba, cas exceptionnel ou avant-garde?», 1963)

Le Che n'était pas non plus un (dangereux pour certains) utopiste ou un doux rêveur détaché de la réalité: « Son idéal humain et fraternel d'une société communiste authentique était accompagné d'une analyse lucide, concrète et réaliste de la situation économique-sociale, politique et militaire. » (Michaël Löwy, « La pensée du Che »)

Certains courants «trotskystes» sont également à blâmer: soit ils récupèrent sans critiques ou autocritiques le Che, soit ils le rejettent purement et simplement comme étant un «aventurier petit-bourgeois». Il faut savoir que le Che avait vivement critiqué le parti trotskyste présent à Cuba au début des années 60 («Le Parti trotskyste a agi contre la révolution. Par exemple, sa ligne prétendait que le gouvernement révolutionnaire était petit-bourgeois », déclare-t-il notamment). Bien que sincèrement révolutionnaire, le PORT (parti trotskyste cubain de l'époque), qui n'appartenait pas à la IVe Internationale fondée par Léon Trotsky, avait développé une ligne politique ultra-sectaire et dogmatique qui méconnaissait la nature réelle de la révolution et de sa direction. Mais, malgré ses critiques virulentes contre le PORT, le Che protesta vivement contre la fermeture du journal de ce parti en avril 1962: «Il s'agissait d'une erreur commise par un fonctionnaire de deuxième ordre. Ils ont détruit les plaques (du journal et d'un livre de Léon Trotsky, NDLR)). On n'aurait pas dû faire cela.». Bref, s'il combattait des erreurs de la part de trotskystes, il ne les considérait pas pour autant comme des « agents secrets de l'impérialisme » comme les appellent encore certains stalinien. Ainsi, parlant du dirigeant populaire péruvien Hugo Blanco,

membre de la IVe Internationale, il déclare: «Il a combattu avec détermination, mais la répression était dure. (...) Un jour, lors du débarquement du Granma et qu'il y avait un grand risque qu'on se fasse tous tuer, Fidel a dit: ce qui est plus important que nous, que nos vies, c'est l'exemple que nous offrons. C'est la même chose, Hugo Blanco a offert un exemple et il s'est battu autant qu'il le pouvait » (interview du 23 juillet 1963 au journal algérien El Moudjahid). En 1964, comme on l'aura vu, il allait même inviter l'un des principaux dirigeants de la IVe Internationale à débattre à Cuba. Enfin, dans son « journal de Bolivie », le Che mentionne sa lecture de l'Histoire de la Révolution russe de Trotsky.

Il est clair que des aspects théoriques de Trotsky (tout comme de Mao en ce qui concerne sa conception de la guerre de guérilla) ont exercé une influence sur sa pensée, tout comme il évoluait vers des conceptions marxistes-révolutionnaires sans le savoir réellement.

Au-delà de toutes les falsifications ou déformations (il est facile de récupérer un cadavre!), nous devons restituer le véritable Che Guevara, c'est-à-dire l'homme d'action dont la riche pensée théorique marxiste était en perpétuelle évolution. Au vu de cette évolution, on peut dire avec certitude que le Che avançait à grand pas vers des conceptions marxistes-révolutionnaires. De plus, son évolution politique était rapide au vu de la courte durée de sa vie militante (entre sa prise de conscience marxiste au Guatemala et sa mort en Bolivie, 13 années seulement se sont écoulées, alors que d'autres grands révolutionnaires ont vécus plusieurs dizaines d'années de militantisme). Lorsque l'on voit l'évolution de ses conceptions sur le rôle des bourgeoisies nationales et de la bureaucratie, sur l'"internationalisme, sur la construction du socialisme, etc. on constate qu'il se rapprochait des conceptions élaborées par Trotsky ou d'autres marxistes-révolutionnaires. Mais il ne faut pas en tirer pour autant la conclusion que le Che était un « trotskyste », loin de là! Au-delà de ce jeu d'étiquettes un peu stérile, Guevara fut en réalité un révolutionnaire marxiste accompli qui fut, durant sa trop courte vie, toujours en cohérence parfaite avec des idées en constante évolution et progression. Il fut et reste un exemple (au double point de vue de ses actes et de ses idées) pour tous ceux qui veulent sincèrement libérer l'humanité de toute forme d'oppression d'exploitation et d'aliénation. Il est également, comme le dit avec justesse Michaël Löwy: «une de ces figures qui sont tombées debout, les armes à la main, et sont devenues, pour toujours, des graines semées dans la terre latino-américaine, des étoiles dans le ciel de l'espérance populaire, des charbons ardents sous les cendres du désenchantement.»

ANNEXES

1) REVOLUTION PERMANENTE A CUBA:

La révolution cubaine et nous.

Plusieurs courants politiques nient le caractère socialiste de la Révolution cubaine. Pourtant, les faits historiques sont là! Ayant, à ses premiers débuts, des dirigeants petits-bourgeois aux objectifs socialement limités, la révolution prendra bien vite un caractère prolétarien et massif qui va lui permettre, sans interruption, de sauter «l'étape» d'une démocratie bourgeoise pour initier la construction du socialisme. Analysons brièvement cette évolution.

S'appuyant principalement sur les masses paysannes prolétarisées, la révolution va vaincre grâce à la jonction entre ces masses paysannes et l'intervention des masses ouvrières des villes, chose souvent méconnue. La révolution était également présente dans les villes où des milices ouvrières se constituent en 1958. Le 1er janvier 1959, alors que les colonnes du Che s'approchent de La Havane, la nouvelle de la fuite du dictateur Batista se répand. Dans la capitale, les milices étudiantes et ouvrières se sont déjà emparées d'une série de positions stratégiques, dont la Radio nationale. Mais plusieurs officiers de l'armée du dictateur tentent aussitôt un putsch pour prendre le pouvoir avant l'arrivée de «l'Armée rebelle». Alertés, les travailleurs déclenchent immédiatement une grève générale massive qui durera une semaine et déjouera tous les plans des militaires, activement soutenus par la haute bourgeoisie. Comme le relate Carlos Franqui, un des chefs de la guérilla, dans son «Journal de la Révolution cubaine: «La grève ouvrière nationale (...) fut un facteur décisif de la victoire qui anéantit les tentatives de coup militaire, de médiation américaine, et consolida le nouveau pouvoir révolutionnaire (...). La grève générale fut l'instrument de la victoire « Une fois au pouvoir, même s'ils étaient sincèrement révolutionnaires, Castro et le M-26-7 n'en sont pas moins d'origine petite-bourgeoise, avec les limites que cela implique. De plus, plusieurs ministres bourgeois composent le nouveau gouvernement. Ainsi, le 17 avril, Castro déclare: «J'ai dit de façon claire et définitive que nous ne sommes pas des communistes». Mais les masses cubaines, surtout depuis l'intervention des travailleurs, qui constituent des comités de défense de la révolution, sont en pleine ébullition sociale et aspirent à des changements sociaux et politiques beaucoup plus profonds que ceux proposés par le nouveau gouvernement. Le 17 mai 1959, une première réforme agraire est promulguée. Cette dernière était loin d'être de caractère socialiste, mais elle suffisait malgré tout pour rendre la bourgeoisie et l'impérialisme hostiles au nouveau gouvernement. De plus, pour l'impérialisme américain, la révolution cubaine risquait de faire tache d'huile dans le reste du continent. Il fallait donc commencer à stopper ce processus. Face à ces réactions hostiles, les dirigeants castristes avaient le

choix: soit ils se pliaient aux exigences de la bourgeoisie et de l'impérialisme, ce qui les amènerait à freiner les masses révolutionnaires. Soit ils devaient aller plus loin sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie cubaine et l'impérialisme en s'appuyant au contraire sur ces masses révolutionnaires. C'est la deuxième option qui l'emporta car, comme nous l'avons expliqué, sous la pression formidables des masses, de par leurs expériences et de par l'influence du Che, les dirigeants cubains issus de la guérilla, en premier lieu Castro, se rallient à la cause socialiste. Le gouvernement, l'appareil d'Etat et économique est alors épuré de ses éléments bourgeois au fur et à mesure que le processus révolutionnaire avance dans le sens socialiste du terme. Tout au long de l'année 1959, à chaque mobilisation de masse des travailleurs en faveur de mesures de plus en plus radicales, un ministre bourgeois est poussé à la démission. Au sein du M-26-7 lui-même des clivages de classe apparaissent, amenant l'exclusion de l'aile droite du mouvement. Les mesures bourgeoises, limitées, du début, sont ainsi dépassées. Les leaders castristes, soutenus par l'élan révolutionnaire des travailleurs, exproprient économiquement et politiquement la bourgeoisie cubaine de son pouvoir en octobre 1960 (abolition de la propriété privée des moyens de production et planification socialiste de l'économie menée par le Che). En 1961, le caractère socialiste de la révolution est officiellement déclaré. Ainsi, le prolétariat cubain a mené la révolution cubaine sur les voies du socialisme. A partir de ce moment-là, les Etats-Unis s'efforceront par tous les moyens politiques, militaires et économiques, d'écraser la révolution.

Ainsi donc, l'évolution ininterrompue de la révolution cubaine vers le socialisme démontre la validité de la théorie de Léon Trotsky sur la révolution permanente. Cette dernière, Trotsky l'avait élaborée à l'encontre des marxistes dogmatiques qui niaient la possibilité de «sauter» les étapes de l'évolution sociale (féodalisme, capitalisme, socialisme). Pour ces marxistes dogmatiques (tout comme les staliniens qui préconisent cet «étapisme» pour la révolution dans les pays du tiers monde) une révolution dans un pays «sous-développé» semi-féodal, doit forcément être de nature bourgeoise, dirigée par la bourgeoisie et se limiter à des objectifs bourgeois. Dans leur esprit, ce n'est qu'après une période relativement longue de ce régime capitaliste bourgeois que l'on pourra tenter de mener une révolution socialiste! Par contre, voici comment Trotsky résume dans «Bilan et perspectives» sa théorie qui s'applique pleinement à ce qui s'est passé à Cuba: «Commençant comme bourgeoisie dans ses tâches immédiates, la révolution développera vite de puissantes contradictions de classe et n'aboutira à la victoire qu'en transférant le pouvoir à la seule classe capable de se tenir à la tête des masses exploitées, le prolétariat. Un fois au pouvoir, le prolétariat non seulement ne voudra pas, mais ne pourra pas se limiter au programme démocratique-bourgeois (...) (II) développer(a) la tactique de la révolution permanente (...), avancer(cera) vers des réformes sociales sans cesse plus profondes et chercher(a) un soutien direct dans la révolution (internationale)».

Dans un discours prononcé le 30 avril 1961, Che Guevara semble faire écho à cette citation de Trotsky en déclarant: « Celui qui pénètre dans la réforme agraire avec le sens de sa répercussion nationale, avec un sentiment d'honnêteté, un sentiment de justice sociale, va obligatoirement (...) vers une économie socialiste, parce qu'une série de contradictions très grandes se produisent automatiquement, avec le régime des grandes propriétés intérieures, très liées, étroitement liées aux grands capitaux monopolistes, de sorte qu'il est nécessaire de prendre des mesures chaque fois plus draconiennes pour préserver le gouvernement qui a promulgué la première loi, la loi agraire. » (revue Partisans n°2, 1960). Comme l'écrit Jean-Jacques Nattiez dans son excellente biographie politique du Che: « De même que la pratique des guérilleros de la Sierra ne pouvait déboucher directement que sur le socialisme, parce que le marxisme est une théorie vraie, la pratique du gouvernement cubain rencontre, même sans le savoir ou vouloir le reconnaître, la révolution permanente parce qu'elle est une théorie juste. »

Evolution de la Révolution cubaine

A Cuba, on a donc assisté à une authentique révolution permanente qui a entraîné la destruction de l'Etat bourgeois et la naissance d'un «Etat ouvrier» qui entreprend la transition au socialisme. Mais ce dernier, va connaître peu à peu des caractéristiques de «déformation bureaucratique». En effet, le nouvel appareil d'Etat, s'il s'appuie sur les masses ouvrières et paysannes, est par contre contrôlé par un parti unique issu d'une fusion entre les principales organisations révolutionnaires petites-bourgeoises, étudiantes et ouvrières. Parmi ces dernières, on trouve le PSP, le Parti communiste cubain. Ce dernier est nettement stalinien, donc totalement inféodé à la bureaucratie de Moscou. Il s'installe dans des postes clés de l'appareil du parti et de l'Etat où il emploie les méthodes traditionnelles de la bureaucratie: étouffement de l'auto-organisation des masses et de la démocratie socialiste et accaparement de privilèges sociaux importants. Si, au début, Castro, Che Guevara et d'autres s'opposent parfois avec force à ce courant stalinien, ils ne peuvent l'éliminer du fait de la dépendance économique et militaire de plus en plus forte de Cuba envers l'URSS. Ainsi, en 1962, Castro s'attaque à Annibal Escalante, principal dirigeant stalinien, qu'il accuse d'avoir « converti l'appareil du parti en un nid de privilèges, de tolérances, de faveurs en tous genres... ». Mais les Russes exigent que ces critiques n'aillent pas trop loin. Après l'échec de la révolution internationale que voulait lancer le Che à partir de la Bolivie en 1967, Castro, face à l'isolement croissant de Cuba, se rapprochera de plus en plus de l'URSS, ce qui ne l'empêche pas, fin 1968, d'arrêter et de traduire en justice Annibal Escalante et d'autres dirigeants staliniens pour leurs méthodes. A partir de 1970, sous la mainmise croissante des russes, le régime de Cuba sera de plus en plus bureaucraté et copié sur le système russe. Mais Cuba gardera des caractéristiques

historiques et culturelles propres qui ne peuvent la mettre sur un même pied d'égalité avec l'URSS où la dégénérescence bureaucratique a donné naissance à un régime monstrueux. A Cuba, par contre, malgré les très graves dérives autoritaires du régime (interdiction de l'homosexualité jusqu'à il y a peu, absence de réels débats pluralistes, etc.), Il n'y a jamais eu de goulags ni de répression massive et violente, et encore moins d'éliminations physiques des premiers dirigeants révolutionnaires, comme ce fut le cas en URSS dans les années 20-40, des premiers dirigeants révolutionnaires.

Depuis de 1986, et surtout en 1989-91, Castro a lancé une période de «rectification». Alors que l'URSS et les pays soi-disant communistes s'écroulent, le régime cubain rétablit une très relative et fragile liberté dans l'île où l'on peut de nouveau critiquer et débattre, mais avec des limites. Il s'agit donc d'une « libéralisation » et non d'une réelle démocratisation socialiste totale qui impliquerait de redonner le pouvoir aux travailleurs et d'abattre la bureaucratie.

Pour nous, la révolution cubaine fut une révolution socialiste, dans le sens où la construction du socialisme y a été entamée. Mais sans extension de la révolution internationale, comme Che Guevara l'avait bien compris, il est impossible de construire le socialisme dans un seul pays. (voir page.....) Aujourd'hui, donc, le socialisme est loin d'être atteint à Cuba. L'île est toujours dans sa phase de transition entre le capitalisme et le socialisme, phase bloquée par l'absence de révolution internationale et par le rôle de frein que joue la bureaucratie cubaine au sein même du pays. Même bloquée et en difficulté, la révolution cubaine maintient encore aujourd'hui des acquis sociaux révolutionnaires importants (pas de propriété privée des moyens de production, santé et scolarité gratuite et pour tous et toutes, lois sociales importantes pour les travailleurs, etc.) et n'a toujours pas connu une dégénérescence bureaucratique totale. La IVe Internationale, à laquelle nous adhérons, soutient donc inconditionnellement Cuba dans cette époque difficile où elle affronte seule l'impérialisme américain, plus que jamais résolu à écraser le peuple et la révolution cubaine. C'est pourquoi nous luttons activement pour la levée du blocus économique injuste, criminel et illégal que mène les USA contre Cuba. Et ce sans contrepartie de la part du régime. Mais notre soutien à la révolution cubaine n'est pas un soutien aveugle; nous critiquons fraternellement mais fermement les dérives bureaucratiques du régime. Nous pensons notamment que la pleine liberté pour ceux qui défendent la révolution mais critiquent la bureaucratie est essentielle. Par exemple, l'existence de plusieurs partis se réclamant de la révolution socialiste devrait être permise. Les travailleurs, qui ont certes la possibilité de débattre, n'ont pas de pouvoir décisionnel dans leurs entreprises et dans l'orientation politique et économique, il faut leur permettre d'exercer ce pouvoir à travers des comités ouvriers et paysans qu'ils auront librement constitué. De telles mesures démocratiques socialistes, loin d'affaiblir la révolution, la renforcera au contraire parmi les masses.

Le Che féministe

Même s'il n'intégrait pas systématiquement la question de l'oppression des femmes dans ses conceptions sur « l'Homme nouveau » (dans le sens « être humain »), le Che n'en ignorait pas pour autant les difficultés de cette question. Parlant devant les travailleurs et travailleuses d'une usine de textile comptant 4.000 employés, le Che critique le fait que, malgré le nombre important de femmes dans cette entreprise, sur les 197 travailleurs adhérents au parti révolutionnaire, seules 5 sont des femmes!

«197 camarades ont été choisis, mais sur ces 197 il n'y a que 5 femmes. (...) Ce qui indique une intégration insuffisante de la femme sur le plan de l'égalité des droits, de l'égalité des conditions de vie, de la participation au travail actif de la construction du socialisme. (...) Il semble qu'il y ait deux causes

déterminantes. Tout d'abord, effectivement, la femme n'est pas libérée de toutes sortes de liens qui l'attachent à la tradition d'un passé défunt. C'est pour cela qu'elle ne participe pas à la vie active d'un travailleur révolutionnaire. Ensuite, il se peut que la masse des travailleurs, le soi-disant sexe fort, trouve que les femmes ne sont pas encore suffisamment évoluées et fasse savoir sa majorité; dans des endroits comme celui-ci, on remarque surtout les hommes, leur travail est plus visible, et on oublie un peu le rôle de la femme que l'on juge subjectivement. (...)

Le passé continue à peser sur nous; la libération de la femme doit consister à obtenir sa liberté totale, sa liberté intérieure; car il ne s'agit pas d'une obligation physique imposée aux femmes pour les retenir dans des situations données; c'est aussi le poids des traditions (...) Le prolétariat n'a pas de sexe.» («Sur la construction du parti», discours fait devant les travailleurs et travailleuses de l'usine textile d'Ariguanabo en 1963.)

Ataulfo Riera

Brochure éditée par la Jeune Garde Socialiste en 1997

CHRONOLOGIE:

- 14 juin 1928: Naissance d'Ernesto Guevara.
- 1951-1952: Voyage en motocyclette à travers l'Amérique Latine avec son ami A. Granado.
- 1953: Gradué en médecine (thèse sur les allergies), second voyage à travers le continent.
- 1954: De décembre à août, il reste au Guatemala. Rencontre Hilda Gadea, sa première femme. Chute d'Arbenz. Se forme au marxisme.
- 1954-1956: Installé au Mexique. Rencontre Castro et adhère à son projet de libérer Cuba.
- 25 novembre 1956: Départ du yacht Granma avec les 82 révolutionnaires.
- 5 décembre 1956: La guérilla est décimée à Alegria Del Pio par l'armée du dictateur Batista.
- 20 décembre 1956: Les 17 survivants se rassemblent dans la Sierra Maestra.
- 17 janvier 1957: Première victoire des guérilleros.
- 9 avril 1958: Echec de la grève générale révolutionnaire.
- Juin 1958: L'offensive de Batista est battue, l'Armée rebelle passe à la contre-offensive.
- Du 28 au 31 décembre: La colonne du Che remporte la bataille de Santa Clara.
- 1-3 janvier 1959: Chute et fuite de Batista. Guevara et ses hommes entrent à La Havane
- 9 février 1959: La nationalité cubaine lui est octroyée.
- Juin-septembre 1959: Voyage officiel en Egypte, Japon, Indonésie, Sri Lanka, Pakistan, Yougoslavie, Maroc.
- 26 novembre 1959: Nommé président de la Banque nationale de Cuba
- Octobre-novembre 1960: Visites officielles en Tchécoslovaquie, URSS, Chine, Corée du Nord, RDA.
- 23 février 1961: Nommé ministre de l'Industrie, privilégie l'industrialisation.
- 15 avril 1961: Le caractère socialiste de la Révolution cubaine est proclamé.
- 1963-1964: Initie un vaste débat sur l'économie de transition.
- Juillet 1963: Visite dans l'Algérie indépendante de Ben Bella.
- 9 décembre 1964: Discours de Genève devant l'Assemblée Générale des Nations Unies.
- Entre janvier et mars 1965: Le Che visite le Mali, le Congo-Brazzaville, la Guinée, le Dahomey, la Chine, etc.
- 20 février 1965: Dernier discours public, à Alger.
- 14 mars 1965: Retour à Cuba où il cesse toute activité publique.
- 20 avril 1965: Le départ du Che de Cuba est rendu public. Il est parti pour l'ex-Congo belge.
- Novembre 1966: Arrivée du Che en Bolivie.
- 23 mars 1967: Premiers combats de la guérilla bolivienne.
- 17 avril 1967: Message du Che à la Conférence Tricontinentale de La Havane.
- 26 septembre 1967: Dans la zone de Valle Grande, le groupe du Che tombe dans une première embuscade
- 8 octobre 1967: A Quebrada del Yuro, son groupe encerclé et décimé, le Che, blessé, est capturé.
- 9 octobre 1967: Ernesto Che Guevara est assassiné au village de La Higuera, son corps sera ensuite secrètement enterré.

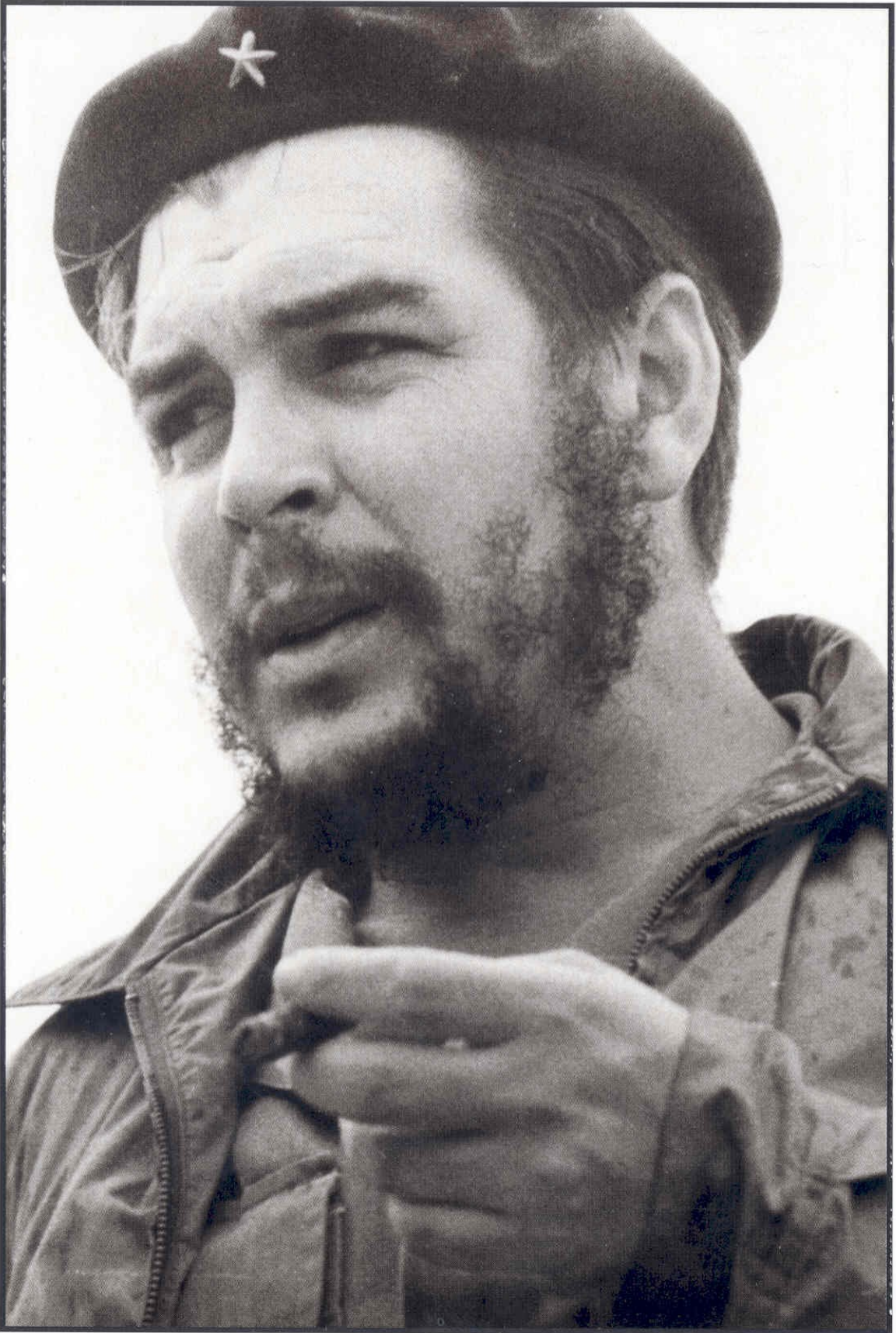
BIBLIOGRAPHIE:

- Michael Löwy: « La pensée de Che Guevara, un humanisme révolutionnaire », Ed. Maspero, Paris 1970. Réédition aux Ed. Syllepse, Paris 1997. *
 - Michael Löwy: « Che Guevara, presente! », in La Gauche du 12/10/1977. *
 - Michael Löwy: « L'étincelle qui ne s'éteint pas », in Inprecor n°415, juillet 1997.*
 - Janette Habel: « Che Guevara: de l'éthique dans le combat politique, in Inprecor n°415, juillet 1997. *
 - Janette Habel: « Rupture à Cuba », Ed. La Brèche, Paris. *
 - Zbigniew Kowalewski: « Le Che dans le maquis africain », in Inprecor n°415, juillet 1997. -
 - Antonio Moscato: « Le combat internationaliste et antibureaucratique du Che », in revue IVe Internationale n°26-27, décembre 1987. *
 - Ernest Mandel: « Le grand débat économique », in revue Partisans n°37, avril-juin 1967. *
 - Collectif: « Guevara para hoy », co-édition Erre Emme et Université de Matanzas (Cuba), La Havane 1994. *
 - Edouard Waintrop: « Ni Che, ni maître », in Libération, 14 septembre 1995. *
 - Miguel Romero: « Che, un revolucionario sin fronteras », in Combate du 3 octobre 1987. *
 - Régis Debray: « La guérilla du Che », Ed. Seuil, Paris 1996. *
 - Régis Debray: « Révolution dans la révolution », Ed. Maspero, Paris 1997 *
 - Andrew Sincler: « Guevara », Ed. Seghers, Paris 1970. *
 - M. Camejo: « La guérilla, porqué fracaso como estrategia », Pathfinder Press, 1974. *
 - H.D. Rodriguez: « Che Guevara: aventura o revolucion? », Ed. P&J, Barcelone 1968. *
 - Jean Cormier: « Che Guevara », Ed. du Rocher, Monaco 1995.
 - Jean Cormier: « Che Guevara, compagnon de la révolution », Ed. Gallimard, 1996.
 - Capull A., Gonzales F: « La CIA contre le Che », Ed. EPO, Bruxelles 1993.
 - Daniel Alarcon Rodriguez: « Les survivants du Che », Ed. du Rocher 1995.
 - Paco Ignacio Taibo II, Escobar F., Guerra F: « L'année où nous n'étions nulle part », Ed. Métailié, Paris 1995.
 - Paco Ignacio Taibo II: « Ernesto Guevara, connu aussi comme le Che », Ed. Métailié/Payot 1997. *
 - Carlos Tablada Perez: « El pensamiento economico de Ernesto Che Guevara », Ed. Casa de las Americas, La Havane 1987. *
 - Jean-Jacques Nattiez: « Che » Guevara, Ed. Seghers, Paris 1970. *
 - Ricardo Rojo: « Che Guevara, vie et mort d'un ami », Ed. Seuil, Paris 1968.
 - « Che », Ed. Cuba, La Havane, 1973 *
 - Charles Bettelheim, « Cuba et sa révolution », Ed. Cercle d'Education Populaire, Bruxelles 1963. *
 - Gavi Philippe: « Che Guevara », Ed. Universitaires, 1970.
 - K.S Karol: « Les guérilleros au pouvoir », Ed. Laffont, Paris, 1970. *
 - Conrad Detrez: « Les mouvements révolutionnaires en Amérique Latine », Ed. Vie Ouvrière, Bruxelles 1972.*
 - Fernando Martinez Heredia: « El Che y el socialismo », Ed. Dialectica, Buenos Aires, 1992. *
- OEUVRES DU CHE:

En français, il existe une édition des textes du Che chez Maspero en 6 tomes.

- « Oeuvres t. I: Textes militaires »; *
- « Oeuvres t. II: Souvenirs de la guerre révolutionnaire »;
- « Oeuvres t. III: Textes politiques »; *
- « Oeuvres t. IV: Journal de Bolivie »; *
- « Oeuvres t. V: Textes inédits »; *
- « Oeuvres t. VI: Textes inédits »; *

(* = textes consultés pour la présente brochure)



Le Grand débat économique

Le débat économique qui s'est déroulé à Cuba en 1963-1964 englobe une vingtaine d'articles, dont une demi-douzaine ont été écrits par Che Guevara. Charles Bettelheim et nous-mêmes avons apporté notre contribution, à la demande des camarades cubains. Il serait sans aucun doute utile de réunir un jour l'ensemble de ces articles, et de dresser un bilan à la lumière de la théorie marxiste et de la pratique économique cubaine. Entre temps, il est nécessaire de reconnaître que ce débat, encore mal connu en occident, occupe une place particulière dans l'histoire de la pensée marxiste, surtout de par les contributions du camarade Guevara. L'originalité pratique de la Révolution cubaine a largement précédé son apport original à la théorie marxiste contemporaine. Mais Che Guevara a exprimé cet apport original non seulement dans le domaine de la guerre de guérillas, mais également sur le terrain de la théorie économique.

Le débat économique de 1963-1964 à Cuba se référait à quatre questions principales, à côté de quelques questions secondaires. Deux questions sont d'ordre pratique ; elles touchent des problèmes de politique économique du gouvernement révolutionnaire: l'organisation des entreprises industrielles; et l'importance relative des stimulants matériels dans la construction du socialisme. Les autres questions sont d'ordre théorique: le rôle exact de la loi de la valeur dans la période de transition du capitalisme au socialisme; la nature des moyens de production étatisés dans cette période (production ou non de marchandises? Représentent-ils une propriété sociale ou sont-ils seulement en partie socialisés? Etc.)

Les rapports entre les questions pratiques et les questions théoriques sautent aux yeux. L'unité dialectique entre la théorie et la pratique, qui doit caractériser toute activité authentiquement socialiste, révolutionnaire, s'accomplit à un niveau supérieur dans la période de la transition du capitalisme au socialisme, dans la période de construction du socialisme. Seule la théorie marxiste considérée comme un tout peut guider la pratique dans un terrain encore vierge, qu'aucune action humaine antérieure n'a encore défriché; mais ce n'est que l'expérience pratique qui permet en définitive de choisir entre diverses hypothèses théoriques qui ne peuvent, par elles-mêmes et indépendamment de l'épreuve de la pratique, prétendre exprimer une connaissance acquise.

L'unité de la théorie et de la pratique révolutionnaire se trouve par conséquent constamment menacée par les risques parallèles du pragmatisme et du dogmatisme. Une longue série d'expériences socialistes effectives - du point de vue de la pratique - seront absolument nécessaires avant que la théorie puisse codifier de manière définitive les "lois économiques" de la construction du socialisme. Nous ne pouvons les découvrir, dans l'état actuel des expériences, qu'au travers de multiples tentatives et de multiples erreurs, selon la méthode de l'approximation successive. En conséquence, l'unité entre la théorie et la pratique dans la période de transition doit nécessairement inclure un degré

déterminé d'autonomie de la théorie, sans laquelle la pratique elle-même court le risque d'être mal éclairée et mal guidée, entraînant une multiplication des risques de déviation et d'erreur. L'un des effets du stalinisme - et non le moindre - est précisément d'avoir abolit cette autonomie relative, sous le prétexte de "l'efficacité", d'avoir dégradé la théorie à un niveau de pragmatisme vulgaire et apologétique, ce qui s'est traduit en définitive par une énorme perte d'efficacité pratique.

Les participants au débat économique de 1963-1964 ne furent pas tous conscients de ces relations dialectiques réciproques entre la théorie et la pratique révolutionnaire. Mais l'on peut affirmer sans hésiter qu'ils ont instinctivement cherché à concilier l'impératif d'autonomie relative de la théorie et celui de l'efficacité pratique immédiate. C'est cela qui donne au débat une tonalité de sincérité et de sérieux digne d'éloge, bien que dans certaines contributions on reconnaît les balbutiements d'une pensée qui se cherche plus que l'expression d'une pensée mûrie qui aurait déjà acquit la pleine conscience de la réalité sociale d'où elle a surgit.

Le débat à Cuba et le débat économique à l'échelle de tout le "camp socialiste"

Le débat économique de 1963-1964 à Cuba s'insère, d'autre part, dans un débat beaucoup plus vaste qui se développe aujourd'hui dans l'ensemble du mouvement ouvrier international et plus particulièrement dans les pays qui ont abolit le capitalisme. Ce débat concerne le "modèle économique" le plus approprié à appliquer dans la construction du socialisme. De plus, nous sommes face à deux impératifs parallèles mais qui ne se superposent pas toujours: la volonté de surmonter le marasme dans lequel s'est embourbé la "théorie économique du socialisme" à l'époque stalinienne et la nécessité de surmonter les formes de gestion de l'économie et des méthodes de planification qui s'étaient transformés en autant de freins pour la croissance des forces productives (1).

Par de nombreux aspects, le débat économique à Cuba a surgit spontanément de la réalité cubaine; par d'autres, il semble avoir été en partie "importé". Dans ce dernier cas, il reflète moins le résultat d'une analyse minutieuse de la réalité économique cubaine et des tâches du gouvernement révolutionnaire que le désir de prendre en compte les résultats du débat international et de transposer - parfois mécaniquement - sur le sol cubain ce qui avait été proclamé comme des acquis par les dirigeants d'URSS ou de certains pays d'Europe orientale. Ceci s'applique en particulier au problème des "stimulants matériels".

Le mérite de la contribution de Che Guevara réside dans le fait d'avoir exprimé clairement la particularité de la révolution cubaine, sans pour autant jamais tomber dans un pragmatisme vulgaire. La révolution cubaine se distingue par le fait qu'elle est parvenue à conquérir et à maintenir l'appui de la grande majorité des masses populaire envers l'œuvre révolutionnaire. Ses dirigeants ont choisi l'objectif primordial de conserver, à toute occasion, ce soutien actif. La ligne de mobilisation des masses afin de résoudre une série de tâches - rappelons simplement celles de l'alphabétisation -, la ligne de faire élire les cadres et jusqu'aux membres du parti par les mêmes masses; la ligne de l'information constante des masses sur les problèmes auxquels se confronte la révolution; l'énorme sensibilité de Fidel Castro et de son équipe pour tout ce qui préoccupe les masses (2); c'est tout cela qui constitue sans aucun doute la particularité principale de cette révolution suite à la destruction de l'ancien régime.

Il n'est pas très difficile de comprendre que cette particularité résulte des conditions historiques spécifiques dans lesquelles a triomphé la révolution, de son contexte géographique exceptionnel et de ses racines socio-économiques propres. Il n'est pas question ici d'approfondir ces aspects du problème. Il suffit de retenir le fait et de souligner que les dirigeants en sont particulièrement conscients.

Il existe cependant une contradiction entre cette "ligne des masses" et la pratique quotidienne du gouvernement révolutionnaire cubain. Le domaine de la gestion économique - et plus clairement encore celui de la gestion de l'industrie - a été solidement immunisé contre toute intervention directe des masses. Ce n'est pas par hasard que le débat économique de 1963-1964 a entièrement surgit autour de cette gestion et que différents camarades, en intervenant dans le débat, ont indirectement posé le problème des relations entre les entreprises et le comportement des masses. Le problème des stimulants matériels et moraux y est directement relié.

L'autonomie financière des entreprises et le problème des stimulants matériels

L'industrie nationalisée à Cuba était en grande partie organisée selon le système des trusts (entreprises condolidées) par branche d'industrie, très comparable au modèle d'organisation de l'industrie soviétique pendant tout un temps. Le financement de ces trusts se faisaient par budget, le contrôle financier se faisant au niveau des ministères (de l'Industrie et des Finances). La Banque ne jouait qu'un rôle d'intermédiaire d'importance secondaire.

L'un des objectifs pratiques de la discussion économique de 1963-1964 était ainsi: soit en défense de ce système - ce qui était le cas du camarade Guevara et de ceux qui appuyaient généralement ses thèses -, soit dans le postulat de son remplacement par un système d'autonomie financière des entreprises (qui débouchait sur le principe de la rentabilité individuelle de ces dernières), thèse défendue par Carlos Rafael Rodriguez et de nombreux autres participants au débat.

La position du Che Guevara est apparue assez pragmatique dans ce cas-ci. Il n'affirmait pas que la gestion centralisée était un idéal en soi, un modèle à appliquer de toute façon et toujours. Il a simplement défendu l'idée que l'industrie cubaine d'alors pouvait être dirigée par cette méthode de la manière la plus efficace. Les arguments qu'il a donné étaient essentiellement les suivants: un nombre réduit d'entreprises (moins que dans la seule ville de Moscou en URSS!); un nombre plus réduit encore de cadres industriels et financiers; des moyens de communication assez développés, très supérieurs à ceux d'autres pays qui ont atteint un niveau de développement des forces productives comparable à celui de Cuba; la nécessité d'une économie plus stricte des ressources et du contrôle sur ces dernières, etc.

La majorité des arguments d'ordre général qui lui furent opposé n'avaient pas un rapport avec l'état des choses ainsi décrit. A partir du moment où la décentralisation financière impliquait l'accroissement du pouvoir des bureaucrates médiocres, hésitants, incapables et inefficaces, la tendance à la bureaucratization augmente et l'efficacité de l'économie diminue avec l'autonomie financière des entreprises. Du fait que certains arguments en faveur de l'autonomie financière des entreprises étaient fondés, on pouvait à partir de là en déduire encore plus la nécessité d'une certaine décentralisation de la gestion au moment où l'industrie cubaine atteindrait un nombre et une complexité des entreprises beaucoup grande. Mais l'on ne pouvait en déduire la nécessité de cette décentralisation " hic et nunc".

Mais certains adversaires des thèses de Che Guevara ont lié la question d'une plus grande efficacité de la gestion décentralisée (et de l'autonomie financière qui en découlait) à celle des stimulants matériels. Des entreprises qui sont obligées d'être rentables sont des entreprises qui doivent soumettre toutes leurs opérations à un calcul économique très

strict, et qui peuvent pour cela utiliser les stimulants matériels de manière beaucoup plus ample, en intéressant directement les travailleurs à l'accroissement de la productivité du travail, dans l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise (par exemple en économisant sur les matières premières) et dans le dépassement des objectifs du plan.

Par rapport à cela, la réponse de Che Guevara est essentiellement pratique. Il ne rejette pas la nécessité d'un calcul économique strict dans le cadre du plan, ni l'emploi de stimulants matériels. Mais il subordonne cet emploi à deux conditions. En premier lieu, il est nécessaire de choisir des stimulants matériels qui n'affaiblissent pas la cohésion interne de la classe ouvrière, qui n'entraînent pas de rivalité entre les travailleurs. Pour cela, il préconise un système de primes collectives (pour les équipes ou les entreprises, bien plus qu'un système de primes individuelles). Ensuite, il s'oppose à toute généralisation abusive des rétributions matérielles car elles créent des effets désagrégateurs sur la conscience des masses.

Guevara souhaite éviter que toute la société soit saturée par un climat d'égoïsme et d'obsession pour l'enrichissement individuel. Cette préoccupation s'inscrit dans la tradition de Marx et surtout dans celle de Lénine qui, s'il comprenait que l'emploi de stimulants matériels est inévitable dans la période de transition du capitalisme au socialisme, soulignait en même temps les risques de corruption et de démoralisation qui résultent fatalement de l'utilisation de ces stimulants, et appelait le parti et les masses à combattre vigoureusement ce danger. Nous ignorons quelle solution a été donnée à Cuba au problème de l'organisation de la gestion des entreprises, et il nous semble de toute façon qu'on est très loin d'un "modèle économique" définitif dans ce pays. Nous sommes toujours partisans d'un système d'auto-gestion démocratiquement centralisé, où le double péril de bureaucratisation - qui émane d'une centralisation excessive tout autant que d'une utilisation excessive des mécanismes du marché - peut être amplement neutralisé par le transfert de la gestion aux mains des travailleurs, sur les lieux de production, soumis à une discipline stricte d'une autorité centrale directement issue des conseils ouvriers.

Mais si Fidel Castro ne semble pas encore avoir tranché la question de la gestion des entreprises (3), il s'est prononcé d'une manière suffisamment claire en ce qui concerne le problème des relations entre stimulants matériels et stimulants moraux, en penchant en faveur des thèses du Che. Dans le discours qu'il a prononcé le 28 septembre 1966, à l'occasion de sixième anniversaire de la fondation des "Comités de défense de la Révolution", et dans lequel il a annoncé qu'à partir de 1970 la majorité du peuple cubain ne payerait plus de loyers, il a lancé quelques piques contre ceux là qui n'ont que de "l'argent dans la tête", qui ne comprennent pas la nécessité de maintenir les masses soudées à la

révolution - un objectif qui doit avoir la priorité sur les considérations de "calcul économique" -, qui ne comprennent pas la nécessité primordiale de satisfaire certains besoins fondamentaux des masses, et qui sous-estiment la valeur des stimulants moraux, des conquêtes morales de la Révolution cubaine. "Ces réalisations de la Révolution, ces idées relatives aux loyers, à la santé, à l'éducation, à tout ce que désire le peuple - sans avoir besoin d'argent, sans avoir besoin de ces signes de tête, de ces paquets de billets - tendent à créer progressivement dans le peuple une conscience sociale plus avancée, tendent à créer dans le peuple un sentiment différent que celui de la propriété, une attitude différente face aux biens matériels, une attitude différente par rapport au travail humain."

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne pensons pas qu'il soit possible de réaliser tout cela dès aujourd'hui. Nous ne pensons pas que cette conscience puisse se créer en l'espace de quelques années. Mais nous pensons que cette conscience ne se créera jamais si nous ne menons pas une lutte incessante dans cette direction, si nous ne progressons pas constamment dans cette voie".

Selon nous, cette position de Che Guevara et de Fidel Castro est en accord avec la tradition et la théorie marxistes. Ceux qui posent le postulat absolu du développement premier des forces productives avant que puisse s'étendre la conscience socialiste, pêchent par une pensée mécaniste similaire à celles de ceux qui pensent pouvoir susciter immédiatement par des moyens purement subjectifs (l'éducation, la propagande, l'agitation, etc.) une telle conscience. Il y a une interaction constante entre la création d'une infrastructure matérielle nécessaire pour l'expansion de la conscience socialiste et le développement de cette même conscience. C'est une utopie de croire qu'elle pourrait surgir toute prête au moyen d'un effort de pure volonté subjective, à partir d'une situation matérielle inadéquate. Mais il est tout autant utopique de croire que cette conscience socialiste puisse naître brusquement, comme par enchantement, du seul fait que son infrastructure matérielle soit créée si au même moment, le climat social reste dominé par les "stimulants matériels" (le désir de chaque individu d'améliorer son sort individuel).

Nature des moyens de production et loi de la valeur dans la société de transition du capitalisme au socialisme

On peut mieux comprendre maintenant les relations entre ces problèmes pratiques et les questions théoriques posées dans le débat de 1963-1964. Selon nous, il est clair que les moyens de production dans le secteur étatique ne sont pas des marchandises, car la notion de marchandise implique celle de l'échange, c'est à dire du changement de propriétaire. Une entreprise d'Etat ne "vend" pas une machine à une autre

entreprise d'Etat, tout comme un département du trust Ford de " vend " pas des carrosseries à son département de montage. La nécessité d'une comptabilité stricte des dépenses, même sous forme monétaire, n'a rien à voir avec cette question. On touche ici un aspect fondamental de la théorie marxiste : pour Marx, la nature marchande des produits du travail et la forme de valeur d'échange qu'acquiert la logique de sa circulation ne sont que des formes historiques passagères - propres à une économie basée sur des producteurs individuels, séparés les uns des autres - de la comptabilité économique fondée sur le travail, qui est universel pour toute société humaine (4).

Mais la pression en faveur d'une plus grande autonomie des entreprises peut bien entendu trouver son expression idéologique dans la thèse selon laquelle, à l'époque de la transition du capitalisme au socialisme, les moyens de production continuent à être des marchandises. De la même manière, la lutte pour l'autonomie financière des entreprises peut également s'exprimer idéologiquement par la thèse selon laquelle la circulation des moyens de production à l'intérieur du secteur d'Etat constitue une série d'opération d'échange dans le sens réel du terme. Dans les deux cas, la volonté des directions des entreprises de disposer librement de ces moyens de production, de pouvoir en vendre ou acheter librement une partie sur le marché, n'est pas étrangère à ce débat théorique, en apparence byzantin.

Quant au rôle de la loi de la valeur dans la période de transition du capitalisme au socialisme, le commandant Mora a défendu l'idée selon laquelle, au cours de phase de développement historique, la loi de la valeur continue à réguler la production, bien qu'elle ne soit plus la seule à le faire. Son action régulatrice opérerait ensemble avec celle du Plan et par son intermédiaire. De plus, il a déduit de cette thèse que la loi de la valeur " opère " dans les relations entre entreprises étatiques.

A cela, Ernesto Che Guevara a répondu que, dans la période de transition du capitalisme au socialisme, si les catégories marchandes survivent dans la mesure où le développement insuffisant des forces productives ne permet pas encore de satisfaire les besoins fondamentaux des producteurs, cette survivance n'implique pas que ce soit la loi de la valeur qui régule la production. Elle est au contraire elle-même régulée par le Plan, qui peut et doit utiliser le calcul en valeur, mais dont la logique est en contradiction fonctionnelle avec la loi de la valeur. Nous croyons que cette vision est en accord avec la théorie marxiste, et nous avons exprimé un point de vue analogue dans notre contribution au débat économique de 1963-1964 à Cuba.

Il existe ici aussi un évident entre le débat théorique et les divergences sur la planification économique à Cuba. Ceux qui confondent la survivance des catégories marchandes avec le rôle régulateur de la loi de la valeur doivent nécessairement attribuer un rôle majeur aux mécanismes du marché dans le cadre de l'économie planifiée, non seulement dans ce qui touche aux moyens de consommation - et cela se justifie amplement à nos yeux - mais également, et surtout, en ce qui concerne les moyens de production industriels. De là, d'autre part, l'insistance avec laquelle il tentent d'introduire la loi de la valeur dans les relations entre les entreprises étatiques. Ce schéma entraîne de manière évidente la nécessité de l'autonomie des entreprises en matière d'investissements, confirmant ainsi à sa façon l'existence d'un antagonisme historique entre les impératifs d'une planification réelle et les impératifs d'une économie de marché (même si elle est qualifiée de socialiste).

Ceux qui rejettent que la " loi de la valeur " continue, directement ou indirectement, à réguler la production dans la période de transition du capitalisme au socialisme, ne nient d'aucune façon que les catégories marchandes survivent inévitablement à cette époque. Ils ne nient pas non plus que dans de nombreux domaines, les planificateurs peuvent abandonner tranquillement aux mécanismes de marché certains ajustements entre l'offre et la demande. Mais ils comprennent le caractère fondamentalement contradictoire entre le marché et le plan et accordent ainsi une place prépondérante à l'établissement de prix administrativement déterminés dans de nombreux domaines, que ce soit pour assurer le développement de certains services sociaux, ou que ce soit pour assurer certains impératifs du développement national. C'est pour cela qu'ils soulignent que la loi de la valeur est plus limitée que dans le mode de production capitaliste, et que certains secteurs - et tout particulièrement la circulation des moyens de production au sein du secteur d'Etat - peuvent y échapper (5).

Les motivations politiques qui ont inspiré les options de Guevara et de Fidel Castro sur ces questions sont évidentes : avant tout la volonté d'éviter une démoralisation des masses populaires cubaines, mais aussi une déception quant à l'œuvre de revalorisation morale que la révolution a représenté à leurs yeux. Mais quels que soient les mobiles, la discussion économique de 1963-1964 à Cuba et ses prolongements actuels, s'inscrivent pleinement dans le long processus au cours duquel l'humanité, grâce à la construction du socialisme à l'échelle internationale, découvrira les lois économiques qui président l'expansion de la société sans classe.

Ernest Mandel , dans « Ernesto Che Guevara: Ecrits d'un révolutionnaire ». Publ. par Michael Löwy avec des textes de Charles Bettelheim et Ernest Mandel, Montreuil, La Brèche-PEC, 1987

Ni décalque, ni copie: Che Guevara, ou la recherche d'un nouveau socialisme

Dans un article publié en 1928, José Carlos Mariatégui - le véritable fondateur du marxisme latino-américain - écrivait les paroles suivantes : « Nous ne voulons pas, en effet, qu'en Amérique latine le socialisme soit un décalque et une copie (« calco y copia »). Il doit être une création héroïque. Nous devons donner vie, avec notre propre réalité, dans notre propre langage, au socialisme indo-américain. C'est là une mission digne d'une génération nouvelle ».

Son avertissement ne fut malheureusement pas écouté. Cette même année où il écrivait ces lignes, le mouvement communiste latino-américain tombait sous l'influence du paradigme stalinien qui a imposé, pendant près d'un demi-siècle, le décalque et la copie de l'idéologie de la bureaucratie soviétique et de son dénommé « socialisme réel ».

Nous ne savons pas si le Che connaissait ce texte de Mariatégui, cela reste possible vu que sa compagne Hilda Gadea lui avait prêté des écrits de Mariatégui pendant les années qui ont précédé la Révolution cubaine. De toute façon, on peut considérer qu'une bonne partie de sa réflexion et de sa pratique politique, surtout dans les années '60, avait comme objectif de sortir de la voie sans issue à laquelle menait l'imitation servile du modèle soviétique et est-européen.

Ses idées sur la construction du socialisme sont une tentative de « création héroïque » de quelque chose de nouveau, la recherche - interrompue et inachevée - d'un paradigme de socialisme distinct, et en de nombreux aspects opposé, à la caricature bureaucratique « réellement existante ».

De 1959 jusqu'à 1967, la pensée du Che a considérablement évoluée. Il s'est sans cesse éloigné des illusions initiales sur le socialisme soviétique et sur le modèle soviétique - en réalité stalinien - du marxisme. Dans une lettre de 1965 à un ami cubain, il critique durement le « suivisme idéologique » qui se manifeste à Cuba envers l'édition de manuels soviétiques d'enseignement du marxisme. Ces manuels - qu'il appelait les « briques soviétiques » - « ont l'inconvénient de ne pas te laisser penser : le Parti l'a déjà fait pour toi et tu dois le digérer ».

On perçoit de manière sans cesse plus explicite, surtout dans ses écrits à partir de 1963, le rejet du « décalque et de la copie » et la recherche d'un modèle alternatif, la tentative de formuler une autre voie au socialisme, plus radicale, plus égalitaire, plus fraternelle, plus humaine et plus conséquente avec l'éthique communiste.

Sa mort en octobre 1967 va interrompre un processus de maturation politique et de développement intellectuel autonomes. Son oeuvre n'est donc pas un système clos, une doctrine achevée qui donne réponse à tout. Sur de nombreuses

questions - la démocratie dans la planification, la lutte contre la bureaucratie - sa réflexion est restée incomplète.

Le moteur essentiel de cette recherche d'un nouveau chemin - au-delà des questions économiques spécifiques - est la conviction que le socialisme n'a pas de sens - et ne peut triompher - s'il ne signifie pas un projet de civilisation, une éthique sociale, un modèle de société totalement antagonique par rapport aux valeurs de l'individualisme mesquin, de l'égoïsme féroce, de la compétition, de la guerre de tous contre tous incarnés dans la civilisation capitaliste - ce monde dans lequel « l'homme est un loup pour l'homme ».

La construction du socialisme est inséparable de certaines valeurs éthiques, contrairement aux affirmations des conceptions economicistes - de Staline à Krouchtchev et ses successeurs - qui ne prennent en considération que le « développement des forces productives ». Dans son fameux entretien avec le journaliste Jean Daniel (en juillet 1963), le Che déclarait, dans ce qui constituait déjà une critique implicite du « socialisme réel », que « Le socialisme économique sans la morale communiste ne m'intéresse pas. Nous luttons contre la misère, mais aussi en même temps contre l'aliénation (...). Si le communisme passe au-dessus des faits de conscience, il pourra être un modèle de répartition, mais il ne sera pas une morale révolutionnaire ».

Si le socialisme prétend lutter contre le capitalisme et le vaincre sur son propre terrain, qui est celui du productivisme et du consumérisme, en utilisant ses propres armes - la forme marchande, la compétition, l'individualisme égoïste - il est alors condamné à l'échec. On ne peut affirmer que Guevara avait prévu l'écroulement de l'URSS, mais il a eu d'une certaine manière l'intuition qu'un système « socialiste » qui ne tolère pas la divergence, qui ne signifie pas de nouvelles valeurs, qui tente d'imiter son adversaire et qui n'a pas d'autre ambition que de « rattraper et de dépasser » la production des métropoles capitaliste, n'a tout bonnement pas d'avenir.

Le socialisme, pour le Che, était un projet historique d'une nouvelle société basée sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de collectivisme, d'altruisme révolutionnaire, de libre discussion et participation populaires. Ses critiques - croissantes - envers le «

socialisme réel », tout autant que sa pratique en tant que dirigeant et sa réflexion sur l'expérience cubaine sont inspirés par cette utopie (dans le sens donné à ce concept par Ernst Bloch) communiste.

Trois aspects traduisent concrètement cette aspiration de Guevara et sa recherche d'un nouveau chemin : la discussion sur les méthodes de gestion économique, la question de la libre expression des divergences et la perspective de la démocratie socialiste. Le premier aspect occupait, de fait, une place centrale dans la réflexion du Che ; les deux autres - qui sont étroitement interconnectés - sont beaucoup moins développés, avec des lacunes et des contradictions. Mais ils ne laissent pas d'être présents dans ses préoccupations et dans sa pratique politique.

1° Les méthodes de gestion économique

Il s'agit ici du célèbre débat des années 1963-1964 sur les divers aspects de la planification, en confrontation avec les partisans du modèle soviétique - le Ministre du Commerce extérieur, Alberto Mora, le directeur de l'Institut national de la réforme agraire Carlos Rafael Rodriguez - soutenus par l'éminent économiste marxiste français Charles Bettelheim. Les positions d'Ernesto Guevara - qui ont reçu l'appui de l'économiste marxiste belge et dirigeant de la IVe Internationale Ernest Mandel, invité à participer au « débat économique » cubain - constituent une critique radicale implicite, puis explicite, du « socialisme réel ». Les principales caractéristiques du modèle est-européen auxquelles le Che s'opposait étaient :

La prépondérance de la loi de la valeur comme loi objective des économies de transition au socialisme - une thèse de Staline défendue par Bettelheim.

- La marchandise comme base du système productif.
- La compétition - entre entreprises ou entre les travailleurs - comme facteurs de croissance de la productivité.
- Les méthodes de stimulants et de rétributions beaucoup plus individuels que collectifs.
- Les privilèges économiques en faveur des gérants et des administrateurs d'entreprises.
- Les critères marchands dans les relations économiques entre pays dits socialistes.

Dans son fameux « Discours d'Alger » (février 1965), Ernesto Guevara appelait les pays qui se réclamaient du socialisme à « liquider leur complicité tacite avec les pays exploités occidentaux », une complicité qui se traduisait dans les relations d'échange inégal qu'ils assuraient avec les peuples en lutte contre l'impérialisme. Pour le Che, « le socialisme ne peut exister s'il ne s'opère pas dans les consciences un changement qui provoque une nouvelle attitude fraternelle face à l'humanité, tant au niveau de l'impact individuel, dans la société qui construit le socialisme, qu'au niveau mondial par

rapport à tous les peuples qui souffrent de l'oppression impérialiste. »

Analysant dans son essai de mars 1965 « Le Socialisme et l'Homme à Cuba » les modèles de construction du socialisme en vigueur en Europe orientale, le Che rejetait la conception selon laquelle il fallait « vaincre le capitalisme avec ses propres fétiches » : « en poursuivant la chimère de réaliser le socialisme à l'aide des armes pourries léguées par le capitalisme (la marchandise prise comme unité économique, la rentabilité, l'intérêt matériel individuel comme stimulant, etc.) on risque d'aboutir à une impasse. (...) Pour construire le communisme, il faut changer l'homme en même temps que la base économique ».

L'un des principaux dangers du modèle importé des pays de l'est-européen est la croissance de l'inégalité sociale et la formation d'une couche privilégiée de technocrates et de bureaucrates : dans ce système de rétributions, « ce sont les directeurs qui gagnent sans cesse plus. Il suffit de voir le dernier projet de la RDA, l'importance qu'y acquiert la gestion du directeur, ou mieux dit, la rétribution de la gestion du directeur. »

La fond du débat consistait en une confrontation entre une vision economiciste - la sphère économique considérée comme un système autonome, régi par ses propres lois, telle que la loi de la valeur ou les lois du marché - et une conception politique du socialisme, c'est-à-dire la prise de décisions économiques - les priorités productives, les prix, etc. - selon des critères sociaux, éthiques et politiques.

Les propositions économiques du Che - la planification contre le marché, le système budgétaire de financement, les stimulants collectifs ou « moraux » - avaient comme objectif la recherche d'un modèle de construction du socialisme fondée sur ces critères, distincts, donc, du modèle soviétique.

Il faut ajouter que Guevara n'a pas eu une idée claire sur la nature du système bureaucratique stalinien. Il suivait, selon moi, une piste erronée en cherchant dans la NEP [1], plutôt que dans le Thermidor stalinien, l'origine des problèmes et des limitations de l'expérience soviétique.

2° La liberté de discussion

Un aspect politique important de la discussion économique de '63-'64 mérite d'être souligné ; c'est l'existence même de ce débat ; soit le fait que l'expression publique de désaccords est normale dans un processus de construction du socialisme. En d'autres termes ; la légitimation d'un certain pluralisme démocratique dans la révolution.

Cette problématique existe implicitement dans le débat économique. Guevara ne l'a jamais développé de manière

explicite ou systématique, et, surtout, il ne l'a pas mise en relation avec la question de la démocratie dans la planification. Mais son attitude, à plusieurs occasions aux cours des années '60, est favorable à la liberté de discussion dans le camp révolutionnaire et au respect de la pluralité des opinions.

Un exemple intéressant est son attitude envers les trotskistes cubains, dont il ne partageait absolument pas les analyses (qu'il a d'ailleurs durement critiqués à plusieurs occasions). En 1961, dans une entrevue avec l'intellectuel nord-américain Maurice Zeitlin, Guevara a dénoncé la destruction par la police cubaine des plaques d'impression du livre « La Révolution permanente » de Trotsky, en la qualifiant comme une « erreur » et comme quelque chose « qui n'aurait pas dû se passer ». Des années plus tard, peu avant de quitter Cuba en 1965, il parvient à faire sortir de prison le dirigeant trotskiste cubain Roberto Acosta Hechevarria, auquel il déclara en le quittant avec une accolade fraternelle ; « Acosta, les idées ne se combattent pas à coups de bâton ».

L'exemple le plus significatif est sa réponse - dans un rapport de 1964 adressé à ses camarades du Ministère de l'Industrie - à la critique de « trotskisme » que lui adressaient certains soviétiques. « Par rapport à cela, je crois que : soit nous possédons la capacité de détruire une opinion contraire avec arguments, soit nous devons la laisser s'exprimer (...). Il n'est pas possible de détruire une opinion avec la force, parce que cela bloque tout le libre développement de l'intelligence. On peut également apprendre une série de choses de la pensée de Trotski ; y compris si, comme je le crois, il s'est trompé dans ses concepts fondamentaux et si son action ultérieure fut erronée. »

Il n'est sans doute pas un hasard que la défense la plus explicite de la liberté d'expression et la critique la plus directe de Guevara à l'encontre de l'autoritarisme stalinien se manifeste sur le terrain de l'art. Dans son célèbre essai sur « Le Socialisme et l'Homme à Cuba », il dénonce le « réalisme socialiste » de facture soviétique comme l'imposition d'une seule forme d'art - la seule « que comprennent les fonctionnaires ». Avec cette méthode, souligne-t-il, on « annule l'authentique investigation artistique » et l'on place une véritable « camisole de force sur l'expression artistique ».

3° La démocratie socialiste

Bien que le Che n'ait jamais élaboré une théorie achevée sur le rôle de la démocratie dans la transition socialiste - sans doute la principale lacune dans son oeuvre - il rejetait les conceptions autoritaires et dictatoriales qui ont fait tant de mal au socialisme au XXe siècle. A ceux qui prétendent, du haut, « éduquer le peuple » - une doctrine fautive déjà critiquée par Marx dans les « Thèses sur Fueurbach » (« qui éduquera l'éducateur ? ») - le Che répondait dans un discours de 1960 : « La première recette pour éduquer le peuple... c'est de le faire entrer en révolution. Ne prétendez jamais éduquer un peuple au moyen de la seule

éducation, et avec un gouvernement despotique par dessus le marché, afin qu'il puisse apprendre à conquérir ses droits. Enseignez-lui, avant tout, à conquérir effectivement ses droits et ce peuple, lorsqu'il sera représenté dans le gouvernement, apprendra tout ce que l'on enseignera et bien plus encore : il sera le maître de tous sans aucun effort. »

En d'autres termes ; la seule pédagogie émancipatrice est l'auto-éducation des peuples à travers leur propre pratique révolutionnaire - ou, comme l'énonçait Marx dans l'Idéologie Allemande, « dans l'activité révolutionnaire, le changement de soi-même coïncide avec la modification des conditions ».

Dans le même sens, les notes critiques de 1966 à l'encontre d'un manuel d'économie politique soviétique contiennent cette formulation précise et nette : « Le terrible crime de Staline a été d'avoir méprisé l'éducation communiste et institué un culte illimité à l'autorité ».

La principale limite est l'insuffisance de sa réflexion sur la relation entre la démocratie et la planification de la production. Ses arguments en défense de la planification et contre les catégories marchandes sont très importantes et acquièrent une nouvelle actualité devant la vulgate néo-libérale qui domine aujourd'hui avec sa religion du marché. Mais elles laissent de côté la question politique clé : Qui planifie ? Qui décide des grandes options sur le plan économique ? Qui détermine les priorités de la production et de la consommation ? Sans une véritable démocratie - c'est à dire sans : a) le pluralisme politique ; b) la libre discussion sur les priorités et c) la libre option de la population entre les diverses propositions et plates-formes économiques proposées - la planification se transforme inévitablement en un système bureaucratique, autoritaire et inefficace de « dictature sur les besoins », comme le démontre abondamment l'histoire de l'ex-URSS.

Autrement dit ; les problèmes économiques de la transition au socialisme sont inséparables de la nature du système politique. L'expérience cubaine de ces dernières 30 dernières années révèle, elle aussi, les conséquences négatives de l'absence d'institutions démocratico-socialistes - bien que Cuba soit parvenue à éviter les pires aberrations bureaucratiques et totalitaires des autres États du « socialisme réel ».

Ce débat à beaucoup à voir, cela va de soi, avec le problème des institutions de la révolution. Guevara rejetait la démocratie bourgeoise, mais - malgré sa sensibilité anti-bureaucratique et égalitaire - il est loin d'avoir une vision claire sur la démocratie socialiste. Dans « Le Socialisme et l'Homme et à Cuba », l'auteur reconnaît que l'Etat révolutionnaire peut se tromper et provoquer une réaction négative des masses qui l'oblige à se rectifier (l'exemple qu'il cite est la politique sectaire du Parti communiste sous la direction d'Anibal Escalante en 1961-1962). Mais, souligne-t-il, « il est évident que le mécanisme ne

suffit pas pour assurer une succession de mesures sensées et qu'il manque une connexion plus structurée avec les masses ».

Dans un premier temps, il semble trouver une solution dans une vague « interrelation dialectique » entre les dirigeants et les masses. Cependant, quelques pages plus loin, il avoue que le problème est loin d'avoir trouvé une solution adéquate, permettant un contrôle démocratique effectif : « Cette institutionnalité de la révolution n'a pas encore été obtenue. Nous cherchons quelque chose de nouveau » (...).

Nous savons que dans les dernières années de sa vie, Ernesto Guevara a grandement progressé dans sa prise de conscience envers le paradigme soviétique, dans son rejet du « calco y copia » du « socialisme réel ». Mais une bonne partie de ses derniers écrits reste encore inédite, pour des raisons inexplicables. Parmi ces documents se trouve une critique radicale du Manuel d'Economie Politique de l'Académie des Sciences de l'URSS, rédigée à Prague en 1966.

Dans un article publié en 1996, Carlos Tablada - auteur d'un ouvrage important sur la pensée économique du Che - cite quelques paragraphes de ce document, auquel il a pu avoir accès (mais non l'autorisation de le publier intégralement) [[De nombreux extraits de ce texte inédit ont été entre-temps publiés dans un chapitre de l'ouvrage « Che, el camino del fuego » du Cubain Orlando Borrego (qui fut premier lieutenant

dans la colonne de guérilla du Che, puis son vice-ministre de l'Industrie). Ce chapitre peut être consulté (en espagnol) sur le site : <http://www.rebelion.org/argentina/notas190902.pdf>. Le livre au complet : http://www.rebelion.org/libros/borrego_che.pdf. L'un de ces passages est très intéressant parce qu'il démontre que dans ses dernières réflexions politiques, Guevara se rapprochait du concept d'une démocratie socialiste, d'une planification démocratique dans laquelle ce serait le peuple lui-même, les travailleurs, « les masses » (selon sa terminologie), qui prendront les grandes décisions économiques :

« En contradiction avec la conception du plan comme une décision économique des masses conscientes de leurs intérêts populaires, on offre un placebo dans lequel seuls les éléments économiques décident du destin collectif. C'est une manière de procéder mécaniste, anti-marxiste. Les masses doivent avoir la possibilité de diriger leur destin, de décider quelle est la partie de la production qui ira à l'accumulation du capital et quelle sera celle qui sera consommée. La technique économique doit opérer dans les limites de ces indications et la conscience des masses doit assurer son instauration. »

Les balles des assassins de la CIA et de leurs alliés boliviens ont interrompu, en octobre 1967, ce travail de « création héroïque » d'un socialisme révolutionnaire nouveau, d'un communisme démocratique nouveau.

LOWY Michael

Exposé présenté pour la première fois à la Conférence annuelle de la Fondation Ernesto Che Guevara, Italie, juin 2001.

*** Reproduit en traduction française par RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine, sous le surtitre : "Octobre 1967 - Octobre 2003". (<http://risal.collectifs.net/>). Universidad Popular Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, Argentine. (Exposé présenté pour la première fois à la Conférence annuelle de la Fondation Ernesto Che Guevara, Italie, juin 2001). Traduction de l'espagnol : Ataulfo Riera. 2002.**

NOTES :

[1] Note du traducteur : NEP = Nouvelle politique économique. Après la guerre civile et l'intervention étrangère contre la Révolution (1917-1921) qui ont ravagé l'économie russe, le pouvoir soviétique a assoupli les mesures du "communisme de guerre" en réintroduisant certains mécanismes économiques capitalistes : suppression des mesures de réquisition des récoltes à la campagne, tolérance envers la petite et moyenne industrie privée, rétablissement de la liberté du commerce, ouverture sous contrôle de l'Etat aux capitaux étrangers, etc.

Le combat internationaliste et antibureaucratique du Che

L'apport politique et théorique d'Ernesto Che Guevara au renouveau et à la relance du marxisme révolutionnaire en Amérique latine - et pas seulement en Amérique latine - a été l'objet d'une campagne systématique de déformations et de calomnies avant d'être relégué dans l'oubli par la quasi-totalité du mouvement ouvrier international. La lecture schématique et unilatérale, voire carrément fautive, qu'en ont fait des courants révolutionnaires latino-américains et des intellectuels, à commencer par le livre de Régis Debray¹, a également joué un rôle négatif.

Par ailleurs, Guevara avait été déjà de son vivant la cible d'une campagne de dénigrement avant tout par des bureaucrates staliniens. A Cuba, Anibal Escalante, leader - pour reprendre la définition utilisée à l'époque par Fidel Castro - d'une «microfraction» pro-stalinienne, condamnée une première fois en 1962 et une deuxième fois en 1968, avait concentré ses attaques sur Guevara en le présentant comme un trotskyste qui aurait défendu l'idée d'« exporter la révolution » et fait des « tentatives d'imposer la ligne cubaine aux autres partis communistes ». Selon Raul Castro, Escalante avait, entre autres, déclaré que « le départ du commandant Ernesto Guevara de Cuba fut un événement positif » car Guevara était « l'un des adversaires les plus résolus de la politique soviétique ».

A l'époque, une telle attaque semblait dirigée contre la direction castriste dans son ensemble dans la mesure où Guevara avait toujours affirmé sa confiance en Fidel et n'avait jamais accepté qu'on lui attribue un rôle autonome. La plupart des accusations lancées contre lui, visaient Fidel qui avait critiqué sans ménagement certains partis communistes latino-américains (par exemple, celui du Venezuela) et, plus généralement, apparaissait lui aussi opposé aux méthodes et aux orientations de la bureaucratie soviétique. Mais depuis 1968, aussi bien le soutien de Fidel¹ à l'invasion de la Tchécoslovaquie et son attitude sans critique à l'égard du « camp socialiste » que le tournant opéré en Amérique latine avec l'aval donné à des gouvernements bourgeois « progressistes » (Pérou, Panama, Argentine, Equateur, etc.) et même l'attitude à l'égard d'Allende au Chili amenaient à réexaminer, au moins en partie, ce jugement.

En fait, Guevara avait représenté une sensibilité particulière au sein du mouvement révolutionnaire cubain ou, pour ainsi dire, l'une des « âmes » du castrisme, même si, répétons-le, pour sa part, il aurait rejeté une telle appréciation. Heureusement, l'attitude de Cuba pendant la lutte révolutionnaire au Nicaragua et dans le cas de Grenade a indiqué par la suite que l'orientation internationaliste fondamentale de Guevara était partagée par les autres dirigeants cubains, qui étaient eux aussi conscients que l'extension de la révolution dans d'autres pays d'Amérique latine représentait, en dernière analyse, la meilleure défense de leur révolution et de ses acquis.

L'internationalisme apparaît comme un leitmotiv des écrits, des discours, des interviews et des conversations de Guevara. Il suffit de lire ou relire ce qui a été publié dans les différentes langues et d'avoir à l'esprit ce que disaient, à l'époque, les dirigeants des partis communistes (pour ne pas parler des dirigeants sociaux[^] démocrates) pour saisir le contraste.

Peu après la victoire de la révolution, Guevara réalise de nombreux voyages dont le but n'est pas uniquement d'obtenir des aides ou de négocier les approvisionnements nécessaires pour résister au blocus impérialiste. Il suit avec la plus grande attention les événements à l'échelle mondiale. Il perçoit les premiers signes de relance de la résistance palestinienne ; il salue avec enthousiasme la révolution algérienne ; il rencontre les dirigeants yougoslaves ; il visite l'Inde, le Japon et l'Indonésie. Il veut connaître ce qui se passe dans d'autres régions du monde, surtout dans le but de mieux comprendre les perspectives de la révolution en Amérique. Dans son article l'Amérique vue du balcon afro-asiatique (automne 1959), il écrit par exemple, « Avec la perspective de ce balcon, j'apprends à mieux comprendre les événements auxquels j'ai participé depuis le moment sublime des douze. »

En faisant allusion au geste naïf d'un homme d'un pays lointain qui lui avait caressé la barbe en croyant qu'il était Fidel, et lui avait demandé : « Est-ce que vous êtes l'un des membres de l'armée de guérilleros qui dirige la lutte pour la libération de l'Amérique ? », il conclut : « Je dois répondre que si, à lui et aux centaines de millions d'afro-asiatiques qui, comme lui, marchent vers la liberté dans cette époque atomique nouvelle et incertaine, je dois lui dire également que je suis un autre frère parmi cette multitude de frères qui, dans cette partie du monde, attend avec une anxiété infinie que soit consolidé le bloc qui détruira une fois pour toutes la présence anachronique de la domination coloniale. »

Dans les premiers temps, l'affirmation du caractère unitaire du processus révolutionnaire au niveau mondial allait de pair avec une confiance un peu naïve dans le rôle de l'URSS et des autres « pays socialistes ». Depuis 1962, l'accent est mis, en revanche, sur le lien direct entre les luttes révolutionnaires. L'URSS avait

causé une déception au moment de la crise des missiles qui avaient été d'abord installés et ensuite retirés sans contrepartie et même sans informer les dirigeants cubains des clauses qui prévoyaient un droit d'inspection de la part des Etats-Unis sur le territoire cubain. Qui plus est, l'exemple des « pays socialistes » lui paraissait de moins en moins reluisant au fur et à mesure qu'il pouvait vérifier la qualité des produits qu'ils délivraient à Cuba, les conditions qu'ils imposaient, la formation qu'ils donnaient aux jeunes cubains qui allaient dans leurs universités, leurs écoles militaires et leurs centres de formation politique.

Son attention se déplace alors vers le Vietnam. Il saisit immédiatement l'importance internationale de la lutte des vietnamiens : « Dans une région lointaine du monde ils sont en train de lutter pour notre sécurité », écrit-il. « Le soutien à leur cause, avant d'être un devoir, est une nécessité. Si nous soutenons la révolution vietnamienne - il continue -, nous ne le faisons pas que par devoir d'internationalisme prolétarien, par ce désir de justice que la révolution nous a inculqué à nous tous. Nous le faisons aussi parce que ce front de lutte est très important pour le futur de l'Amérique. » Sans savoir que son sort personnel serait tranché, quelques années plus tard, par l'efficacité des officiers des marines qui avaient fait leur expérience en Indochine, il conclut : « Là-bas, au Vietnam, on est en train d'entraîner les forces qui demain pourront freiner nos guérilleros, ces guérilleros que nous considérons comme les nôtres dans tout le territoire américain. »

Dans son Message à la Tricontinentale, l'approche devient encore plus explicite, Guevara y critique aussi le « monde progressiste » dont la solidarité avec le Vietnam lui rappelait l'encouragement passif de la plèbe romaine aux gladiateurs qui se battaient dans le cirque. Face à l'internationale de l'assassinat et de la trahison, l'internationale de l'impérialisme et de ses valets, il ne s'agissait pas « de souhaiter le succès à la victime de l'agression, mais de partager son sort dans la mort ou dans la victoire. »

Tactique et stratégie de la révolution

C'est donc une vision de l'internationalisme qui se base sur la compréhension de l'interaction des différents fronts mondiaux. Elle est marquée aussi par une forte inspiration morale que Guevara exprime en paraphrasant à plusieurs occasions (y compris dans la lettre d'adieu à ses fils) un passage de José Martí : « Vous devez surtout être capables de ressentir au plus profond de vous-mêmes toute injustice commise contre n'importe qui dans n'importe quelle région du monde, voilà la qualité la plus belle d'un révolutionnaire. »

Depuis les premiers écrits, où il amorce sa réflexion sur l'expérience cubaine en polémiquant contre tous ceux qui excluaient toute possibilité d'une extension de la révolution dans d'autres pays, Guevara explique que « des facteurs

exceptionnels devaient donner à la révolution cubaine des caractéristiques particulières » et que « toute révolution contient ce genre de facteurs exceptionnels ». Il ajoute, immédiatement après, qu'« Il n'est pas moins clairement établi que les révolutions obéissent également à certaines lois auxquelles les sociétés ne peuvent échapper ». Dans sa polémique contre Escalante et d'autres communistes dogmatiques, il n'ignore pas que l'impérialisme a accru sa vigilance et que des nouvelles luttes révolutionnaires en Amérique se heurteront à des nouvelles difficultés qui les rendront plus dures et plus coûteuses. Mais ces luttes restent inévitables. Guevara souligne, à ce propos : « Les révolutionnaires ne peuvent prévoir toutes les variantes tactiques susceptibles d'advenir au cours de la lutte pour leur programme de libération. Les véritables capacités d'un révolutionnaire se mesurent à son habileté à trouver des tactiques révolutionnaires adéquates pour chaque changement de situation. »

En démentant ceux qui l'accusaient d'ultra-gauchisme, il précise : « Ce serait une erreur impardonnable que de sous-estimer ce que veut gagner un programme révolutionnaire par un processus électoral donné. » Mais en même temps, il met en garde contre tout dérapage électoraliste : « Quand on nous parle de conquérir le pouvoir par un processus électoral, notre question est toujours la même : si un mouvement populaire s'empare du gouvernement en gagnant un large vote populaire et décide de commencer les grandes transformations sociales qui forment un programme, ne se trouvera-t-il pas immédiatement en conflit avec les classes réactionnaires du pays ? L'armée n'a-t-elle pas toujours été l'instrument de ces classes ? S'il en est ainsi, il est logique de supposer que l'armée sera aux côtés de sa classe et prendra part à la lutte contre le nouveau gouvernement peut être renversé et le jeu ancien recommencera ad aeternam. »

On dira que ce n'est pas une découverte sensationnelle ; ce n'est que la réaffirmation de ce qu'est l'ABC du marxisme. Mais il ne faut pas oublier pourquoi cette réaffirmation était prononcée. L'opportunisme et le cynisme des dirigeants staliniens avaient abouti, en Amérique latine aussi, à des formes de collaboration de classes particulièrement révoltantes. A Cuba, au début des années quarante, le Parti communiste avait donné une couverture à Batista en envoyant au gouvernement deux de ses membres, et ensuite il n'avait pas hésité à condamner « l'aventurisme » de cet assaut à la caserne Moncada qui marqua le commencement de la lutte révolutionnaire de Fidel Castro et de ses compagnons. Encore en 1957 il avait critiqué le Mouvement du 26 juillet en disant que son « terrorisme » offrait des prétextes à la dictature pour commettre ses crimes. Dans le pays d'origine de Guevara, l'Argentine, le Parti communiste avait fait preuve de sa capacité de s'adapter à des gouvernements bourgeois et avait qualifié de « fasciste » le premier gouvernement de Peron qui avait mobilisé les masses

des travailleurs et adopté des mesures anti-impérialistes, fussent-elles partielles et contradictoires.

La nécessité de réaffirmer des vérités premières pour des révolutionnaires fut par ailleurs, confirmée après la mort du Che. En 1970, le secrétaire du Parti communiste chilien, Luis Corvolan, affirmait qu'au Chili, les forces armées étaient inspirées par un « esprit professionnel » et « le respect pour le gouvernement constitutionnel ». Son collaborateur principal à l'époque, Volodia Teitelbaum, suivait son exemple en reconfirmant la confiance du PC dans l'armée deux jours avant le coup d'Etat de Pinochet ! Malheureusement, ces vieilles mystifications étaient reprises dans une résolution adoptée à La Havane en juin 1975 par tous les partis communistes latino-américains, le PC cubain y compris ; l'armée était présentée comme une institution susceptible de se transformer en « un élément de progrès et même de potentialité révolutionnaire ».

Guevara était loin de tirer de ses prémisses la conclusion que des issues catastrophiques étaient inévitables. Tout en estimant, à juste titre, que les forces armées n'accepteraient pas de bon gré des réformes sociales et ne se résigneraient pas docilement à leur propre liquidation comme caste, il affirmait que « l'armée pourrait être battue par l'action du peuple armé en défense de son gouvernement ».

Certains ont reproché à Guevara d'avoir sous-estimé le travail patient d'organisation au sein de l'armée, non pour la transformer mais pour en préparer la désagrégation, c'est-à-dire un travail se reliant à la tradition communiste des années vingt. En fait, Guevara n'exclut pas que la révolution puisse se valoir de l'aide de cellules militaires lui fournissant des armes et rejoignant la lutte révolutionnaire. Mais, selon lui, le danger existe que certains n'envisagent qu'un coup d'une partie de l'armée contre une autre ; dans ce cas de figure, la structure de caste de l'armée resterait intacte. Sauf si un autre facteur intervenait, c'est-à-dire une grave défaite qui désagrège l'armée et pousse une partie d'elle à rejoindre spontanément les forces populaires. Dans une telle hypothèse, la question de l'armement des révolutionnaires et d'une force militaire indépendante se poserait quand même. Faut-il rappeler que Trotsky était arrivé à des conclusions analogues après l'expérience de 1905 ?

Un aspect très important des conceptions de Guevara concerne les bourgeoisies nationales. Lorsqu'il écrit, celles-ci restent pour les partis communistes pro-soviétiques des interlocutrices privilégiées, du moins dans leurs vœux. Les partis communistes pro-chinois ont à ce sujet une orientation similaire. Guevara, qui était opposé, par nature, à tout dogmatisme et qui, par ailleurs, n'avait milité dans aucun parti avant d'adhérer au Mouvement du 26 juillet, une formation assez éclectique, précise sa pensée sur la base d'une sobre analyse de la réalité. Il n'exclut pas que des bourgeois individuellement ou même des secteurs de la bourgeoisie puissent dans un certain contexte

appuyer un processus révolutionnaire en le considérant comme le moindre mal. Il indique sans réticence et embellissement qu'un tel phénomène s'était produit justement à Cuba.

Mais il réfléchit sur les raisons de ce phénomène en n'ignorant pas certaines ambiguïtés des formulations de Fidel dans la première phase de la lutte et même de la pratique des guérilleros (par exemple, il décrit efficacement comment, sous l'impact de la rencontre avec les paysans, les guérilleros étaient passés d'un respect absolu pour la propriété privée à l'adoption systématique d'expropriations du bétail et à la décision d'appliquer une réforme agraire radicale). Il fait remarquer, en même temps, que les bourgeois « démocrates » d'Amérique latine avaient tiré leur propre leçon de l'expérience cubaine et que dans d'autres pays, les choses ne se passeraient sans doute pas comme à Cuba.

Ses conclusions sont exprimées sous la forme la plus nette dans le Message à la Tricontinentale que nous avons déjà mentionné et qui représente dans un certain sens son testament politique : « Les bourgeoisies nationales ne sont plus du tout capables de s'opposer à l'impérialisme - si elles l'ont jamais été - et elles forment maintenant son arrière-cour. Il n'y a plus d'autres changements à faire: ou révolution socialiste ou caricature de révolution. »

La réflexion du Che sur cette question avait commencé en 1954, lors de sa participation à l'expérience réformatrice du gouvernement guatémaltèque de Jacobo Arbenz (il l'avait rappelé discrètement au premier congrès latino-américain de la jeunesse au mois d'août 1960). Elle s'était développée davantage sur la base de l'analyse de l'impuissance du président vénézuélien Betancourt, prisonnier de son armée et de sa police. « Nous ne prétendons pas lui dire ce qu'il devrait faire - explique Guevara au congrès sus-mentionné -, mais nous lui rappelons que la révolution cubaine s'est sauvée parce qu'elle n'a pas hésité à fusiller les tortionnaires de la dictature et à dissoudre l'armée et tous les corps de répression ».

Contre les tendances bureaucratiques

Un autre aspect des conceptions de Guevara, qui l'oppose au stalinisme et le rapproche du marxisme révolutionnaire, est sa préoccupation d'éviter que Cuba adopte le « modèle » soviétique. Les allusions en la matière sont toujours prudentes, mais sans ambiguïté. Donnons quelques exemples.

En juillet 1963, Guevara parle à un colloque sur la planification à Alger. Parmi les erreurs que les révolutionnaires cubains avaient commis, il indique avant tout la tendance « à copier dans les moindres détails, les techniques de planification d'un pays frère ». Dans un discours prononcé en mai 1963, il aborde les problèmes de la révolution en Amérique latine, mais il traite aussi des déformations qui s'étaient produites dans la société

cubaine post-révolutionnaire avec le danger de perdre le contact avec les masses. Il dit notamment: « Nous avons pris un chemin qui a été défini sectaire, mais qui est stupide plus que sectaire: c'est le chemin de notre séparation des masses, le chemin qui combine mesures nécessaires et mesures absurdes ; le chemin de la suppression non seulement de la critique de la part de qui a le droit légitime de la faire, c'est-à-dire le peuple, mais aussi de la vigilance critique de la part de l'appareil du Parti, qui s'est transformé en un exécutant en perdant ses fonctions de vigilance, d'inspection. »

Il insiste sur le fait que la responsabilité la plus grande en incombe aux responsables du gouvernement, mais il ajoute que les gens auxquels il s'adresse ont, eux aussi, leur responsabilité : « Pourquoi je vous dis que, vous aussi, vous avez une part de responsabilité ? Par exemple, les Comités de défense de la révolution, une institution surgie au feu de la vigilance populaire, qui exprimait la préoccupation du peuple de défendre sa propre révolution, se sont transformés en « tout faire », en une imposition, en un repère d'opportunistes. Ils se sont transformés en une organisation antipathique au peuple. » Il souligne que, de cette façon, on avait affaibli les rapports avec les campagnes qui avaient été la source de recrutement de l'armée de la guérilla pendant deux ans et qu'on avait abandonné et laissée aux mains des CDR.

De nombreux innocents avaient été arrêtés, on avait créé une « terreur rouge » pour contrecarrer une « terreur blanche qui n'existait que dans la tête de quelques déséquilibrés ». Les corps de sécurité, eux aussi, avaient risqué de se transformer en « organismes antipathiques au peuple ». Guevara n'évite pas non plus le problème de la torture : la décision de ne pas y avoir recours « pour éviter les choses terribles qui se sont passées dans de nombreux pays en défendant des principes justes » était à l'honneur de la révolution cubaine. Mais des exceptions s'étaient produites. L'allusion à des pays où « des choses terribles se sont passées » était absolument claire et elle ne pouvait pas du tout plaire aux staliniens.

Guevara explique ensuite qu'il ne faut pas considérer contre-révolutionnaire seulement celui qui lutte contre la révolution, mais aussi celui qui utilise son influence pour obtenir une maison, des voitures, pour violer les normes de rationnement et qui finalement dispose de tout ce dont le peuple ne peut pas disposer. Il tire la conclusion qu'il était nécessaire de travailler pour reconquérir la confiance dans la révolution et en même temps « considérer Cuba comme une partie de l'Amérique : ici on a fait une expérience qui a une valeur historique et qui sera transférée sur le continent, même si nous ne voulions pas ».

Ce discours était prononcé en mai 1962. Pour Guevara, il était déjà clair que le sort de Cuba ne dépendait pas seulement de son propre développement. Les hypothèses que certains ont avancées sur sa « disparition » en 1965-1966, étaient fantaisistes et irresponsables. Mais elles reflétaient une donnée réelle: Guevara s'était efforcé de contrecarrer le danger de bureaucratisation par l'exemple, la discussion, l'effort de surmonter l'arriération matérielle et culturelle. Il avait constaté son impuissance. Il ne voulait pas devenir un opposant. Il estimait qu'il avait donné sa contribution à la révolution cubaine et que de l'intérieur il ne pourrait pas faire davantage. C'est pourquoi il choisissait de mettre son expérience au service d'« autres sierras ».

Briser l'isolement du Vietnam en développant « un internationalisme prolétarien authentique, avec des armées prolétariennes internationales dont le drapeau de lutte soit la cause sacrée de la rédemption de l'humanité », c'était la tâche qu'il estimait utile d'accomplir plutôt que de poursuivre le débat sur les problèmes économiques auxquels pourtant il avait donné une impulsion très grande et qui représente incontestablement l'une de ses contributions les plus importantes au développement de la pensée marxiste révolutionnaire (2).

Antonio MOSCATO, Quatrième Internationale n°26-27, décembre 1987

1. Le livre de Régis Debray, *Revolucion en la revolucion ?* a été publié à Cuba en 1967.

2. Sur le débat économique à Cuba et la contribution du Che cf. *Ecrits d'un révolutionnaire* (Paris, La Brèche, 1987).

L'étincelle qui ne s'éteint pas

Les années passent, les modes changent, aux modernismes succèdent les post-modernismes, les dictatures sont remplacées par des démocraties, le keynésianisme par le néo-libéralisme, le mur de Berlin par le mur de l'argent. Mais le message de Che Guevara, trente années plus tard, contient un noyau incandescent qui continue à brûler.

Il y a quelque chose dans la vie et le message du médecin/guérillero argentin/cubain qui parle encore aux générations de 1997. Sinon, comment expliquer cette pléthore d'ouvrages, articles, films et débats ? Ce n'est pas un simple effet commémoratif du trentième anniversaire : qui s'intéressait, en 1983, pour les 30 années de la mort de Joseph Staline ?

Le Che est - comme José Martí, Emiliano Zapata, Augusto Sandino, Farabundo Martí et Camilo Torres - une de ces figures qui sont tombés debout, les armes à la main, et sont devenues, pour toujours, des graines d'avenir semées dans la terre latino-américaine, des étoiles dans le ciel de l'espérance populaire, des charbons ardents sous les cendres du désenchantement.

Dans toutes les manifestations de la mouvance révolutionnaire en Amérique Latine au cours des 30 dernières années, de l'Argentine au Chili, du Nicaragua à El Salvador, du Guatemala au Mexique, on perçoit les traces, tant visibles, tant invisibles, du "guévarisme". Elles sont présentées aussi bien dans l'imaginaire collectif des combattants, que dans leurs débats sur les méthodes, la stratégie et la nature de la lutte. On peut les considérer comme des semences qui ont germé, pendant ces trente dernières années, dans la culture politique de la gauche latino-américaine, produisant des branches, des feuillages et des fruits. Ou comme un des fils rouges avec lesquels on tisse, de la Patagonie au Rio Grande, les rêves, les utopies et les actions révolutionnaires.

Les idées du Che ne sont-elles pas dépassées ? Serait-il maintenant possible de changer les sociétés latino-américaines - dans lesquelles une oligarchie installée au pouvoir depuis des siècles monopolise les ressources, les richesses et les armes, en exploitant et en opprimant le peuple - sans révolution ? C'est la thèse que défendent au cours des dernières années certains théoriciens de la gauche "réaliste" en Amérique latine, à commencer par le talentueux écrivain et journaliste Jorge Castaneda, dans son livre bien connu *L'utopie désarmée* (1993).

Toutefois, à peine quelques mois après la parution du livre, dans son propre pays, le Mexique, on assiste au spectaculaire soulèvement des indigènes du Chiapas, sous la direction d'une organisation d'utopistes armés, l'EZLN, dont les principaux dirigeants viennent du guévarisme. Il est vrai que les zapatistes, contrairement aux groupes de guérilla traditionnels, n'ont pas pour objectif de "prendre le pouvoir", mais de susciter l'auto-

organisation de la société civile mexicaine en vue d'une profonde transformation du système social et politique du pays.

Néanmoins, sans le soulèvement de janvier 1994, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale - toujours les armes à la main, quatre années plus tard - ne serait pas devenue une référence pour les victimes du néo-libéralisme, non seulement au Mexique, mais dans toute l'Amérique latine et le monde. Le zapatisme combine plusieurs traditions subversives, mais le guévarisme n'est pas moins un des ingrédients essentiels de cette bouillonnante et imprévisible culture révolutionnaire.

Curieusement, le même Jorge Castaneda, dans un article récent publié dans la revue américaine *Newsweek*, commence à se demander s'il serait réellement possible de redistribuer, par des moyens non-révolutionnaires, la richesse et le pouvoir concentrés dans les mains des élites riches et puissantes, transformant les structures sociales ancestrales en Amérique latine : si cela se révèle, en cette fin de siècle, trop difficile, il faudra reconnaître «qu'après tout, Guevara n'avait pas tout à fait tort». (1)

Le Che n'a pas été seulement un combattant héroïque, mais aussi un penseur révolutionnaire, le porteur d'un projet politique et moral, d'un ensemble d'idées et valeurs pour lesquelles il a lutté et donné sa vie. La philosophie qui donne à ses options politiques et idéologiques sa cohérence, sa couleur, sa température, est un profond humanisme révolutionnaire. Pour le Che, le véritable communiste, le véritable révolutionnaire était celui qui considère les grands problèmes de l'humanité comme ses problèmes personnels, celui qui est capable de "sentir de l'angoisse quand on assassine un homme quelque part dans le monde et d'être exalté quand se lève quelque part un nouveau drapeau de liberté" (2).

L'internationalisme du Che - à la fois mode de vie, foi séculaire, impératif catégorique et patrie spirituelle - a été l'expression combative et concrète de cet humanisme révolutionnaire et marxiste.

Il y a une phrase de José Martí que le Che citait souvent dans ses discours, et qu'il appelait "le drapeau de la dignité humaine" : "Tout être humain véritable doit sentir dans son visage le coup donné au visage d'un autre être humain". La lutte pour cette dignité est un principe éthique qui va l'inspirer dans toutes ses actions, depuis la bataille de Santa Clara jusqu'au

dernier combat désespéré dans les montagnes de Bolivie. C'est un terme important dans la culture latino-américaine.

Il faut peut-être chercher son origine dans le Don Quichotte, œuvre que le Che lisait dans la Sierra Maestra, dans les "cours de littérature" qu'il donnait aux recrues paysannes de la guérilla et héros avec lequel il s'identifiait, ironiquement, dans la dernière lettre à ses parents. Mais cette valeur n'est pas pour autant étrangère au marxisme. N'est-ce pas Marx lui-même qui écrivait dans son article "Le communisme de l'Observateur Rhénan" (septembre 1847) : "Le prolétariat a besoin de sa dignité encore plus que de son pain" ?

On a souvent limité la pensée stratégique de Guevara au thème du foco de guérilla. Ses idées sur la révolution latino-américaine sont beaucoup plus profondes. Par sa célèbre formulation de 1967, dans le Message à la Tricontinentale - " Il n'y a plus d'autre changement à faire : ou révolution socialiste ou caricature de révolution " - il a aidé toute une génération de révolutionnaires à se dégager du carcan de la doctrine stalinienne de la " révolution par étapes ".

Il n'en reste pas moins qu'on trouve dans ses écrits - que ce soit sur l'expérience cubaine ou sur l'Amérique Latine - et encore plus dans sa tragique tentative bolivienne, une tendance à réduire la révolution à la lutte armée, la lutte armée à la guérilla rurale et celle-ci au petit noyau du foco. Cette tendance a dominé dans l'héritage guévariste en Amérique latine, même si l'on trouve aussi dans son œuvre des passages qui nuancent cette conception - par exemple en insistant sur l'importance du travail politique de masses, ou sur l'inadéquation de la lutte armée dans un pays où il existe un régime démocratique. Sans parler de son refus explicite et catégorique de l'attentat et du terrorisme aveugle. (3)

En tout cas, l'héritage du guévarisme, qui a marqué la stratégie des organisations révolutionnaires latino-américaines au cours des années 60 à 80, reste présent, comme sensibilité révolutionnaire et comme résistance irréductible à l'ordre établi, dans la gauche du continent, aussi bien dans certains mouvements sociaux, comme le MST (Mouvement des paysans sans terre du Brésil), que dans les courants qui se réclament du socialisme.

Le socialisme dans les Amériques, écrivait José Carlos Mariátegui en 1929, ne doit pas être copie et calque, mais création héroïque. C'est exactement ce qu'a essayé de faire le Che, en rejetant la proposition de copier les modèles "réellement existants" et en cherchant une voie nouvelle vers le socialisme, plus radicale, plus égalitaire, plus fraternelle, plus humaine, plus cohérente avec l'éthique communiste.

Ses idées sur le socialisme et la démocratie étaient encore en évolution au moment de sa mort, mais on observe clairement dans ses discours et écrits une prise de position de plus en plus

critique envers l'auto-intitulé "socialisme réel" des héritiers du stalinisme. Dans son célèbre "Discours d'Alger" (février 1965) il appelait les pays qui se réclamaient du socialisme à "liquider leur complicité tacite avec les pays exploités de l'Ouest", qui se traduisait dans les rapports d'échange inégal avec les nations qui essayaient de se libérer du carcan impérialiste. Il ajoutait ceci : "Le socialisme ne peut exister s'il ne s'opère dans les consciences une transformation qui provoque une nouvelle attitude fraternelle à l'égard de l'humanité, aussi bien sur le plan individuel dans la société qui construit ou qui a construit le socialisme que, sur le plan mondial, vis-à-vis de tous les peuples qui souffrent de l'oppression impérialiste". (4)

Analysant dans son célèbre essai de mars 1965, Le socialisme et l'homme à Cuba, les modèles de construction du socialisme existant en Europe de l'Est, le Che rejetait, toujours à partir de sa perspective humaniste révolutionnaire, la conception qui prétend "vaincre le capitalisme avec ses propres fétiches" : " en poursuivant la chimère de réaliser le socialisme à l'aide des armes pourries léguées par le capitalisme (la marchandise prise comme unité économique, la rentabilité, l'intérêt matériel individuel comme stimulant, etc) on risque d'aboutir à une impasse ". (5)

Un des principaux dangers du modèle importé de l'URSS c'est l'accroissement de l'inégalité sociale et la formation d'une couche privilégiée de technocrates et bureaucrates : dans ce système de rétribution "ce sont les directeurs qui, chaque fois, gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la République démocratique allemande ; l'importance qu'y assume la gestion du directeur ou mieux la rétribution de la gestion du directeur ". (6)

La pensée économique du Che sur les questions de la transition au socialisme est à la fois passionnante et problématique. Passionnante par son engagement égalitaire et anti-bureaucratique et par sa critique du fétichisme du marché - y compris dans les pays dits "socialistes". Ce n'est pas un hasard si notre camarade Ernest Mandel s'est solidarisé avec lui dans le débat économique des années 1963-64, contre les partisans des conceptions économiques de Staline (Charles Bettelheim) et contre les imitateurs cubains du modèle soviétique.

Mais sa réflexion - évidemment inachevée - est aussi problématique à plusieurs égards. Moins par ce qu'elle dit, que par ce qu'elle ne dit pas, ce qu'elle tait : la question de la démocratie socialiste. Ce n'est pas que les arguments du Che Guevara en défense de la planification économique contre les catégories marchandes soient faux : au contraire, ils gagnent une nouvelle actualité face à la vulgate néo-libérale dominante aujourd'hui. Mais ils laissent dans l'ombre la question politique clé : qui planifie ? Qui décide des grands choix du plan économique ? Qui détermine les priorités de la production et de la consommation ? Sans démocratie véritable - c'est-à-dire sans :

- a) pluralisme politique ;
- b) discussion libre des priorités et
- c) libre choix par la population entre les diverses propositions et plate-formes économiques alternatives ; la planification devient inévitablement un système bureaucratique, autoritaire et inefficace de " dictature sur les besoins ", comme le montre abondamment l'histoire de l'ex-URSS. En d'autres termes : les problèmes économiques de la transition au socialisme sont inséparables de la nature du système politique. L'expérience cubaine au cours des vingt dernières années a révélé, elle-aussi, les conséquences négatives de l'absence d'institutions démocratiques/socialistes - même si Cuba a pu éviter les pires aberrations bureaucratiques et totalitaires des autres États dits "socialistes réels".

La polémique du Che contre le fétichisme mercantile était tout à fait justifiée ; mais ses arguments en faveur de la planification seraient beaucoup plus convaincants s'ils étaient situés dans une perspective de contrôle démocratique des travailleurs sur les instances planificatrices. Comme le soulignait Ernest Mandel dans un autre contexte, il existe un tertium datur au delà des impasses du marché d'une part et de la planification bureaucratique de l'autre : l'autogestion démocratiquement articulée et centralisée, l'auto-gouvernement planifié des producteurs associés. (7) Dans ce domaine les idées de Guevara

étaient - malgré sa méfiance envers le modèle soviétique et malgré sa grande sensibilité anti-bureaucratique - loin d'être claires.

8 octobre 1967 : une date qui restera pour toujours dans le calendrier millénaire de la marche de l'humanité opprimée vers son auto-émancipation. Les balles peuvent tuer un combattant de la liberté mais non ses idéaux, ses espoirs, ses rêves. Ceux-là lui survivront, quand ils germeront dans la conscience des générations qui reprennent la lutte. C'est ce qu'on découvre, pour leur rage et déception, ceux qui tuèrent Emiliano Zapata, Rosa Luxembourg, Léon Trotsky et Ernesto Che Guevara.

Le monde d'aujourd'hui, après la chute du mur de Berlin, la fin des régimes autoritaires en Europe de l'Est, le triomphe de la globalisation capitaliste et l'hégémonie des idéologies néolibérales, semble se trouver à des années lumière de celui qui a vu vivre et lutter Ernesto Guevara. Cependant, pour ceux qui ne croient pas à la pseudo-hégélienne " fin de l'histoire ", ni à l'éternelle pérennité de l'économie de marché capitaliste/libérale, pour ceux qui refusent les injustices sociales criantes et la marginalisation des peuples du Sud par le "nouvel ordre mondial", le message humaniste et révolutionnaire du Che reste une fenêtre ouverte sur l'avenir.

Michael Löwy

Jorge Castaneda, " Rebels Without Causes ", Newsweek, 13/1/1997 Ç We may discover, by the end of the century (...) that Che Guevara had a point, after all È.

Che Guevara, œuvres III, Textes politiques, Paris, Maspero, 1968, p.118

Voir par exemple E.Guevara, Textes militaires, Paris, Maspero, 1968, p. 162.

Ibid. pp. 266-267.

Che Guevara, " Le socialisme et l'homme à Cuba ", Textes politiques, p. 283.

Che Guevara, " Le plan et les hommes ", œuvres VI, Textes inédits, Paris, Maspero, 1972, p.90.

E.Mandel, " In defense of socialist planning ", New Left Review, n°159, sept. oct. 1986.

Che Guevara: De l'éthique dans le combat politique

Aujourd'hui il aurait soixante-neuf ans. Dans un ordre mondial qu'il n'avait jamais imaginé, dans un continent ravagé par le néo-libéralisme, dans une île soumise aux contraintes de la dollarisation. Comment penser ou repenser le Che ?

Brouillée par un monde chaotique, l'image du Che oscille entre les contresens et le persiflage. Mythe vide de sens ou utopiste totalitaire et suicidaire. Guérillero héroïque mais mauvais militaire pour les uns, piètre organisateur pour certains, ou pour d'autres encore, puritain masochiste et impitoyable maniant l'abus de pouvoir, dont l'irresponsabilité et l'inflexibilité politique auraient en l'absence du génie pragmatique de Fidel Castro - conduit à l'échec la révolution cubaine à l'instar du Congo et de la Bolivie.

Comment retrouver en cette fin de siècle le sens d'un combat mené dans les années 1960, cette décennie révolutionnaire. On connaît mieux aujourd'hui la fin de la vie du Che mais ses écrits - nombreux - sont conservés à Cuba et restent toujours inconnus. Son itinéraire idéologique reste encore à découvrir.

La brièveté de sa vie politique (treize ans entre la victoire de la CIA contre Arbenz au Guatemala et sa mort en Bolivie, huit ans à Cuba dont six après la victoire) et l'accélération brutale de l'histoire dont il était partie prenante rendent plus complexes l'interprétation de certains de ses textes. La pensée du Che était en constante évolution.

Bien qu'il se soit défendu d'être un théoricien et qu'il n'ait jamais appartenu à un parti politique avant son engagement à Cuba, tous les témoignages concordent : dans la Sierra Maestra, comme lors de la prise du pouvoir, il fut l'un des principaux inspireurs - voire même le principal - du cours radical suivi par la révolution. Mais sa conscience politique allait profondément évoluer en quelques années. Entre l'évocation positive des pays du "rideau de fer" dans la Sierra Maestra (dans une lettre au responsable du Mouvement du 26 Juillet René Ramos Latour, lettre qu'il qualifiera "d'idiote" plus tard) et la critique impitoyable de l'URSS et des pays d'Europe centrale des années 1964-1965, six ans à peine se sont écoulés.

En Octobre 1960 il voyage à Moscou. L'île est étranglée par l'embargo américain sur les marchandises décrété le 13 Octobre. Il obtient du bloc soviétique des crédits, l'achat d'une grande partie du sucre cubain contre du pétrole (la Chine achètera le reste). Présent lors de l'anniversaire de la révolution d'octobre il est ovationné par la foule. Certain qu'une agression américaine est imminente (l'invasion de la Baie des Cochons aura lieu 4 mois plus tard) il revient convaincu que « l'URSS et tous les pays socialistes sont disposés à entrer en guerre pour défendre notre souveraineté » (1).

En Octobre 1962 la crise des fusées apportera un démenti cinglant à ses illusions. Et le guérillero devenu ministre fera l'expérience des pratiques commerciales soviétiques, de la diplomatie de grande puissance de Moscou lors de la crise des fusées. Il découvre la triste réalité du socialisme autoritaire bureaucratique et les privilèges des détenteurs du pouvoir. Dans les conférences du Ministère de l'industrie il dénoncera ce que l'on n'appelle pas encore le socialisme réellement existant.

Sa réflexion conforte alors un humanisme forgé lors de son périple en Amérique latine. Argentin, il connaît les pratiques clientélistes et populistes du péronisme. Il découvrira plus tard les privilèges des "directeurs" et des responsables du Parti. "L'homme nouveau" qu'il veut promouvoir et dont on fait une caricature totalitaire, le comportement exemplaire qu'il s'impose en tant que dirigeant, le travail volontaire qu'il impulse sont à l'opposé des pratiques staliniennes. Il est inspiré par une conception éthique du pouvoir qui s'avère être aussi une nécessité politique. Lorsqu'il annonce aux ouvriers du sucre en 1961 que les pénuries vont s'aggraver (la viande et le lait sont désormais rationnés) il prend un engagement qui soulève l'enthousiasme des participants : "Dans la nouvelle étape de la lutte révolutionnaire personne ne recevra plus que d'autres, il n'y aura ni fonctionnaires privilégiés ni latifundistes. Les seuls privilégiés à Cuba seront les enfants".

La population souffre déjà de multiples privations ; la résistance à l'invasion américaine suppose une immense mobilisation populaire impossible sans une adhésion au projet révolutionnaire ; la victoire de Playa Giron, première défaite impériale en Amérique latine ne s'explique pas autrement.

Loin de la corruption et du népotisme propre aux caudillos latino-américains, le Che impose l'image d'un dirigeant austère, exigeant avec lui-même comme avec les autres. Les anecdotes sont inépuisables : il supprime les suppléments dont sa famille bénéficie en matière de nourriture, il explique publiquement pourquoi malade, il occupe provisoirement une demeure au bord de la mer que son salaire ne lui permet pas de payer. Le Che a très vite eu conscience de la nécessité de lutter contre les privilèges ; le projet révolutionnaire devait selon lui faire naître un dirigeant exempt de toute corruption, mettant en accord ses paroles et ses actes. Son austérité personnelle était légendaire.

Il mènera un combat incessant contre la bureaucratisation de la nouvelle administration en tentant d'imposer un mode

d'exercice du pouvoir radicalement nouveau. Il échouera et "l'argent" comme le désigneront avec mépris certains fonctionnaires se fera beaucoup d'ennemis.

On a parfois donné de son intransigeance une interprétation psychanalytique. C'est ne pas comprendre pourquoi à Cuba, le nouveau pouvoir doit incarner une rupture radicale avec la corruption de l'ancien régime. Car la "nature" revient vite au galop : témoin ces guérilleros du 26 juillet qui après la victoire stratégique de Santa Clara, alors que Batista est vaincu, s'emparent des Cadillac des policiers de la dictature pour rejoindre La Havane. Ils sont immédiatement sanctionnés par le Che. On dit aujourd'hui que ces sanctions, voire ces punitions sévères, relèveraient d'un stalinisme spécifique, le goulag tropical. Ainsi, tout est mélangé : la discipline imposée dans une guérilla en lutte contre une dictature appuyée par Washington, les exécutions des tortionnaires de Batista à la caserne de la Cabana après la prise du pouvoir prémisses supposées de l'évolution répressive du régime. On oublie le Che soignant les prisonniers blessés et les relâchant ensuite et sa générosité austère mais sans limites.

Une réflexion inachevée

La relecture des derniers textes du Che dans le grand débat économique public qui l'opposa aux partisans des réformes économiques soviétiques des années 1960 - première version de la perestroïka -, son essai sur "Le socialisme et l'homme à Cuba" et ses derniers discours, en particulier celui prononcé à Alger en 1965 mettent en évidence une vision critique et prémonitoire des problèmes de la société de transition en URSS. Dans un livre commencé peu de temps avant sa mort et qui resta inachevé il écrivait : "Beaucoup de soubresauts guettent l'humanité avant sa libération définitive mais - nous en sommes convaincus - celle-ci ne pourra se produire sans un changement radical de stratégie des principales puissances socialistes. Ce changement sera-t-il le produit de la pression inévitable de l'impérialisme ou d'une évolution des masses de ces pays ou d'un enchaînement de facteurs. L'histoire nous le dira. Nous apportons quant à nous notre modeste grain de sable tout en craignant que l'entreprise dépasse nos forces "(2).

Il fût rapidement conscient des difficultés que Cuba risquait de connaître compte tenu de sa dépendance à l'égard du "grand frère" soviétique.

Dès la prise du pouvoir il avait compris la nécessité de rompre avec la monoculture sucrière pour réduire la dépendance du pays et tenter d'assurer un développement économique plus autonome. L'accent mis sur l'industrialisation répondait à cette préoccupation majeure. Mais très vite la loi d'airain du marché mondial s'était fait sentir : la baisse de la production de la canne à sucre - principal produit d'exportation - ne permettait pas de garantir les importations nécessaires au développement économique d'un pays dépourvu de ressources énergétiques et dont les revenus provenaient pour l'essentiel de cette

monoculture imposée par la colonisation au 19ème siècle. Il fallut rectifier. "Nous avons voulu accélérer l'industrialisation. Ce fut une sottise. Nous avons voulu remplacer toutes les importations et fabriquer les produits finis sans voir les complications énormes que supposait l'importation des biens intermédiaires" dira le Che à Eduardo Galeano..(3)

Le commerce avec l'URSS, et notamment les livraisons de pétrole après la rupture totale avec les Etats-Unis devaient garantir la stabilité des échanges ainsi qu'une équité commerciale réelle entre un petit pays économiquement dominé et une puissance se réclamant du socialisme qui disposait de l'arme nucléaire et venait de se lancer à la conquête de l'espace.

Il fallut peu de temps au Che - à la différence des autres dirigeants cubains - pour comprendre les risques et la fragilité de ces relations.

Transition et sous développement

Très vite ses doutes portèrent sur la politique intérieure. Les propositions de réformes économiques marchandes engagées par les économistes soviétiques (notamment Liberman et Trapeznikov) firent l'objet de nombreux débats alors que l'île était déjà confrontée à la nécessité de redéfinir une stratégie de développement.

Le grand débat économique engagé de 1963 à 1965 au sein du Ministère de l'industrie, puis au sein de la direction cubaine, portait sur la construction du socialisme, plus précisément sur les conditions de la transition du capitalisme au socialisme dans une île soumise aux contraintes de la monoculture sucrière, subissant directement les pressions du marché international, dont le développement était entravé par le blocus mis en œuvre par la première puissance économique mondiale.

La controverse concernait le rôle de la loi de la valeur pendant la période de transition, le degré de centralisation des entreprises, le rôle des stimulants matériels et moraux. Ceux qui soulignaient l'importance de la loi de la valeur attribuaient une place majeure aux mécanismes du marché dans l'économie planifiée, ainsi qu'à la nécessité d'accorder une large autonomie financière aux entreprises en insistant sur le rôle des incitations monétaires pour accroître la productivité du travail. Le Che et ses partisans mettaient d'abord l'accent sur la nécessité d'une gestion centralisée tenant compte des inégalités du développement cubain : réseau de télécommunications et de transports développés mais pénurie dramatique de cadres et besoin d'un contrôle drastique des ressources compte tenu du blocus, du faible niveau de développement et surtout de la pénurie de devises.

Il estimait que l'autonomie financière des entreprises risquait de remettre en cause les priorités décidées nationalement au

profit de choix sectoriels, d'accroître l'autonomie des directeurs en matière d'investissements et de salaires et d'induire un développement inégal et déséquilibré. Il redoutait les effets d'une organisation du travail fondée exclusivement sur des incitations monétaires et les différenciations sociales qui en découleraient nécessairement.

Prophétique, il écrivait : "On revient à la théorie du marché... Toute l'organisation du marché mise sur le stimulant matériel... et ce sont les directeurs qui chaque fois gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la RDA, l'importance qu'y prend la gestion du directeur ou mieux la rétribution de la gestion du directeur"(4). Vingt cinq ans plus tard on en a vu les conséquences lors du soulèvement des masses populaires d'Allemagne de l'Est lasses du marasme économique, du manque de libertés politiques et des privilèges de dirigeants corrompus.

Inspiré par une sensibilité anti-bureaucratique aiguë et guidé par des considérations politiques et sociales le Che s'était prononcé contre la primauté donnée aux relations monétaro-marchandes dans la construction du socialisme sans que cela ait jamais signifié qu'il ait eu l'illusion de leur suppression brutale. Loin de la caricature que l'on a faite de ses positions il insistait sur la nécessité des stimulants moraux, conçus comme des incitations collectives au travail ce qui allait de pair avec une politique salariale étroitement liée au développement des qualifications, le plus important étant "de choisir correctement l'instrument de mobilisation des masses" sans lequel le socialisme était selon lui voué à l'échec.

L'égalité des droits, et la socialisation - sans doute excessive - de l'économie avaient été décisifs pour la résistance populaire : face à l'agression extérieure un autre monde semblait se construire qui valait la peine que l'on se batte. Mais revendiquant le droit à l'erreur il précisait que si ses conceptions "devaient s'avérer être un frein dangereux pour le développement des forces productives il faudrait en tirer les conclusions et emprunter des voies plus connues (transitados)" (5).

Le développement de la conscience révolutionnaire et de l'éducation devaient contribuer à forger une attitude communiste face au travail (c'est pourquoi il montrait l'exemple non par masochisme mais par nécessité), "la formation de l'homme nouveau et le développement de la technique" devaient éviter que la transition au socialisme ne soit dévoyée. Les rapports entre le socialisme et l'homme étaient au centre de ses préoccupations, l'homme comme facteur essentiel de la révolution, "acteur de ce drame étrange et passionnant qu'est la construction du socialisme".

L'éducation et la conscience étaient au cœur de cette société plus juste. "Dans cette période de construction du socialisme nous pouvons assister à la naissance de l'homme nouveau. Son image n'est pas encore tout à fait fixée, elle ne pourra jamais

l'être étant donné que cette évolution est parallèle au développement de nouvelles structures économiques ..C'est l'homme du 21ème siècle que nous devons créer bien que ce ne soit encore qu'une aspiration subjective et non systématisée" (6).

Ainsi, loin des déformations stalinienne, les prémisses du Che étaient elles humanistes et révolutionnaires. Mais il est vrai qu'il mettait trop l'accent sur la critique économique, sur le poids des relations marchandes et insuffisamment sur le caractère policier et répressif du système politique soviétique. C'est sans doute là une des failles essentielles de sa réflexion. L'un de ses biographes Roberto Massari (7) souligne (comme K.S. Karol) les faiblesses de la pensée du Che, ce dont témoignent jusqu'en 1963 environ plusieurs de ses discours ou de ses écrits. Cette faiblesse va de pair avec une certaine naïveté, notable dans ses jugements à l'égard des cadres du vieux PSP.

Ce n'est qu'en 1966, commentant le Manuel d'Economie Politique de l'URSS, qu'il approfondit sa réflexion théorique. Il écrira alors : "Le terrible crime historique de Staline aura été d'avoir méprisé l'éducation communiste et instauré le culte illimité de l'autorité" (8).

Contre le dogmatisme

"Une rébellion contre les oligarchies et contre les dogmes révolutionnaires". C'est ainsi qu'il célébrait dans son journal en Bolivie la commémoration du mouvement du 26 juillet. Il critiquait avec vigueur "la scolastique qui a freiné le développement de la philosophie marxiste et empêché systématiquement l'étude de cette période dont on n'a pas analysé les fondements économiques" (Le socialisme et l'homme).

Sa conception de l'avant garde, guidée par des dirigeants exemplaires, témoignait d'une réflexion critique mais inachevée sur le rôle et la place du parti dans ses rapports avec les organisations de masse. Il ironisait : "Le Parti a déjà décidé pour toi et tu n'as plus qu'à le digérer" (9). et il affirmait "Nous ne devons pas créer des salariés soumis à la pensée officielle ni des "boursiers" qui vivent sous la protection du budget de l'Etat en exerçant une liberté entre guillemets."

Mais il n'analysait pas les méfaits du parti unique/parti d'Etat : son expérience de six années à la direction de l'Etat cubain fut trop brève. Il était marqué par la guerre, le conflit démesuré avec Washington et par la spécificité de l'expérience cubaine ; dans la Sierra Maestra il s'était opposé à l'aile urbaine du mouvement du 26 juillet identifiée à un courant de droite. L'existence jusqu'en 1965 de trois courants politiques distincts (le M-26-7, le PSP et le Directoire) se révéla être un obstacle à l'unité de la Révolution. Le Parti unique ne fut constitué qu'en 1975 tant la fusion fut difficile. Dans le climat de guerre des

premières années de la révolution l'essentiel était de résister. Le pluralisme était relégué à plus tard.

Ceci ne l'empêchait pas de mettre en pratique une conception politique profondément différente de celle instaurée par le nouveau pouvoir. Lors de la première Réunion Nationale de Production en 1961 la transparence règne : les erreurs et ceux qui en sont responsables sont cités publiquement. "Vous venez de m'accueillir par de chaleureux applaudissements mais je ne sais si c'est en tant que consommateurs ou en tant que complices... je crois que c'est plutôt comme complices" déclare-t-il devant 3 500 cadres du gouvernement.

Il fut le seul - au prix de quelles critiques ! - à mener dans la revue du Ministère de l'industrie, un débat public et contradictoire sur le système économique du pays. Le Ministère était d'ailleurs un refuge pour ceux qui se trouvaient écartés de leurs responsabilités : c'est ainsi qu'il incorpora l'ancien ministre des communications Oltuski écarté du gouvernement en Juillet 1960. L'anecdote est d'autant plus significative que le Che avait polémique durement avec Oltuski pendant l'insurrection.

Membre de l'aile gauche du M-26-7, Oltuski était jugé trop anti-soviétique alors que le rapprochement avec l'URSS était à l'ordre du jour. Le Che avait de la même façon refusé de céder aux pressions d'un dirigeant syndical qui exigeait le licenciement d'un employé de banque accusé d'avoir été batistien : défendant l'honnêteté de ce dernier le Che avait dénoncé le début d'une chasse aux sorcières (10).

Dans un texte très significatif (Un pecado de la revolucion) le Che rappelle les erreurs commises selon lui, à l'égard du Deuxième front de l'Escambray mis à l'écart lors de la marche sur La Havane, erreurs dont il estime qu'elles furent à l'origine du départ de nombreux cadres. Ces réflexions autocritiques sur les rapports unitaires avant la prise du pouvoir - sont les seules publiées jusqu'à alors.

Il était conscient plus que tout autre dirigeant du tiers-monde à l'époque des tares du socialisme réellement existant. Hostile au langage codé des apparatchiks il n'hésitait pas à critiquer publiquement et durement : dans son discours public à Alger en 1965 (son dernier discours officiel en tant que responsable cubain) il dénonçait devant le séminaire afro-asiatique réuni alors la "complicité tacite" de la direction soviétique avec l'exploitation impérialiste et le maintien de l'échange inégal.

C'est aussi parce qu'il avait pressenti les difficultés infernales auxquelles se heurterait la construction du socialisme dans une seule île, et la nécessité d'autres victoires révolutionnaires qu'il avait lancé dans son message à la Tricontinentale le mot d'ordre célèbre "Créer deux ou trois Vietnam "... dont on a souvent donné une image caricaturale. Révolté par "la guerre d'insultes et de crocs en jambe que se livraient les deux plus grandes

puissances du camp socialiste", il était saisi "par l'angoisse de ce moment illogique de l'humanité", face à "la solitude vietnamienne". Avec lucidité, le Che devançait l'évolution historique en prévoyant les dangers d'insurrections isolées dans une configuration mondiale tragiquement dominée à l'époque de la Guerre froide par l'impérialisme et le stalinisme, la mort du second étant déjà inscrite dans sa trajectoire.

Dès 1962, un an après la proclamation officielle du caractère socialiste de la révolution cubaine et 2 ans après l'établissement des relations privilégiées avec l'URSS, la crise des fusées avait ébranlé sa confiance quant à la solidité de l'alliance et à la fiabilité de l'aide. Il avait été chargé de négocier l'appui militaire de Moscou face aux menaces de plus en plus précises d'intervention américaine après l'échec de l'invasion de la Baie des Cochons en 1961.

La proposition d'installer des fusées nucléaires à Cuba - dont la responsabilité incombe à Moscou - avait pour objectif de dissuader le Pentagone de déclencher une telle agression ; mais elle modifiait de fait l'équilibre atomique. La proximité du territoire américain aggravait la menace nucléaire en rendant en cas de conflit une attaque soviétique beaucoup plus rapide et en diminuant l'efficacité de la riposte américaine. Kennedy exigea le retrait des fusées sous peine de risquer un conflit thermonucléaire: le monde fut au bord de la guerre. Le gouvernement soviétique accepta le démantèlement des armes offensives.

Mais le retrait des fusées et les négociations entre Khrouchtchev et Kennedy s'effectuèrent dans la tradition bureaucratique de la diplomatie soviétique sans consultation aucune, dans le mépris le plus complet de la souveraineté cubaine. La surprise et l'indignation des cubains furent totales et la crise d'Octobre ("ces jours lumineux et tristes" évoqués dans sa lettre d'adieu) marqua sans doute la première brèche dans les rapports soviéto-cubains .

La politique étrangère de l'URSS - en particulier le soutien parcimonieux apporté au peuple vietnamien - allaient renforcer sa vision de plus en plus critique à l'égard du camp socialiste.

Le mystère du départ

Comment comprendre son départ de Cuba? Par la conviction de l'impossibilité d'un développement insulaire ? Par son désir de retrouver les champs de bataille ? Par sa volonté de rompre la dépendance cubaine à l'égard de l'URSS et ce en accord avec Fidel ? Ce partage des tâches entre l'homme d'Etat gestionnaire et le combattant insurgé fut peut-être le résultat d'un compromis. Mais cette division du travail ne suffit pas à rendre compte des failles ou des conflits antérieurs à son départ et ne permet pas de comprendre la séquence des événements ultérieurs.

Est-il conscient qu'il a de moins en moins de place dans le système politique qui se met en place ? Ses exigences irritent les fonctionnaires et les cadres dirigeants, son mode de vie est un défi pour la nomenklatura naissante dont il critique l'incompétence. Le manque de cadres est catastrophique pour la gestion économique mais il s'accuse aussi d'être responsable des erreurs commises : "Nous sommes coupables et il faut le dire franchement. La classe ouvrière veut-elle nous condamner pour cela ? Qu'elle nous condamne, qu'elle nous remplace, qu'elle nous fusille, qu'elle fasse ce qu'elle veut. C'est là qu'est le problème" (11).

Il s'en prend aux dirigeants syndicaux dont la majorité n'a aucune base de masse et qui croient n'avoir que des droits et aucun devoir. Il affirme : "En ce moment les syndicats pourraient ne pas exister et transférer leurs fonctions aux comités de justice du travail. Seule la bureaucratie syndicale ne serait pas d'accord car il faudrait qu'elle retourne à la production.. les principaux concernés répondent que ça fait 18 ans qu'ils sont dirigeants syndicaux.."

De même dénonce-t-il très tôt la perversion du rôle des Comités de défense de la révolution (CDR) qu'il accuse d'être un nid d'opportunistes; il rappelle aux membres de la Sûreté qu'un "contre-révolutionnaire est quelqu'un qui lutte contre la révolution, mais celui qui use de son influence pour obtenir un logement puis obtient ensuite deux voitures, celui qui viole le rationnement, qui possède tout ce que le peuple n'a pas est également un contre-révolutionnaire" (12).

La biographie récente de Paco Ignacio Taibo II illustre bien la tension croissante que fait naître l'écart entre la pénurie des ressources économiques et humaines et l'urgence du développement dans un pays agressé. "Nous sommes dans un moment difficile : nous ne pouvons nous payer le luxe de punir les erreurs, peut-être pourrions nous le faire dans un an. Qui va licencier le Ministre de l'industrie (13) qui a signé un plan en Novembre dernier prévoyant la production de 10 millions de chaussures et quelques autres stupidités" (14)

Il semble se consumer dans une lutte épuisante et multiplie les critiques et les autocritiques à l'égard d'un fonctionnement qui exige "l'exécution péremptoire, les obligations non discutées. On finit par ne plus considérer les gens comme des êtres humains mais comme des soldats, comme des numéros dans une guerre qu'il faut gagner. La tension est telle qu'on ne voit plus que le but...Et l'on oublie peu à peu la réalité quotidienne. Nous devons faire quelque chose pour que ce ministère soit un peu plus humain." (15).

Le Che se bat sur tous les terrains : en même temps qu'il impulse la réorganisation industrielle il polémique sur le plan théorique à la recherche d'un autre socialisme de plus en plus convaincu de l'échec soviétique. Mais le débat économique -

dont l'enjeu est la stratégie de développement de l'île - se termine pour le Che par une défaite. Il part pour un long voyage. Le discours très critique à l'égard de Moscou qu'il prononce à Alger est très mal accueilli: de nombreux témoignages le confirment (16) et il ne sera pas intégralement publié dans la presse cubaine. L'un des attachés de l'ambassade soviétique aujourd'hui en exil (qui souhaite garder l'anonymat) affirme que le gouvernement soviétique fit savoir qu'il jugeait ce discours inacceptable de la part d'un dirigeant cubain. Après avoir été accueilli par Fidel Castro à l'aéroport, avec lequel il discutera pendant environ deux jours, le Che n'apparaîtra plus jamais publiquement.

Un mois après il part clandestinement pour le Congo. Que l'Afrique ait été considérée par La Havane comme un enjeu majeur dans le conflit entre le tiers-monde et l'impérialisme en ces années soixante ne fait pas de doute. Mais on peut douter que la participation du Che ait été incluse dans le projet initial : outre les problèmes diplomatiques, sa présence ne pouvait manquer de créer des difficultés aux dirigeants africains (dont Laurent-Désiré Kabila) qui ne manquèrent pas de le faire savoir.

Aussi osée qu'ait été la politique étrangère cubaine à l'époque - et elle était d'une extraordinaire audace - il ne semble pas que la présence du principal dirigeant cubain après F. Castro ait été prévue. Selon Taibo, le Che évoque en février 1965 devant Nasser sa participation éventuelle à la lutte congolaise, puis il y renonce, convaincu par les arguments du dirigeant égyptien. Comment expliquer ces hésitations et ces revirements si peu conformes à sa personnalité ?

Quelques mois de présence lui suffiront pour mesurer l'irréalisme de l'entreprise au vu des faiblesses des mouvements de libération africains ; il décidera d'organiser la retraite. Une attitude qui va à l'encontre de ses pulsions "suicidaires". Il s'opposera à l'envoi supplémentaire de cubains proposé par F. Castro (17). Réaliste et pragmatique il juge le départ inéluctable. Son journal d'Afrique (intitulé Passages de la guerre révolutionnaire : le Congo (18)) ne sera publié que partiellement, trente ans plus tard. Sa correspondance avec Fidel est inconnue.

Il séjournera plusieurs mois à Prague... Sa présence est clandestine car il se méfie beaucoup des services secrets tchèques. On ne sait rien des raisons de ce long séjour ni de ses échanges épistolaires avec Fidel. Il retournera secrètement à Cuba pour quelques mois s'entraînant clandestinement.

Comment se prépare le départ en Bolivie à la fin de l'année 1966 ? Comment expliquer le rôle attribué au PC Bolivien en dépit de relations déjà conflictuelles ? La réunion du Che à Cuba en 1964 avec le dirigeant d'une scission du PCB favorable à la lutte armée avait déjà provoqué la colère du secrétaire général Mario Monje. Ce dernier allait imposer des exclusives à

l'égard d'autres forces boliviennes de gauche avant d'abandonner la guérilla (20).

Comment expliquer les failles, "le manque de transparence et l'ambiguïté du projet" selon Taibo II quand on connaît la rigueur et la minutie exigeante du Che? François Maspero découvrira plus tard qu'il est le principal support du réseau extérieur, Régis Debray voyage pour repérer et étudier les lieux : lourde responsabilité pour un étudiant français dont le choix sera contesté.

Selon Taibo II qui cite un rapport de la CIA, celle-ci aurait été informée dès la fin de l'année 1966 des préparatifs de la guérilla (21). L'enchaînement fortuit des événements, la découverte prématurée du camp d'entraînement imposant des combats imprévus, suffisent-ils à éclairer la séquence dramatique de l'évolution de la guérilla et l'issue finale ? A cette question nul aujourd'hui ne peut répondre.

Déformé, momifié, le Che survit. Après la chute du mur de Berlin, dans les décombres des révolutions du vingtième siècle. Vainqueur et vaincu. D'où vient la force du message ? Homme de conviction, chef de guerre et poète raté, insurgé et engagé, ministre puis guérillero. Il incarne le mépris du pouvoir, il réhabilite la politique. Il n'y a pas eu, il n'y a pas de modèle guévariste de construction du socialisme.

Mais la recherche d'un autre mode d'organisation sociale, au service de "los de abajo" (ceux d'en-bas) et non de "los de arriba" (ceux d'en-haut) comme l'on dit aujourd'hui en Amérique latine. Porteur d'une conception éthique du pouvoir, dirigeant politique d'un type nouveau mettant en accord ses actes avec ses paroles, critique féroce des socialismes dévoyés, sa modernité tient à ce mélange d'humanisme et d'intégrité. "Guevara est arrivé, la mascarade est terminée" criaient déjà les manifestants à Montevideo en 1961.

Janette Habel , avril 1997

Paco Ignacio Taibo II Ernesto Guevara tambien conocido como el Che Ed. Planeta Madrid 1996

Oeuvre inédite . Source: Manuscrit de Carlos Tablada

Cité in Paco Ignacio Taibo II p. 424 . Cette politique de "substitution des importations" était à l'époque préconisée pour l'Amérique latine par la CEPAL

Ernesto Che Guevara - Ecrits d'un révolutionnaire - Ed. La Brèche Paris 1987

Ernesto Guevara - A propos du système budgétaire de financement - Ed. Maspero Oeuvres III 1968

E. Guevara Textes Politiques - Le socialisme et l'homme à Cuba Ed. Maspero 1965-1968

R. Massari Che Guevara pensiero e politica dell' utopia - Ed. Associate 1987 Roma

Commentaires au "Manuel d'Economie Politique de l'URSS". Oeuvre inédite. 1966. Cité in Tercer Milenio Juan Antonio Blanco p 83 La Havane 1995

Oeuvre inédite. Source : manuscrit de C. Tablada

cf le récit de Paco Ignacio Taibo II Op. cité

Ibid. p. 445

E. Che Guevara Textes inédits Oeuvres VI - Ed. Maspero 1972 - L'influence de la révolution cubaine en Amérique latine p. 149

Lui-même..

Ibid. p. 451

Ibid. p. 435

Raul Roa téléphone au Che à son retour à La Havane (en Mars 1965) pour lui demander de recevoir Huberman et Sweezy et le félicite pour son discours. Réponse du Che "Eres uno de los pocos comemierdas a quien le gusto ese discurso" (témoignage oral . Paris 1997)

Extraits du journal de Ernesto Che Guevara - L'année où nous n'étions nulle part . P.I. Taibo II, Froilan Escobar, F.Guerra. Ed. Métailié . Paris 1995

Titre qui constitue de fait le deuxième volume de "Passages de la guerre révolutionnaire" (Cuba)

Selon un agent des services secrets cubains in Paco Ignacio Taibo II Op. cit.

Ibid. p. 614

Ibid. p.635

Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IVe Internationale. Nous luttons pour une alternative socialiste au système capitaliste car nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et les oppressions sont profondément enracinées dans les structures de ce système productiviste, barbare et inhumain. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde où la satisfaction démocratiquement déterminée des besoins sociaux humains et le respect prudent des équilibres écologiques remplacent la soif du profit et les lois du marché capitaliste. Nous sommes actifs au quotidien pour soutenir et impulser les résistances sociales, à partir desquels il faut créer une nouvelle force politique anticapitaliste au service de ces luttes. Renforcer la LCR, c'est renforcer ce combat.



Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale

Lisez *La Gauche* ! Abonnez-vous !

Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, info@lcr-lagauche.be

Nom :

n° & rue:

Code postal:Commune:

Tél: E-mail:

Je veux...

- un abonnement d'un an à La Gauche, je verse 8 euros sur le compte FLL 001-0728451-57 mention 'Abonnement La Gauche'.
- devenir membre de la LCR.
- devenir membre de soutien de la LCR.
- plus d'infos sur la LCR